Jan. 1980-





89 8N

CAI BS - 752

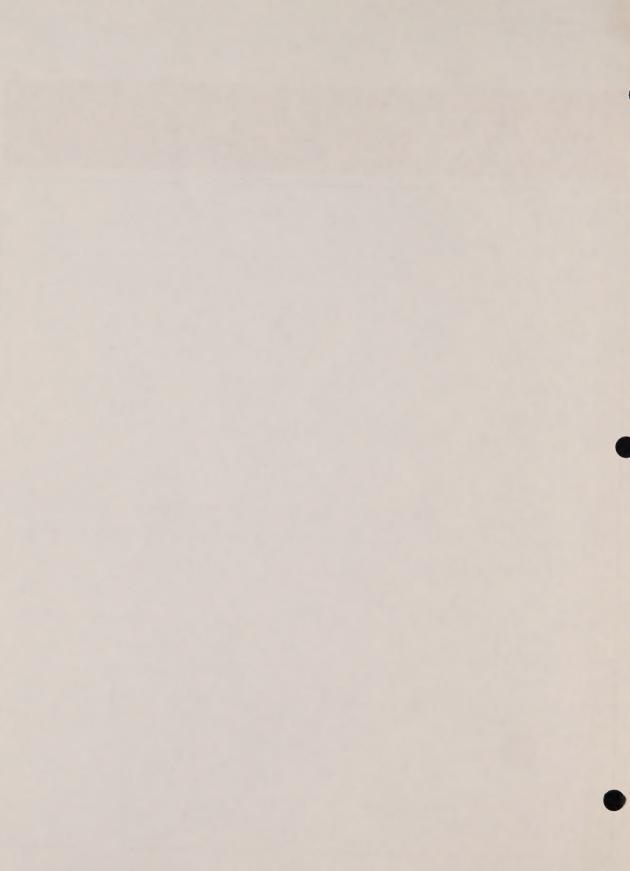


For Release at 12 Noon Monday, November 1, 1982

CANADIANS MUST BE MORE AGGRESSIVE

(TORONTO) Canadians must adopt a more aggressive attitude in the international marketplace in order to promote Canadian products and develop additional demand for our goods and services.

Speaking to members of the Richelieu Club, Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services and Minister Responsible for Statistics Canada suggested that some of the most promising new markets are to be found in developing countries where Canadian goods and services can be part of the foundation for the process of industrialization.



"Canada, with a limited domestic market, and faced with a saturated market in the developed countries has, at times, succeeded in opening up new markets by marrying its own commercial policies with the development plans of growing nations."

He also spoke of the need for import replacement, citing a recent Statistics

Canada study which showed that in relation to sales, foreign-controlled firms in
the manufacturing sector imported almost four times as much as their

Canadian-controlled counterparts.

"We can see that firms under foreign control tend to import more than those under Canadian control", he said. "And, in this connection, it is quite significant that Canada has the highest proportion of its industry under foreign ownership and control of any industrialized country in the world."

Emphasizing that he was not suggesting a protectionist approach, Blais said, "What we must do is make Canadian products competitive with imports."

He advised the audience of francophone business people that Statistics Canada, in co-operation with other government departments, is conducting a detailed study of import patterns which will provide the private sector with data upon which to base future product planning.

Blais emphasized that it will be up to the private sector to exploit the economic opportunities available both through import replacement at home and expanded markets for our products abroad, with the government acting as a catalytic agent in both areas.

- 30 -

For further information contact: Pierre Lanoix (613) 997-5421

Ce communiqué est aussi disponible en français.

Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto

BS - 1521

Government Publications

Information



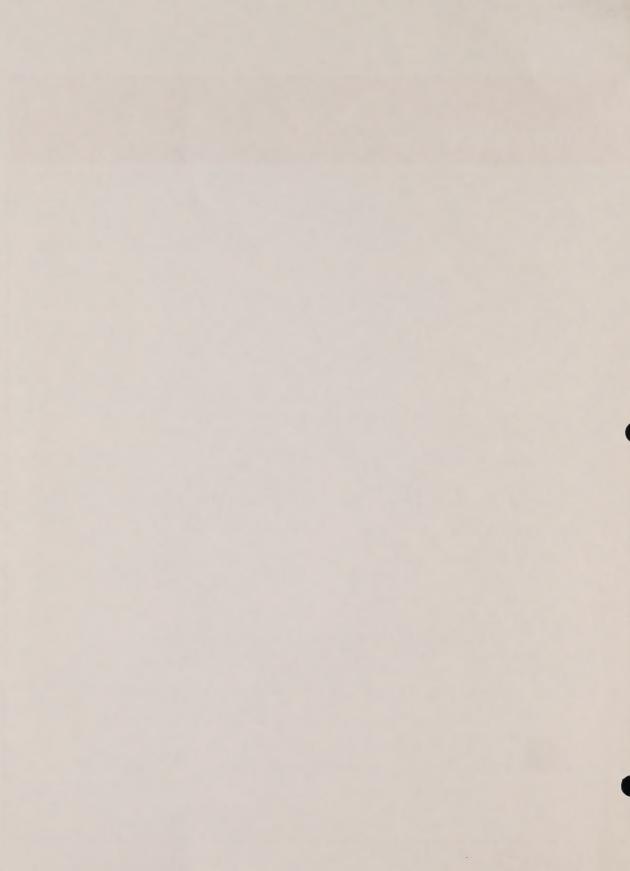
Pour diffusion à midi Le lundi ler novembre 1982

LES CANADIENS DOIVENT ÊTRE PLUS DYNAMIQUES

(TORONTO) Les Canadiens doivent adopter une attitude plus dynamique sur les marchés internationaux afin de promouvoir leurs produits et de trouver des débouchés supplémentaires pour leurs biens et services.

Dans son exposé aux membres du club Richelieu, le ministre des Approvisionnements et Services et ministre responsable de Statistique Canada,
Jean-Jacques Blais, a laissé entendre que quelques-uns des marchés nouveaux
les plus prometteurs se trouvent dans les pays en voie de développement, où
les biens et services canadiens peuvent faire partie de l'infrastructure qui
servira à l'industrialisation.





"Le Canada, avec un marché domestique limité, et faisant face à un marché saturé dans les pays développés, a su, à certains moments, lier ses politiques commerciales avec les plans de développement des pays en voie d'industrialisation, tels que l'Algérie, pour ainsi s'ouvrir de nouveaux marchés" a précisé le Ministre.

Parlant également de la nécessité de substituer des produits canadiens aux importations, M. Blais a cité une récente étude de Statistique Canada qui montre que proportionnellement au volume des ventes, les sociétés sous contrôle étranger dans le secteur manufacturier ont importé près de quatre fois plus que les sociétés sous contrôle canadien.

"Il est donc manifeste que les sociétés sous contrôle étranger ont tendance à importer davantage que les entreprises sous contrôle canadien", a-t-il expliqué. "Il est important de noter dans ce contexte que, de tous les pays industrialisés du monde, le Canada compte la proportion la plus élevée de propriété et de contrôle étrangers du secteur industriel."

Tout en insistant qu'il ne proposait pas une approche protectionniste, le Ministre a ajouté: "Ce qu'il faut faire, c'est rendre les produits canadiens concurrentiels avec ceux qui viennent de l'extérieur."

M. Blais a annoncé à son auditoire composé de gens d'affaires francophones que Statistique Canada, de concert avec d'autres ministères, étudie les différentes sortes d'importations au Canada; le secteur privé pourra se



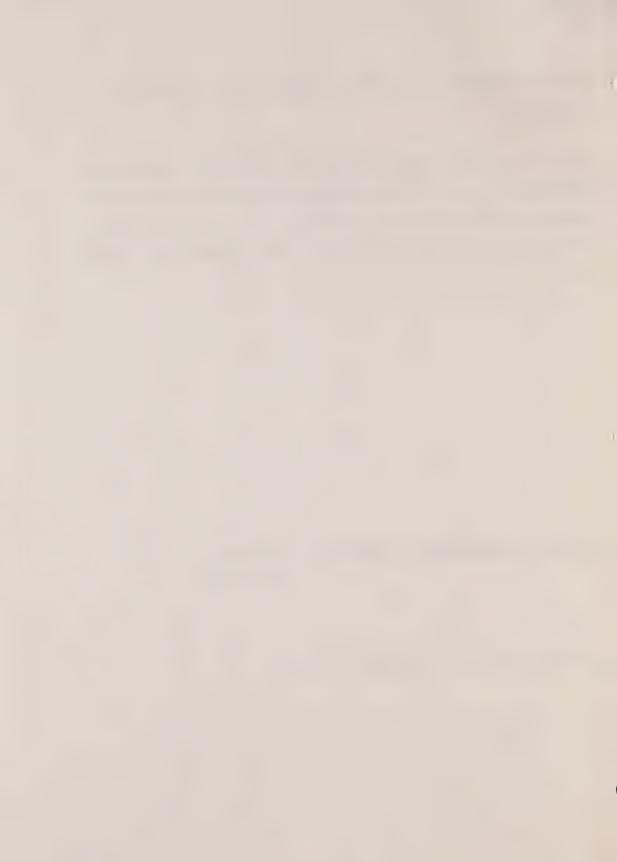
servir de ces données pour planifier la fabrication de ses produits à l'avenir.

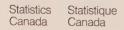
M. Blais insiste qu'il incombe au secteur privé d'exploiter les possibilités économiques existantes, à la fois au pays, par la substitution des produits canadiens aux importations, et à l'étranger, par l'expansion des marchés pour nos produits, le gouvernement agissant comme catalyseur dans les deux cas.

- 30 -

Pour plus de renseignements, s'adresser à: Pierre Lanoix (613) 997-5421

This press release is also available in English





Concret ent

Information

12 2

FOR RELEASE ONLY AT 12 NOON Wednesday, October 20, 1982

FACING THE ECONOMIC FACTS -- AND THE OPPORTUNITIES

(MONTREAL) Canada must look to import replacement to help stimulate our economy and build our manufacturing capacity, Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services and Minister responsible for Statistics Canada, told members of the St. Laurent Kiwanis Club today.

Speaking at a luncheon meeting, he cited a recent Statistics Canada study which showed that in 1978, in relation to sales, foreign-controlled firms in the manufacturing sector imported almost four times as much as their Canadian controlled counterparts.

"We can see that firms under foreign control tend to import more than those under Canadian control", he said, "And, in this connection, it is quite significant that



Canada has the highest proportion of its industry under foreign ownership and control of any industrialized country in the world".

While emphasizing the importance of import replacement initiatives, Blais also spoke of the need for Canada to improve its international marketing practices in order to move current Canadian products and also anticipate future world market requirements.

Noting that the government has a crucial role to play as a catalytic agent for Canadian firms pursuing international trade, Blais stated the "specific exploitation of international marketing must, of course, be pursued, basically, by the private sector".

As well, he said, the private sector, along with universities and research institutes, must largely be responsible for implementing new government initiatives in scientific research and technology development.

"We must be keenly sensitive to the fact that science and technology are areas of enormously rapid evolution", he said, warning that, "Canada's economic status is critically dependent on our maintaining a world status in research and development."

With reference to the current economic realities facing Canadians, such as high unemployment, double digit inflation and a declining Gross National Product, Blais urged Canadians to avoid assessing Canada's economic problems in isolation from the facts and opportunities of the world economy.

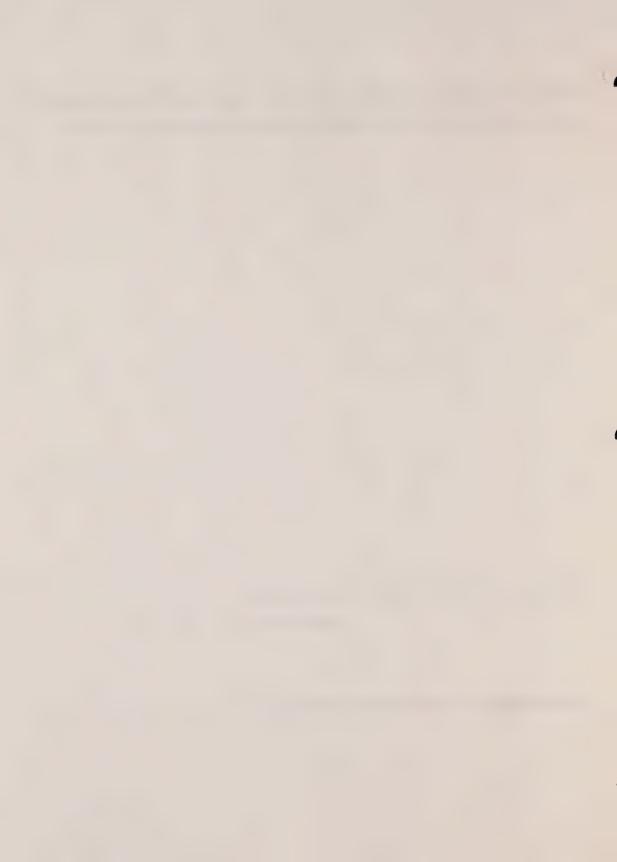


"Canada, along with all industrialized Western countries, is indeed experiencing economic problems. But we are neither helpless nor without hope," he said.

- 30 -

For further information, contact: Pierre Lanoix (613) 997-5421

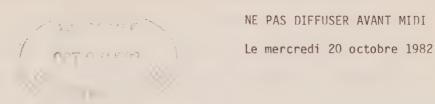
Ce communiqué est aussi disponible en français:







- / BS



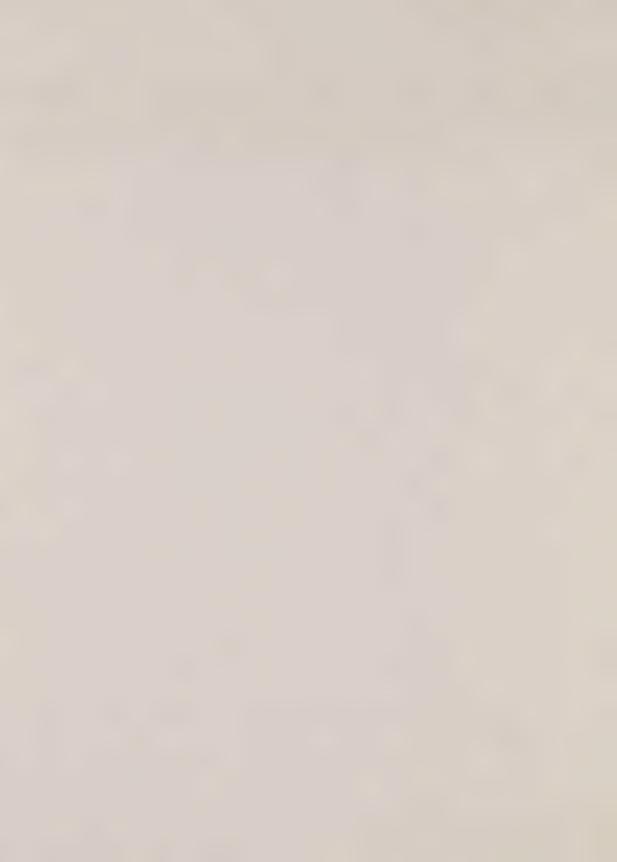
NE PAS DIFFUSER AVANT MIDI

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE -- ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

(MONTRÉAL) Le ministre des Approvisionnements et services et ministre responsable de Statistique Canada, Jean-Jacques Blais, a déclaré aujourd'hui que le Canada doit chercher à substituer des produits canadiens aux importations pour stimuler son économie et accroître sa capacité de production.

Prenant la parole lors d'un déjeuner-causerie devant les membres du club Kiwanis Saint-Laurent, M. Blais a cité une récente étude de Statistique Canada qui montre qu'en 1978, proportionnellement au volume des ventes, les sociétés sous contrôle étranger dans le secteur manufacturier ont importé près de quatre fois plus que les sociétés sous contrôle canadien.

"Il est donc manifeste que les sociétés sous contrôle étranger ont tendance à importer davantage que les entreprises sous contrôle canadien, a-t-il expliqué.



Il est important de noter dans ce contexte que, de tous les pays industrialisés du monde, le Canada compte la proportion la plus élevée de propriété et de contrôle étrangers du secteur industriel."

Tout en soulignant qu'il importe de prendre des initiatives pour substituer des produits canadiens aux importations, M. Blais a aussi fait ressortir la nécessité pour le Canada d'améliorer ses pratiques de commercialisation internationale afin d'écouler ses produits actuels et de prévoir l'évolution des besoins sur le marché mondial.

Même si le gouvernement a, en tant que catalyseur des sociétés canadiennes de commerce international, un rôle clé à jouer, M. Blais soutient que "c'est fondamentalement au secteur privé qu'il appartient d'exploiter les débouchés qui s'offrent sur les marchés internationaux".

Selon M. Blais, le secteur privé, avec les universités et les instituts de recherche, doit en outre assumer en grande partie la responsabilité de mettre en oeuvre les nouvelles initiatives du gouvernement en matière de recherche scientifique et de développement technique.

"Nous devons rester très conscients du fait que l'évolution de la science et de la technologie est extrêmement rapide, a-t-il expliqué, et que si le Canada veut maintenir son statut économique il devra absolument se tenir à l'avant-scène mondiale dans le domaine de la recherche et du développement."



Au sujet des réalités économiques actuelles avec lesquelles les Canadiens sont aux prises, comme le niveau élevé de chômage et d'inflation et la diminution du produit national brut, M. Blais a prié les Canadiens de ne pas évaluer les problèmes économiques du Canada sans tenir compte de la situation et des possibilités de l'économie mondiale.

"Comme tous les autres pays occidentaux industrialisés, le Canada éprouve effectivement des problèmes économiques. Mais, a-t-il précisé, nous ne sommes ni sans ressources, ni sans espoir."

- 30 -

Pour plus d'information, veuillez communiquer avec: Pierre Lanoix (613) 997-5421

This Press Release is also available in English.





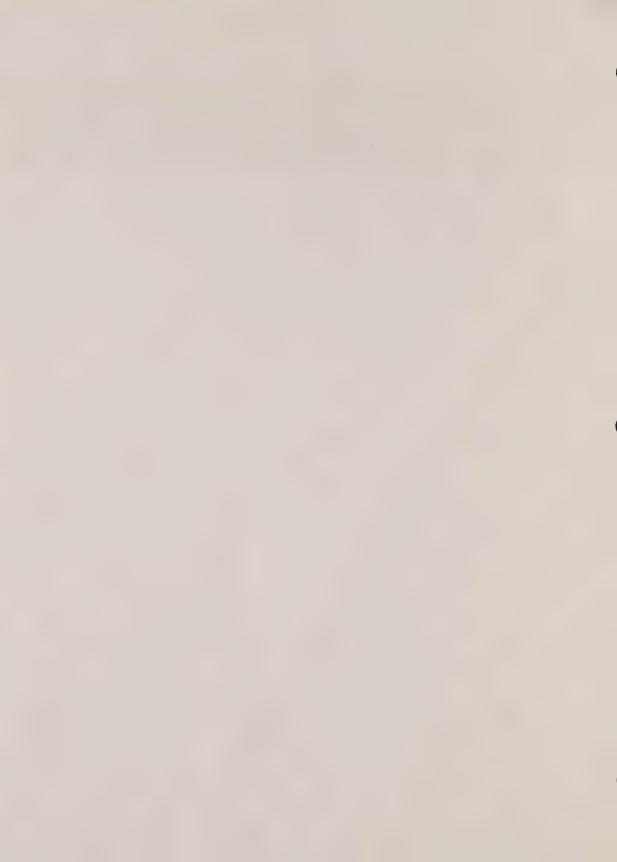
Pour diffusion immédiate le 17 septembre 1982

LA GARDE DES ENFANTS AU CANADA

Ottawa -- La garderie continue d'être un service relativement inexploité au Canada.

Bien que plus de la moitié (52%) des 2.2 millions d'enfants d'âge préscolaire au Canada étaient, à plein temps ou à temps partiel, sous une autre charge que celle de leurs parents, l'<u>Enquête sur la garde des enfants</u>, dont Statistique Canada publie aujourd'hui les résultats, montre qu'en 1981 seulement 11% de ces enfants étaient inscrits à une garderie.

L'enquête indique que 36% des mères actives qui sont chefs de familles monoparentales ont utilisé les garderies. Parmi les couples actifs, 10% avaient inscrit un enfant à une garderie. Au nombre des enfants d'âge préscolaire nécessitant des soins autres que ceux des parents, 36% étaient gardés chez eux tandis qu'un autre 36% étaient gardés dans d'autres maisons privées. Parmi les couples qui travaillent, 20% ont pris soin eux-mêmes de leurs enfants.



En 1981, le coût hebdomadaire des services de garderie variait. Cette année-là, le service à plein temps dans la maison des parents coûtait en moyenne \$41 tandis qu'il en coûtait \$39 pour le service de garderie à plein temps et \$35 pour le service à plein temps dans une autre maison privée.

L'<u>Enquête sur la population active</u> indique que le pourcentage des femmes actives continue d'augmenter et les services de garderies hors de la maison sont de plus en plus en demande. En 1981, presque la moitié (47%) des canadiennes ayant des enfants d'âge préscolaire faisaient partie de la population active soit une forte augmentation en comparaison avec le taux d'activité de 35% en 1975.

- 30 -

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec:

Jean-Marc Lévesque

ou

Ian Macredie

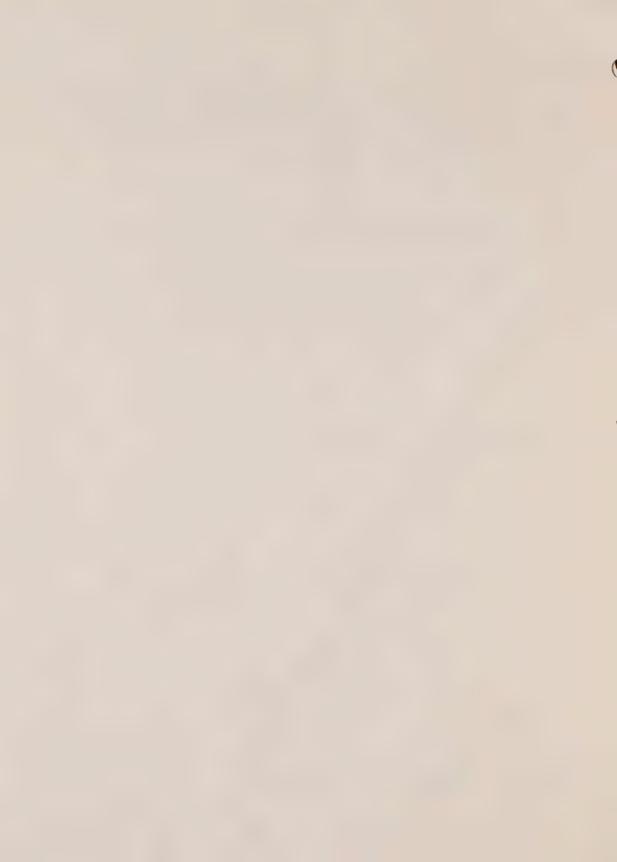
Section de l'activité sur le marché du travail

(613) 995-9381

ou

Marcel Préfontaine
Relations avec les médias
(613) 593-7444

This news release is also available in English.





For immediate release September 17, 1982

CHILD CARE ARRANGEMENTS IN CANADA

Ottawa -- The day care centre continues to be a relatively rare service in Canada.

While more than half (52 per cent) of the 2.2 million preschool-age children in Canada in 1981 were under full- or part-time care of someone other than their parents, Statistics Canada's <u>Survey of Child Care Arrangements</u>, released today, shows that only 11 per cent of these children were enrolled in a day care centre.

The survey indicates that 36 per cent of working mothers heading a single parent family used day care centres. Among working couples, 10 per cent had a child enrolled in a centre. Of preschoolers requiring non-parental care, 36 per cent were looked after in private homes while another 36 per cent were cared for in their own homes. Of working couples, 20 per cent managed to care for their children themselves.

...2





Cost for child care in 1981 varied from an average weekly cost of \$41 for full-time care in the parents' home, to an average of \$39 for full-time care in a day care centre and \$35 for full-time care in another private home.

Information from Statistics Canada's <u>Labour Force Survey</u> indicates that the percentage of women in the labour force is continuing to rise, increasing the demand for child care services outside the home. In 1981, almost half (47 per cent) of all Canadian women with preschool-age children were participants in the labour force - up substantially from the 1975 participation rate of 35 per cent.

- 30 -

For further information, contact: Ian Macredie

or

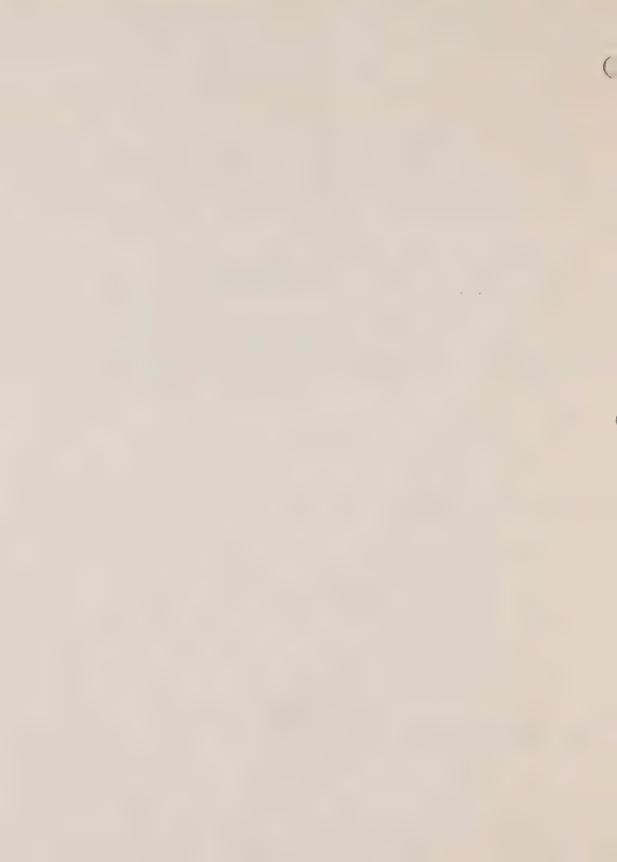
Jean-Marc Lévesque

Labour Force Activity (613) 995-9381

or

Kathy Kennedy Media Relations (613) 593-7444

Ce communiqué est aussi disponible en français.





POUR DIFFUSION IMMEDIATE
Le 2 septembre 1982

LA RENTRÉE DES CLASSES

Ottawa -- Cet automne, les universités et les collèges du Canada accueilleront ce qui semble devoir être le plus grand nombre d'étudiants pour des années à venir.

Les chiffres publiés aujourd'hui par Statistique Canada dans <u>Statistique de</u>

<u>l'enseignement: Estimations, 1982-83</u> indiquent qu'on ne dépassera pas dans un

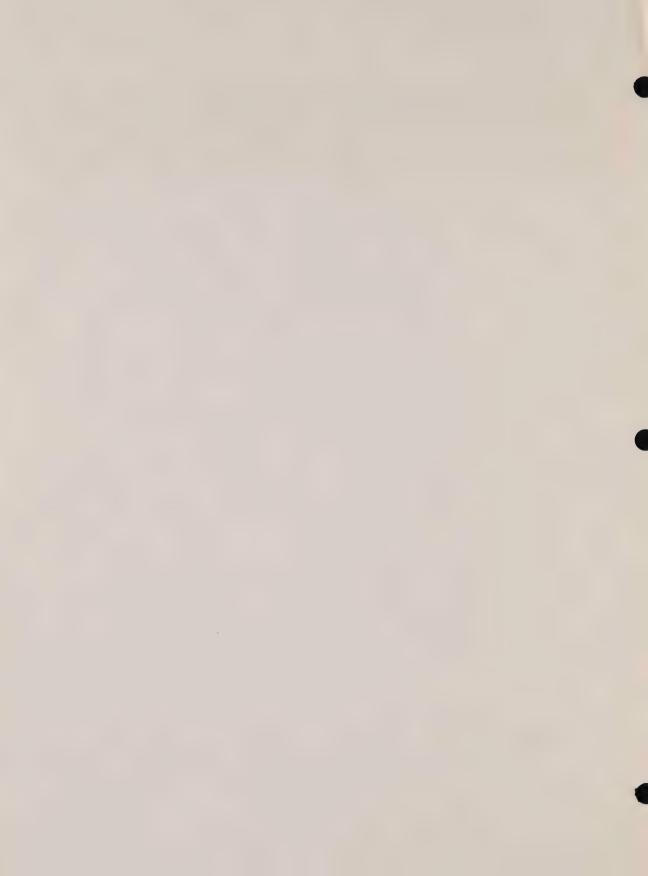
avenir prévisible les 693,300 inscriptions envisagées pour l'année scolaire

1982-83.

On prévoit que 414,200 étudiants s'inscriront à plein temps à l'université en 1982, une augmentation de 3.2% sur l'année précédente, tandis que les inscriptions dans les collèges devraient augmenter de 1.9% pour s'établir à 279,100.

Selon M. Zoltan Zsigmond de la Division de l'éducation, des sciences et de la culture de Statistique Canada, deux facteurs ont contribué largement à l'augmentation des inscriptions au niveau postsecondaire. Le groupe des 18 à





24 ans, où les établissements d'études supérieures recrutent le gros de leur clientèle, atteindra son dernier sommet cette année, alors que les derniers effets de l'explosion démographique disparaîtraîtront avec ce groupe d'âge. En outre, plus important encore, on croit que les conditions défavorables du marché du travail (le taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes, et les perspectives d'emploi réduites pour les étudiants) contribuent au fait que bon nombre d'étudiants décident de poursuivre leurs études. M. Zsigmond fait observer que "si les inscriptions suivent les tendances démographiques, elles atteindront un maximum au niveau postsecondaire en 1983, pour par la suite subir un déclin prolongé."

On prévoit que les collèges et les universités engageront 56,295 professeurs à plein temps, 1,315 de plus que l'an passé.

Le nombre total de diplômes décernés par les universités demeurera le même qu'en 1981. Cependant, les données révèlent que pour la première fois, le nombre de baccalauréats décernés à des femmes en 1981 dépassait le nombre de ceux décernés à des hommes, et l'on s'attend à ce que cette tendance se poursuive.

Les inscriptions aux écoles primaires et secondaires continuent de diminuer. On s'attend à recevoir 4,951,000 élèves en septembre, soit une baisse de 1.5% sur l'an dernier et 15.9% sur le sommet atteint en 1970.

Cette dernière diminution ramène le nombre des inscriptions au niveau de 1964. Cependant, les effectifs des enseignants des écoles primaires et secondaires ne réflètent pas cette baisse prononcée du nombre des élèves. Les 269,300



enseignants prévus pour cette année (une baisse de 1% sur l'année précédente) dépassent de loin les 205,800 enseignants qui au cours de l'année 1964 enseignaient à un nombre d'élèves comparable à celui attendu pour 1982-83.

La diminution de la clientèle scolaire, qui dure depuis une décennie, ne touche toutefois pas les écoles privées au Canada, car le nombre d'inscriptions dans ces établissements augmente. Par exemple, de 1981 à 1984, les écoles publiques verront leur nombre d'élèves réduit de 154,000 alors que celui des écoles privées s'accroîtra de 15,000.

Le coût total de l'éducation continue d'augmenter. Cependant, en pourcentage du P.N.B., il devrait demeurer au même niveau qu'en 1980 et 1981, c'est-à-dire à 7.8%. Il en a coûté aux Canadiens \$1,072 par habitant, ou \$2,199 par personne active. On estime que le coût de l'éducation au Canada s'élèvera à \$29 milliards en 1982-83, et à \$32 milliards l'année suivante. Ces sommes sont payées à 93% par les différents gouvernements.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquer avec:

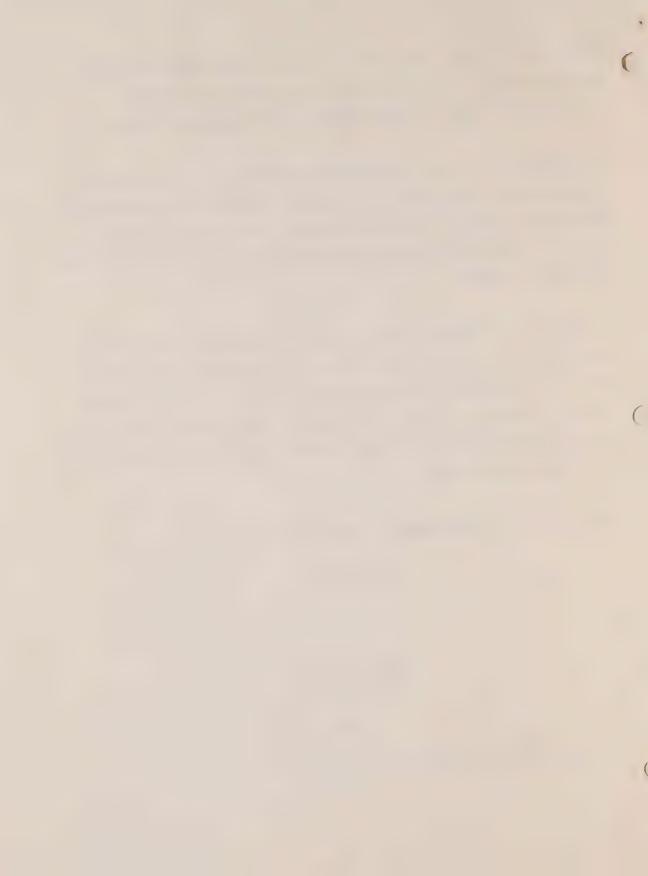
Yves Dupuis (613) 995-9795

ou

Marcel Préfontaine (613) 593-7444

- 30 -

This press release is also available in English.



FOR IMMEDIATE RELEASE
September 2, 1982

BACK TO SCHOOL

Ottawa - Canadian universities and colleges will be opening their doors this fall to what is likely to be the greatest number of students they will have to accommodate for some years to come.

Figures released today by Statistics Canada in Advance Statistics of Education,

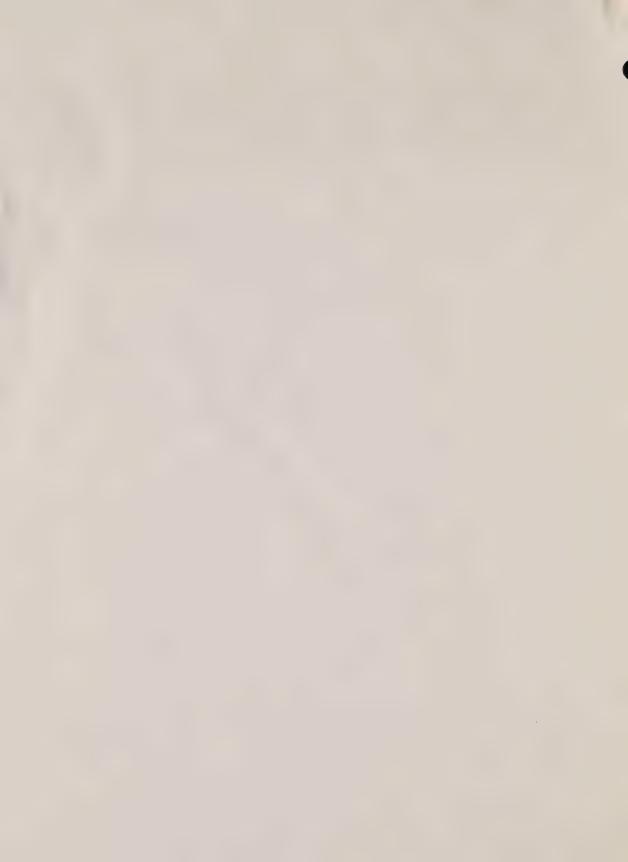
1982-83 indicate that the 693,300 enrolment estimated for the 1982-83 academic

year will not likely be surpassed in the foreseeable future.

Total full-time university enrolment is expected to be 414,200 in 1982, an increase of 3.2 per cent over the 1981 academic year, and college enrolment is up 1.9 per cent to 279,100.

According to Dr. Zoltan Zsigmond of the Education, Science and Culture Division of StatsCan, two factors are largely responsible for the increase in postsecondary enrolment. The 18-24 age group, the primary source population for higher





education, is expected to experience its final increase this year, as the tail end of the baby boom passes through these ages. More important, however, it is believed that poor labour market conditions (the high unemployment rate, particularly for young people, and diminished employment opportunities for students) contribute to the decision by many to stay in school. Dr. Zsigmond observed "if enrolment follows the demographic trend, 1983 is apt to mark a turnaround in postsecondary enrolment that will be followed by a prolonged decline".

Colleges and universities are expected to employ 56,295 full-time teachers, an increase of 1,315 over last year.

The total number of degrees granted by universities in 1982 is estimated to have remained at the 1981 level. However, the data show that for the first time, the number of bachelor's degrees granted to women in 1981 was greater than the number for men, and this trend is expected to persist.

Elementary and secondary school enrolment is continuing to decline. The 4,951,000 students expected to register this September represent a 1.5 per cent drop from last year and a 15.9 per cent decline from the 1970 peak.

The latest decrease brings enrolment down to the 1964 level. However, the size of the elementary-secondary teaching force does not reflect the sharp reduction of students. The 269,300 teachers projected for this year (down 1 per cent from a year earlier) far exceed the 205,800 who taught approximately the same number of students in 1964.



The decade-long decline is not reflected in Canada's private schools, as enrolment in these institutions is increasing. For example, in the three years from 1981 to 1984, public schools will have lost 154,000 students, while private schools will have gained 15,000.

The total education bill (in current dollars) continues to increase. However, as a percentage of GNP it remained unchanged in 1980 and 1981 at 7.8 per cent. The per capita cost to Canadians in 1981 was \$1,072, or \$2,199 for each person in the labor force. In 1982-83, the cost of education in Canada is estimated at \$29 billion, and the following year it is expected to rise to \$32 billion. Of this amount, 93 per cent comes from governments.

For further information, contact:

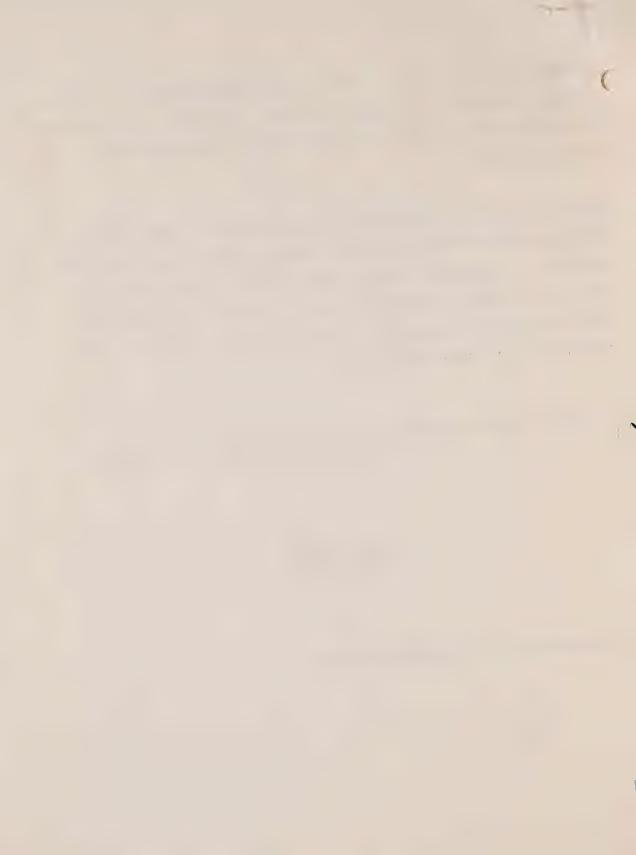
Dr. Zoltan Zsigmond Education, Science and Culture Division (613)995-9685

or

Kathy Kennedy Media Relations (613)593-7444

- 30 -

Ce communiqué est aussi disponible en français.



CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE POUR DIFFUSION IMMEDIATE 26 août 1982

L'INFORMATION AIDE A PRÉVENIR LA CRIMINALITÉ

Moncton -- D'après les données parues récemment, les Canadiens diffèrent de façon marquée des Américains en matière de comportement criminel, selon M. Jean-Jacques Blais, ministre responsable de Statistique Canada.

Au cours de l'allocution qu'il a prononcée jeudi à Moncton devant les membres de l'Association canadienne des chefs de police, M. Blais a comparé les statistiques sur la criminalité diffusées lundi par le Centre canadien de la statistique juridique aux résultats d'une étude récente du ministère de la Justice sur les perceptions du public à l'égard de la criminalité. Il a fait remarquer que trois Canadiens sur quatre surestiment le pourcentage de crimes de violence. Selon les chiffres du C.C.S.J., seulement 6.4 % de tous les actes criminels déclarés à la police en 1981 étaient des crimes de violence. Il s'est produit six fois plus de vols que de crimes de violence au Canada au cours de cette année.

Le Centre canadien de la statistique juridique a été créé il y a un an dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale et a été chargé de recueillir des statistiques nationales exhaustives et à jour sur la justice "pour produire et publier des données sur la justice afin de répondre aux besoins des organismes de la justice et du public canadien en matière de renseignements locaux, provinciaux et nationaux" a déclaré M. Blais. Le Centre reçoit les conseils d'un Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux chargés de l'administration de la justice et du statisticien en chef du Canada. Il compte sur la collaboration des ministères et organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux et est administré par Statistique Canada pour répondre à tous les besoins du pays en matière de renseignements sur la justice.



Le Centre joue un rôle important dans les efforts déployés pour contrer avec efficacité la criminalité, au dire M. Blais. "Il faut modifier la perception du public voulant que la criminalité soit surtout un phénomène violent" et l'on ne saurait y arriver que si le Centre persévère dans ses efforts. Le Centre devrait contribuer à réduire les lacunes en matière de renseignements et à modifier les idées fausses au sujet de la nature et de la portée de la criminalité au Canada, lesquelles découlent partiellement du fait que "nous avons accès à une quantité considérable d'émissions de télévision et de films des Etats-Unis" et de la tendance des media à mettre en manchette les crimes de violence.

M. Blais a relevé certains des chiffres publiés par le Centre de la statistique juridique: le nombre de crimes contre la propriété a augmenté de 34.4 % entre 1977 et 1981 pour s'établir à 1.8 million au cours de la dernière année; celui des crimes de violence s'est accru de 17 % pour se chiffrer à 137,000 en 1981; le crime contre la propriété le plus fréquent en 1981 était le vol (828,000) qui représentait 38.2 % de toutes les infractions déclarées à la police tandis que les introductions par effraction (378,000) correspondaient à 16.9 % du total.

M. Blais a conclu en disant que "l'information du public est la pierre angulaire de tout programme efficace de prévention du crime. Nous devons porter notre attention sur les problèmes réels plutôt que sur des perceptions erronées."

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec:

le Centre canadien de la statistique juridique (613) 995-0855

ou

les Relations avec les media (613) 593-7444.

- 30 -

This release is also available in English.





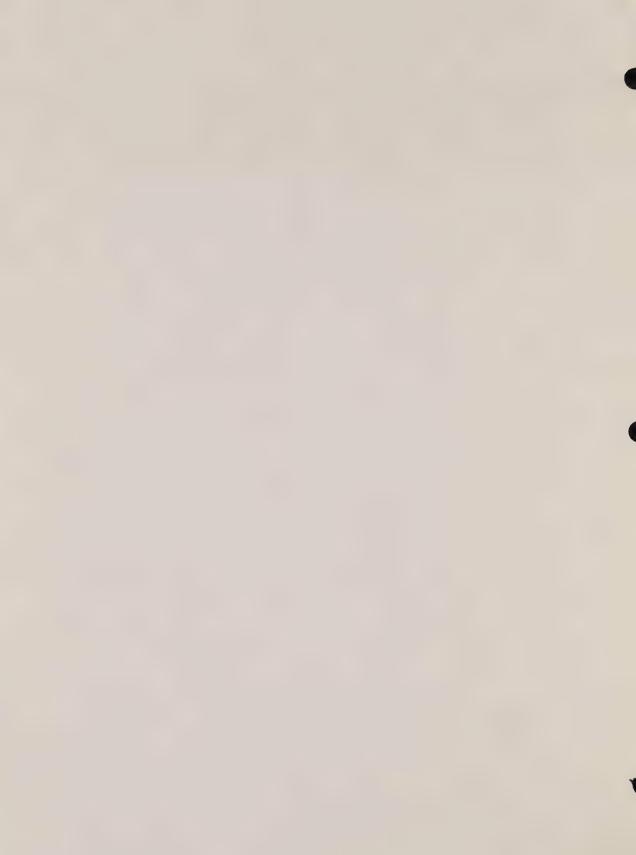
CANADIAN CENTRE FOR JUSTICE STATISTICS FOR IMMEDIATE RELEASE August 26, 1982

CRIME PREVENTION AIDED BY INCREASED INFORMATION

Moncton--- Recently published data show that Canadians are strikingly different from Americans when it comes to criminal behavior, according to the Honorable Jean-Jacques Blais, Minister Responsible for Statistics Canada.

Speaking in Moncton Thursday to members of the Canadian Association of Chiefs of Police, Mr. Blais compared crime statistics released Monday by the Canadian Centre for Justice Statistics with the findings of a recent Department of Justice study on public perceptions of crime. He noted that three-quarters of Canadians grossly overestimate the percentage of crimes that are violent. According to CCJS figures, only 6.4 per cent of all criminal offences reported to the police in 1981 involved violence. Thefts outnumbered violent crimes six-fold in Canada in that year.

The Canadian Centre for Justice Statistics was established one year ago through a federal/provincial co-operative effort to compile comprehensive and timely national justice statistics to "meet the local, provincial and national information needs of justice agencies and the Canadian public", Mr. Blais said. The Centre is advised by a Justice Information Council, composed of federal and provincial deputy ministers responsible for the administration of justice together with the Chief Statistician of Canada. It relies on the input of federal, provincial and territorial ministries and agencies and is administered by Statistics Canada to serve all the justice information needs of the country.



The Centre plays an important role in efforts to deal effectively with crime, Mr. Blais said. "The public's perception of crime as a primarily violent phenomenon must be corrected" and can be through the continuing efforts of the Centre. The Centre is expected to help reduce information gaps and modify misconceptions about the nature and extent of crime in Canada, misconceptions that are caused partially by "our considerable exposure to American television programs and motion pictures" and the tendency of news media to headline acts of violence.

Mr. Blais noted some of the findings of the Justice Statistics Centre: property crimes increased by 34.4 per cent between 1977 and 1981 and totalled 1.8 million in the latter year; violent crimes increased at half that rate, 17 per cent, for a total of 137 thousand in 1981; the most common property crime in 1981 was theft (828 thousand cases) which accounted for 38.2 per cent of all offences reported to the police; and breaking and entering (378 thousand cases) comprised 16.9 per cent of the total.

"An informed public is the cornerstone of any effective crime prevention program," Mr. Blais concluded. "We should focus our attention on the real problems, not mistaken perceptions."

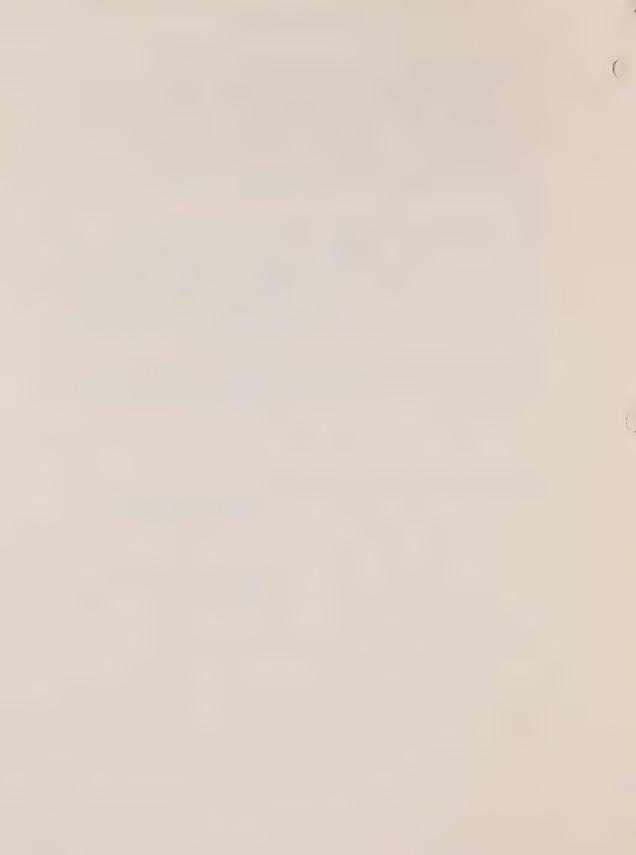
- 30 -

For further information, contact: Canadian Centre for Justice Statistics (613) 995-0855

or

Media Relations, Statistics Canada (613) 593-7444

Ce communiqué est aussi disponible en français.





FOR IMMEDIATE RELEASE
August 23, 1982
11:30 a.m.

WE ARE ALL VICTIMS

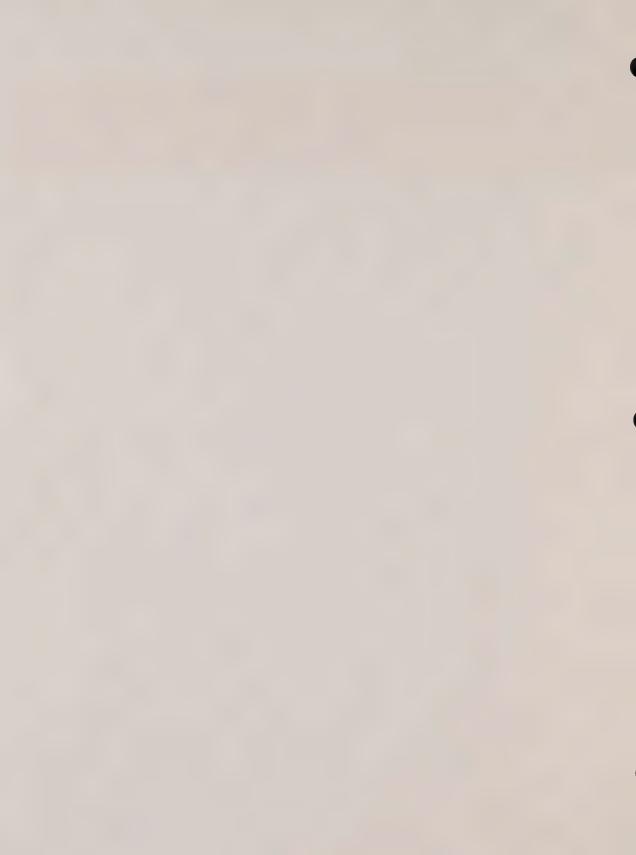
Moncton - The bank hold-up... the gunshot... the car chase....

These are the images evoked in many of our minds by the use of the word crime.

However, many crimes in Canada are silent, more insidious, and much less dramatic occurrences.

While violent crime obtains maximum media attention, the most common crime in Canada, and the crime to which virtually all of us falls victim at some point in our lives, is property crime.

In Canada, a violent crime takes place every four minutes, but a property crime is committed every 18 seconds. While violent crime increased 17 per cent between 1977 and 1981, property crime has increased at twice that rate.



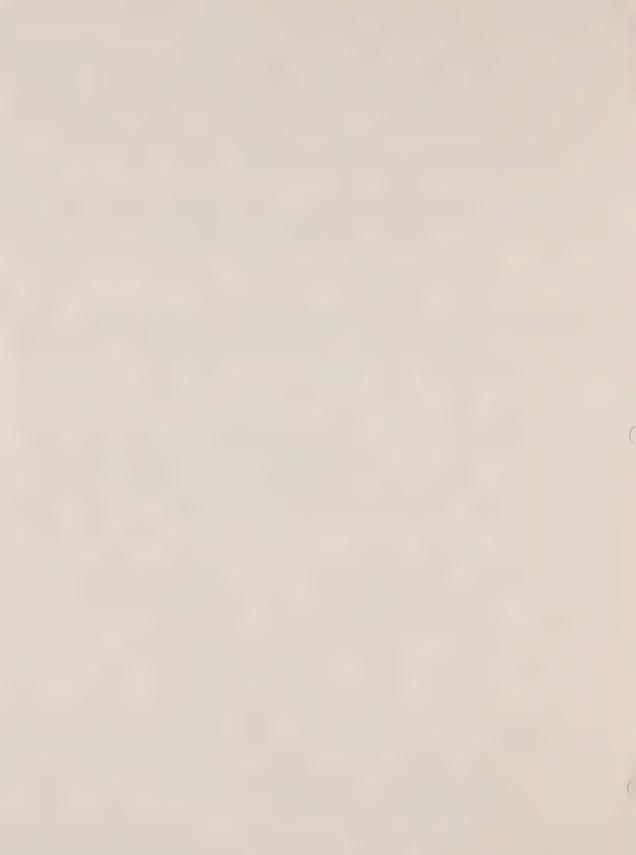
THEFT -- The most common property crime is theft, accounting for 46 per cent of all crime in this category. Thefts are often characterized as "crimes of opportunity", and opportunities for crime must be numerous. Between 1977 and 1981, there was a 38 per cent increase in the number of theft offences.

Theft from motor vehicles increased over 60 per cent from 1977 to 1981, in part due to the increased popularity of expensive audio equipment in automobiles.

BREAKING AND ENTERING -- During the year 1976, one out of every 51 occupied dwellings in Canada was the object of a breaking and entering offence. By 1981, this figure had increased to one in 39.

Depending on where you reside in Canada, your chance of being a victim of a breaking and entering offence varies drastically. In Prince Edward Island, only one house in 127 was broken into in 1981, whereas the Quebec rate was five times as high - one house in 26 was the object of such an offence.

ROBBERY -- For many reasons, not the least of which is the media attention accorded such events, the frequency of bank robberies in relation to other forms of robbery is overestimated by the general public.



While the incidence of bank robberies has increased almost 20 per cent from 1977 to 1981, the rate of increase for all robberies has been much higher, up nearly 35 per cent.

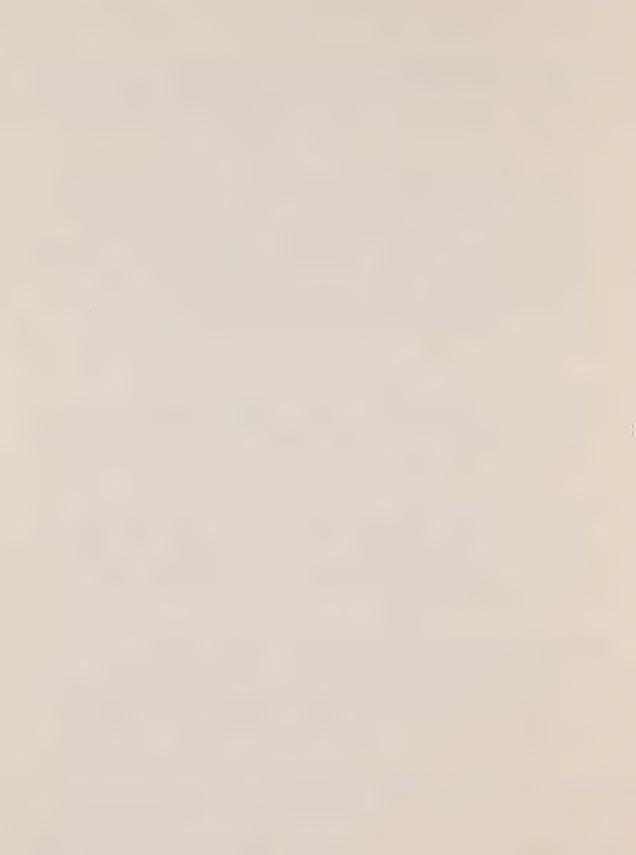
A large percentage of robberies (45 per cent) are committed without the use of weapons. Over the five-year study period, the largest percentage increase (approximately 63 per cent) was in the robbery category for offences using weapons other than firearms — an increase three times higher than the increase for robbery offences using firearms. This discrepancy may be due to the relative unavailability of small firearms in Canada in comparison to other types of weapons.

FRAUD -- One of the consequences of the move towards a cashless society (the increased use and availability of credit and cheque cashing privileges) has been an increase in related frauds.

Although fraud involving cheques still accounts for the largest proportion of offences in this category (63 per cent), the statistics on credit card related frauds (almost 10 per cent of total frauds) have risen dramatically, increasing over 91 per cent from 1977 to 1981.

FEMALE PARTICIPATION -- The participation rate for females in crime is still far less than that of males, although females commit as many shoplifting offences as males largely because they generally assume the responsibility for shopping in Canada.

However, participation by females in most crimes in Canada is increasing at a faster rate than for males.



<u>POLICE STRENGTH</u> -- Despite the significant rise in crime in Canada over the fiveyear period, the number of police officers responding to this crime threat has increased only 3.0 per cent.

The crime rate for Criminal Code offences has increased by over 26 per cent.

However, by 1981, the rate of full-time police officers had not increased from the

1977 rate of 2.3 per 1,000 people.

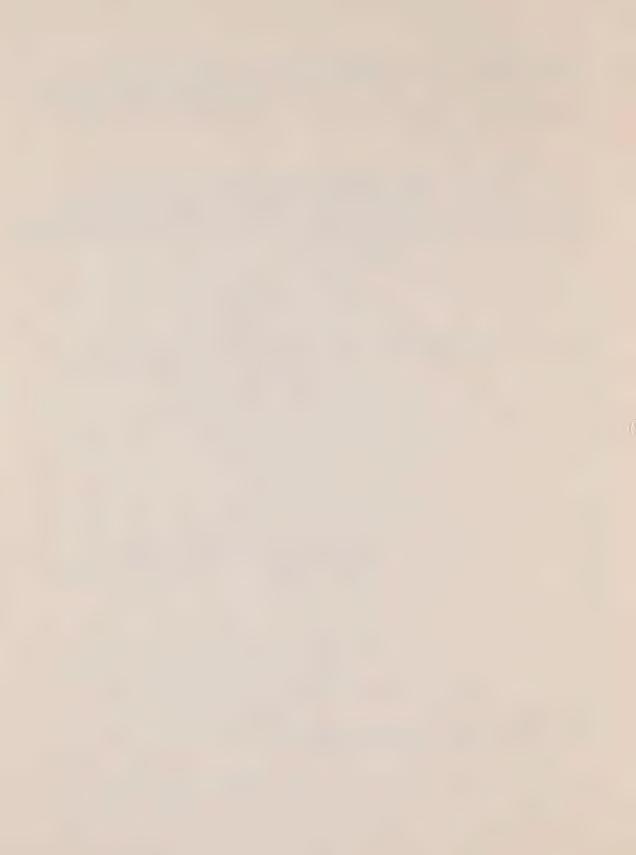
For further information, contact: The Canadian Centre for Justice Statistics (613) 995-0855

or

Media Relations, Statistics Canada (613) 593-7444

- 30 -

Ce communiqué est aussi disponible en français.



Pour diffusion immédiate le 26 juillet 1982

LES COOTS ÉLEVÉS DE L'EMPRISONNEMENT

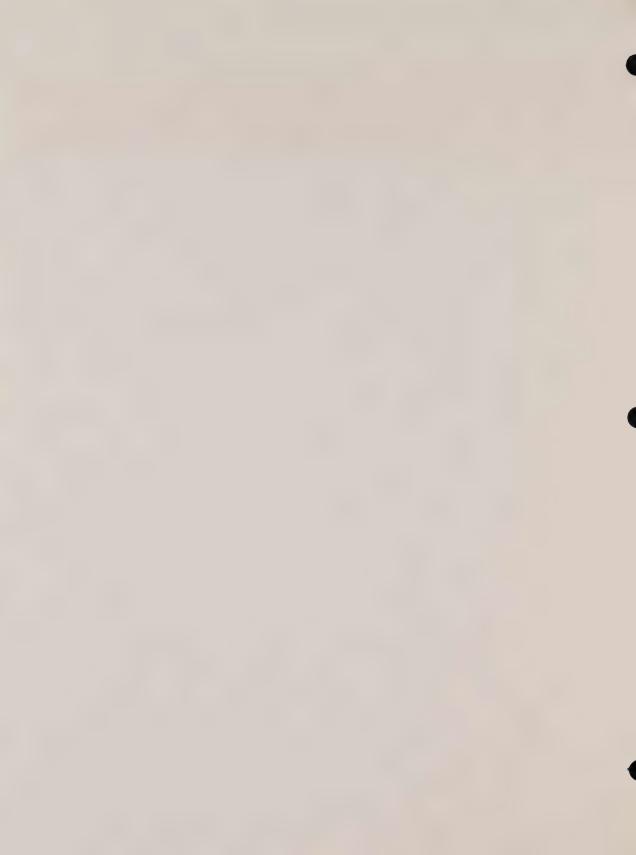
Ottawa - En moyenne 24,000 adultes étaient détenus dans des établissements de correction de l'État à un moment ou à un autre en 1980-81 tandis que près de 70,000 étaient en liberté sous surveillance dans la collectivité.

Ces renseignements proviennent du rapport <u>Services correctionnels au Canada</u>

1980-81 que diffuse aujourd'hui le Centre canadien de la statistique juridique.

Compte tenu des dépenses de fonctionnement des établissements, des dépenses consacrées aux services de surveillance communautaire, des dépenses administratives et, dans le cas du secteur fédéral, des dépenses en immobilisations, les gouvernements fédéral et provinciaux ont dépensé 845 millions de dollars en 1980-81. Sans l'inflation, ce chiffre représente une hausse de 18% par rapport à l'année précédente et de 24% depuis 1978-79. Le coût par habitant au Canada s'est etabli à \$35.31, et près de 80% de ce montant ont servi à financer les activités des établissements de correction. D'après les seules dépenses de fonctionnement des établissements, il en coûte en moyenne \$70.45 par jour pour détenir un délinquant dans établissement administré par l'État.





Des programmes visant à éviter l'incarcération à certains délinquants existent dans toutes les provinces et sont mis en oeuvre à des degrés divers. Par exemple, la majorité des personnes emprisonnées dans des établissements provinciaux s'étaient rendues coupables de crimes contre la propriété, de non-paiement d'une amende ou de conduite en état d'ébriété. Dans la plupart des secteurs de compétence, on s'efforce de permettre à ces délinquants de se racheter en accomplissant des travaux communautaires ou en compensant autrement leurs victimes.

Voici certains faits saillants qui se retrouvent dans les <u>Services</u> correctionnels au Canada:

Etabissements de correction du gouvernement1

Données sur les établissements

- Au 31 mars 1981, la capacité normale totale en lits de tous les établissement de correction du Canada s'établissait à un peu plus de 25,000.
- De 1978-79 à 1980-81, on a inauguré 15 nouveaux établissements dont la capacité combinée en lits était de 1,421; mais 10 établissements dont la capacité était de 738 ont fermé leurs portes.
- Sur les 24,000 personnes incarcérées en moyenne en 1980-81, près de 90% purgeaient leur peine dans un établissements pénitentiaire tandis que 10% étaient détenues dans des centres communautaires relativement ouverts.

^{1.} Englobe seulement les établissements de correction qu'exploitent les administrations provinciales, fédérale et, dans le cas de la Nouvelle-Écosse, municipales. Les établissements privés et les centres municipaux de détention sont généralement exclus.



Données sur le nombre de cas

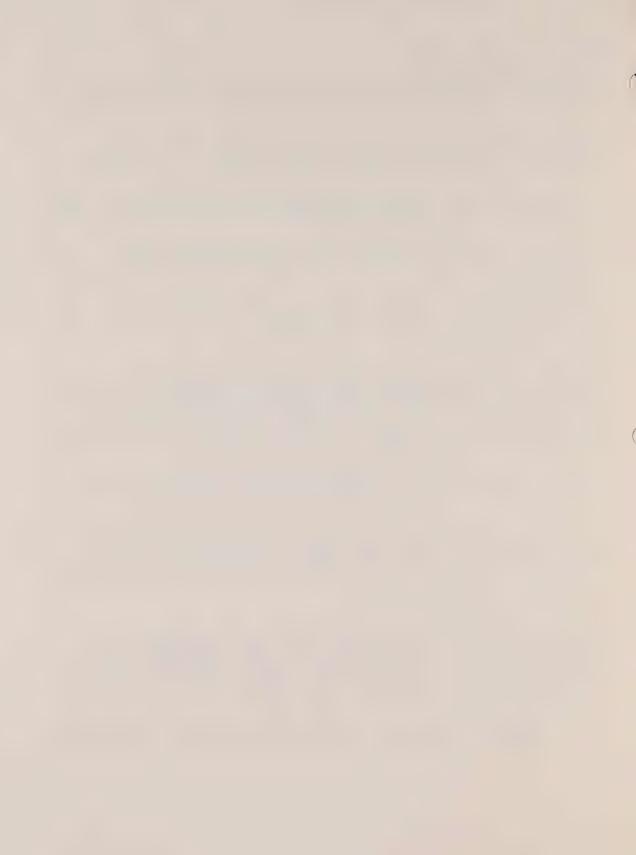
- Parmi les 24,000 personnes en moyenne incarcérées, environ 20,000 purgeaient une peine tandis que les autres attendaient de comparaître de nouveau devant le tribunal.
- Près de 50% de tous les détenus condamnés purgeaient leur peine dans un pénitencier fédéral; ces pénitenciers accueillent généralement les détenus purgeant une peine de plus de 2 ans.
- Le nombre de personnes condamnées incarcérées dans les établissements du Canada à un moment ou un autre de 1980-81 par rapport à la population adulte du Canada s'établissait à 113 pour 100,000 adultes.
- En moyenne, plus de 50% des personnes admises dans les établissements provinciaux au cours de chacune des trois années financières purgeaient une peine de moins d'un mois.
- Cinquante pour cent des personnes détenues dans les pénitenciers fédéraux au 31 mars 1981 purgeaient une peine de deux à cinq ans.

Données sur les contrevenants

- En moyenne, 33% des personnes condamnées admises dans un établissement provincial en 1980-81 s'étaient rendues coupables de non-paiement d'une amende (les données du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Manitoba ne sont pas inclues dans ce pourcentae) et 19%, de conduite en état d'ébriété (les données de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Manitoba ne sont pas inclus dans ce pourcentage).
- L'âge moyen des contrevenants incarcérés en 1980-81 s'établissait à 28 ans; cependant, l'âge de la plupart des détenus variait de 18 à 25 ans.
- En moyenne, 6% des personnes incarcérées étaient de sexe féminin en 1980-81.
- Sur les 70 décès de détenus survenus en 1980-81, 30 étaient attribuables au suicide, soit un taux de suicide sept fois plus élevé que celui de la population adulte (les données des Territoires du Nord-Ouest ne sont pas comprises dans les compte).

Services de surveillance communautaire

- En moyenne, 62,000 contrevenants étaient soumis à une ordonnance de liberté surveillée en 1980-81 tandis que près de 5,800 autres jouissaient d'une libération conditionnelle d'un établissement fédéral ou faisaient l'objet d'une surveillance obligatoire; en outre, 1,800 contrevenants étaient assujettis à une libération conditionnelle d'un établissement provincial.
- L'âge moyen des adultes admis au régime de probation en 1980-81 s'établissait à 25 ans; cependant, la plupart des contrevenants étaient âgés de moins de 22 ans.



- En moyenne, 14% des personnes admises au régime de probation étaient de sexe féminin en 1980-81 (les données du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba, de l'Alberta et des Territoires du Nord-Ouest ne sont pas comprises dans les compte).

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec:

Dennis Conly Centre canadien de la statistique juridique (613) 593-7137

- 30 -

This press release is also available in English.





For immediate release
July 26, 1982

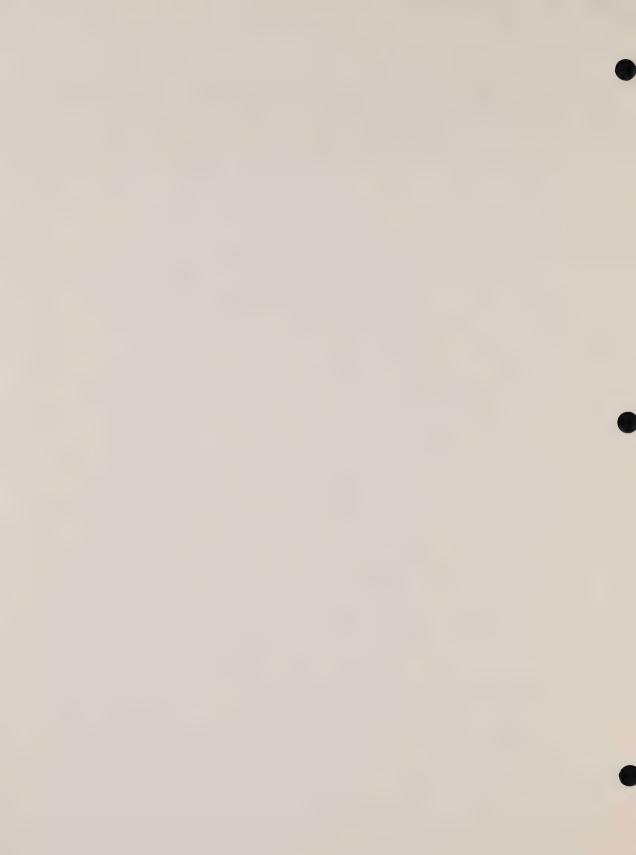
THE HIGH COST OF IMPRISONMENT

Ottawa - On average 24,000 adults were held in government correctional institutions at any one time during 1980/81, while close to 70,000 were being supervised in the community.

This information was extracted from <u>Correctional Services in Canada, 1980/81</u>, released today by the Canadian Centre for Justice Statistics.

Including institutional operating expenditures, community supervision expenditures, administrative expenditures, and in the case of the federal sector, capital expenditures, \$845 million was spent in 1980/81 by provincial and federal governments. Not accounting for inflation, this represents an 18% increase over the previous year and a 24% increase since 1978/79. The per capita cost to Canadians was \$35.31, and close to 80% of that amount was used to finance the operations of correctional institutions. Based on institutional operating expenditures only, it cost an average of \$70.45 a day to hold an offender in a government-operated facility.





Programs aimed at diverting certain offenders from imprisonment are in place in all provinces and are utilized to varying degrees. For example, property offenders, fine defaulters, and drinking/driving offenders comprise the majority of all provincial admissions to custody. In most jurisdictions, efforts are being made to allow these offenders an opportunity to compensate for their crimes by doing community service work or performing some form of restitution for their victims.

Some highlights of the findings reported in Correctional Services in Canada are:

Government Correctional Facilities 1

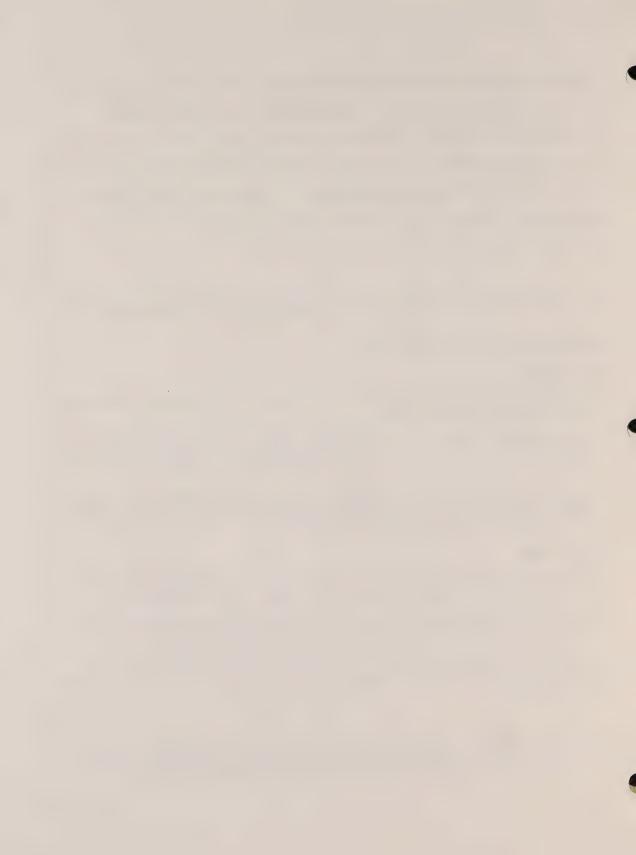
Facility Data

- on March 31 of 1981, the total normal bed capacity of all Canadian correctional facilities was just over 25,000;
- from 1978-79 to 1980-81, 15 new facilities opened with a combined capacity of 1,421, and 10 facilities closed that previously had the capacity to house 738 inmates;
- of the 24,000 inmates held in custody on average during 1980-81 almost 90% were housed in secure confinement facilities, while the remaining 10% were held in relatively open community-based facilities;

Caseload Data

- of the 24,000 inmates held in custody, on average, about 20,000 were under sentence while the remainder were awaiting further court appearances;
- close to 50% of all sentenced inmates were detained in federal penitentiaries which generally house inmates serving sentences of over 2 years;
- the number of sentenced inmates in Canadian facilities at any one time in relation to the Canadian adult population in 1980-81 was 113 inmates for every 100,000 adults;

Includes only the correctional facilities which are operated by provincial, federal and, in the case of Nova Scotia, municipal governments. Private facilities and municipal detention centers are generally excluded.



- on average, over 50% of all admissions (during each of the three fiscal years) to provincial institutions were for sentences of less than a one-month period;
- 50% of the federal inmate population detained on March 31, 1981 were serving sentences of two to five years.

Offender Data

- on average, 33% of all 1980-81 provincial sentenced admissions were fine defaulters and a further 19% were in violation of a drinking/driving offence (fine default figure excludes Prince Edward Island, New Brunswick, Québec and Manitoba; drinking/driving figure excludes New Brunswick, Québec and Manitoba);
- the average age of offenders admitted to custody in 1980-81 was 28 years; however, the most frequent age was between 18 and 25 years;
- on average, 6% of all admissions to custody were female in 1980-81;
- of the 70 inmate deaths in 1980-81, suicide was the cause in 30 cases which represents a suicide rate that is seven times higher than that of the standing adult population (excludes data for Northwest Territories);

Community Supervision Services

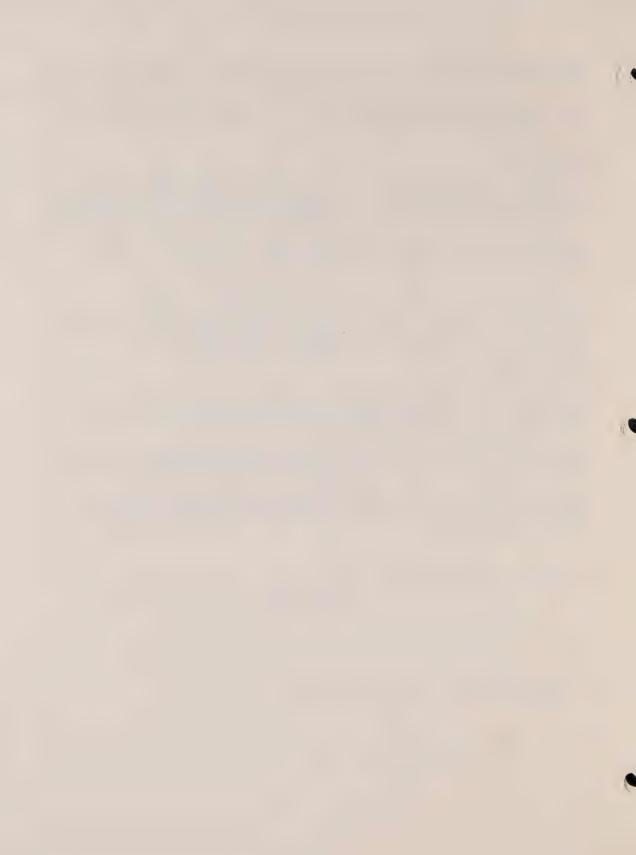
- on average, 62,000 offenders were under probation supervision during 1980-81, while close to 5,800 were on federal parole or mandatory supervision and a further 1,800 were on provincial parole;
- the average age of adults admitted to probation supervision during 1980-81 was 25 years; however, the most frequent age was less than 22 years;
- on average, 14% of all admissions to probation supervision were female in 1980-81 (excludes data for New Brunswick, Ontario, Manitoba, Alberta and Northwest Territories).

For further information, contact: Dennis Conly

Canadian Centre for Justice Statistics

(613) 593-7137

- 30 -





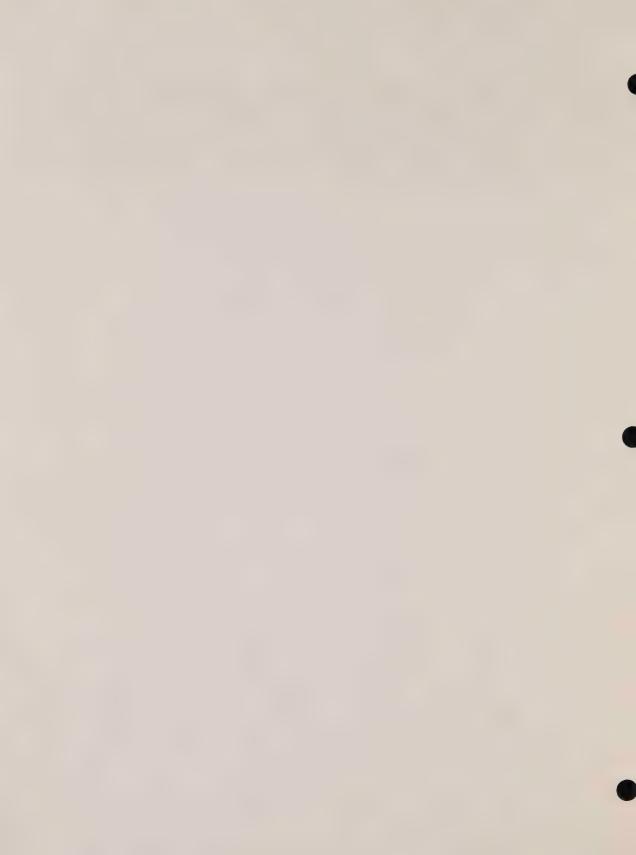
Pour diffusion immédiate Le 24 juin 1982

PLUS DE FEMMES ÂGÉES VIVENT SEULES

Ottawa -- Au Canada, il existe des différences importantes d'une province à l'autre dans la façon dont vivent les femmes âgées et selon qu'elles vivent seules ou non.

Selon la publication <u>Modes d'habitation des femmes âgées au Canada</u>, en 1976 76% des femmes âgées de Terre-Neuve vivaient en famille et moins de 14% demeuraient seules; dans les provinces de l'Ouest, les proportions correspondantes se chiffraient respectivement à moins de 55% et à 33% environ. Susan Fletcher et Leroy Stone, auteurs de l'étude que Statistique Canada publie aujourd'hui, suggèrent que les facteurs qui influent sur la dichotomie est-ouest des modes d'habitation des femmes âgées comprennent, entre autres, les différences provinciales dans les tendances du veuvage, des taux de fécondité et de l'urbanisation.





L'étude révèle que plus de la moitié de toutes les femmes âgées du Canada vivaient avec au moins un parent (36% habitaient avec leur conjoint), 29% vivaient seules et 10% résidaient dans un logement collectif, c'est-à-dire une institution. En 1976, beaucoup plus de femmes âgées vivaient seules qu'en 1961, année où la proportion correspondante n'atteignait que 15%.

Les données montrent qu'après l'âge de 65 ans la proportion des femmes qui vivaient avec des parents diminuait constamment, passant de 69% chez les femmes de 65 à 69 ans à 37% seulement chez les femmes de 90 ans et plus. Pour une bonne part, Fletcher et Stone attribuent cette baisse de la proportion de femmes vivant en famille, d'un groupe d'âge à l'autre, à la dissolution des familles époux-épouse par suite du décès du mari.

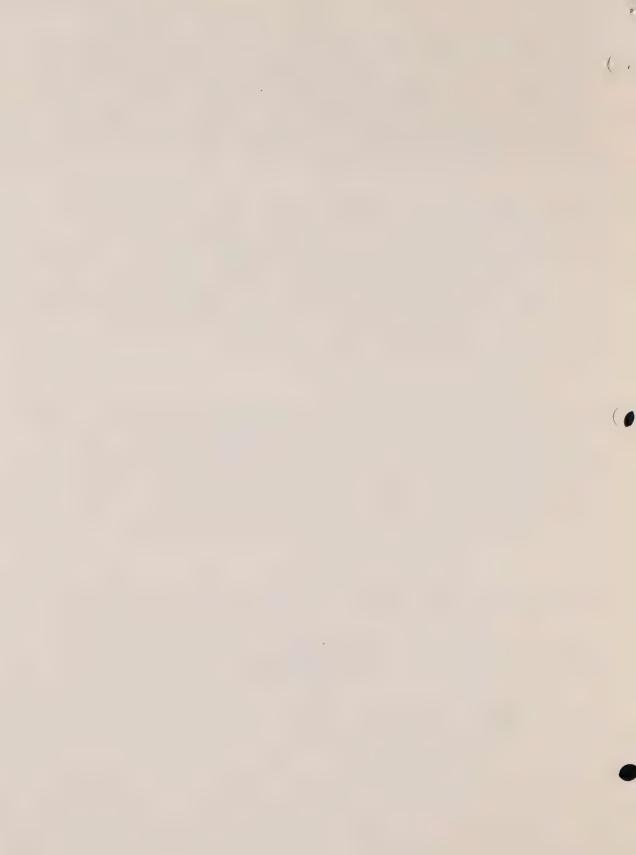
Les femmes âgées qui vivaient seules avaient généralement moins de 80 ans. Après l'âge de 80 ans, la proportion des femmes vivant seules accusait une baisse marquée, tandis que la proportion vivant dans un logement collectif augmentait d'une façon prononcée. Seulement 14% des femmes de 90 ans et plus vivaient seules, alors qu'un bon 45% demeuraient dans un logement collectif.

Pour obtenir de plus amples renseignements, prière de téléphoner à:

Susan Fletcher Études démographiques (613) 995-4397

- 30 -

This press release is also available in English.





For immediate release
June 24, 1982

MORE OLDER WOMEN ALONE

Ottawa -- For older women in Canada, how they live or whether they live alone varies substantially from province to province.

According to The Living Arrangements of Canada's Older Women, 76 per cent of the older women in Newfoundland were living in families and fewer than 14 per cent lived alone in 1976, while in the Western provinces, less than 55 per cent of older women lived with relatives, and approximately 33 per cent lived alone.

Susan Fletcher and Leroy Stone, authors of the study released today by Statistics Canada, suggest that the factors which affect this east-west dichotomy in the living arrangements of older women include provincial differences in patterns of widowhood, fertility rates and urbanization.

The study found that more than half of all older Canadian women were living with at least one relative (36 per cent were living with their spouses), 29 per cent were living alone and 10 per cent were living in collective dwellings (i.e. institutions). Living alone was far more common among older women in 1976 than it was in 1961 when only 15 per cent lived alone.

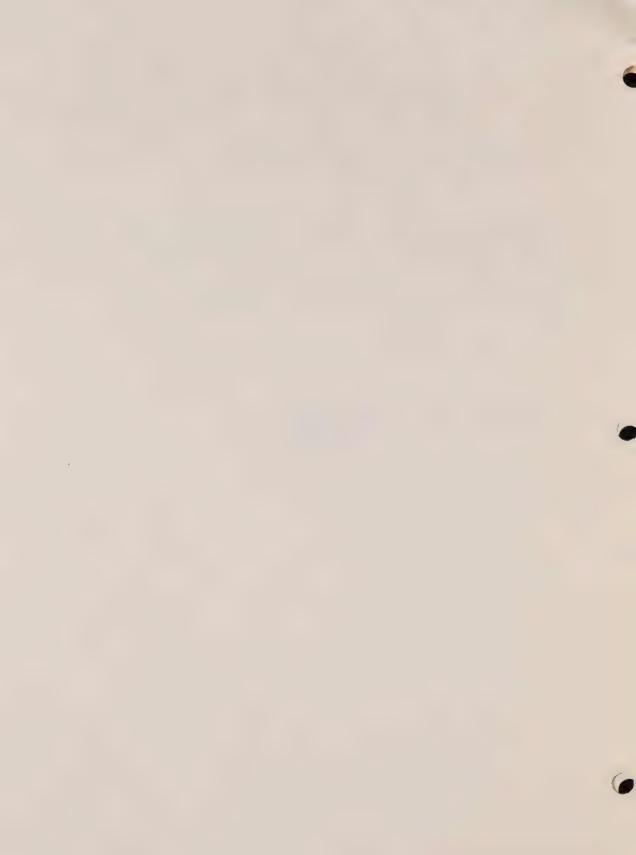


The data also show that as age advances beyond 65, the proportion of older women living with relatives decreases steadily from 69 per cent for women aged 65-69 to only 37 per cent for those 90 years of age and over. Fletcher and Stone attribute this age pattern of decline in family living arrangements in large part to the break-up of husband-wife families caused by the husband's death.

The older women who were living alone were mainly under the age of 80. As age increases beyond 80, the proportion of women living alone drops sharply while the proportion in collective dwellings shows a marked rise. Only 14 per cent of women aged 90 and over lived alone, while fully 45 per cent were in collective dwellings.

For more information, contact: Susan Fletcher
Population Studies
(613) 995-4397

- 30 -





Pour diffusion immédiate le 14 juillet 1982

Un crise guette les programmes de sécurité sociale

Les tendances démographiques actuelles exercent de plus en plus de pression sur le régime de sécurité sociale du Canada, surtout sur les programmes destinés aux personnes âgées.

Une série de publications de Statistique Canada, <u>Securité sociale (Programmmes nationaux)</u>, 1982, dont trois sont diffusées aujourd'hui, jettent non seulement un coup d'oeil sur l'état actuel des programmes de sécurité sociale, mais en font également l'historique.

Selon le volume 5, qui traite de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint, les pensionnés constituent maintenant 10 % de la population contre 5.5 % en 1966. Le montant total net des prestations versées à ces pensionnés se chiffrait à 7.5 milliards de dollars en 1980-81, soit à peu près l'équivalent de 3 % du P.N.B. de 1980. Le chiffre correspondant en 1966-67 s'établissait à 1.1 milliard ou 1.7 % du P.N.B. de 1966.



D'autre part, le Volume 4, Allocations familiales et programmes connexes, révèle que le nombre d'enfants pour lesquels des allocations sont versées diminue de façon constante depuis 1973; il est passé de 7.5 millions cette année-là à 6.8 millions en 1981. Néanmoins, le coût net total des programmes combinés des allocations familiales et du crédit d'impôt pour enfants s'élevait à 3 milliards de dollars en 1978-79 et 2.7 milliards l'année suivante.

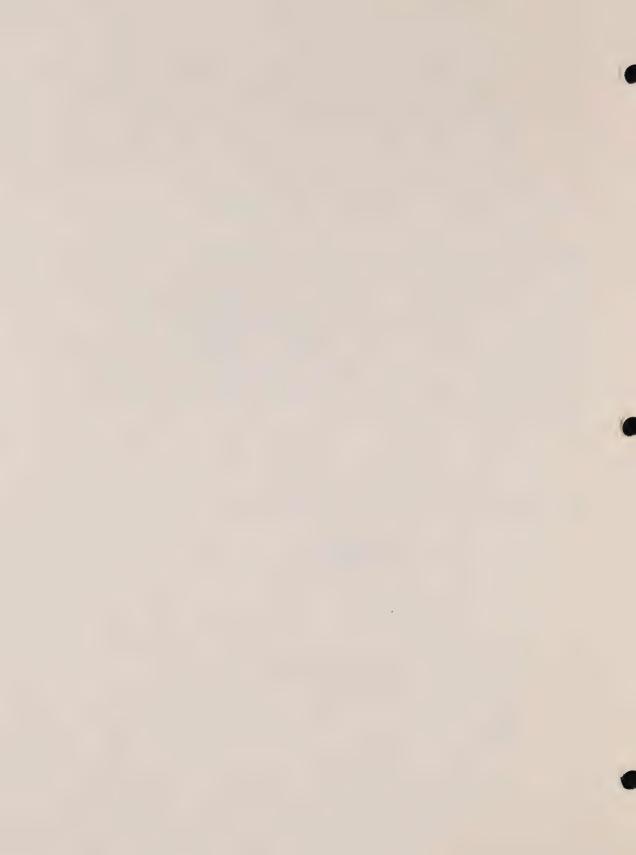
D'après le Volume 6 sur les allocations et services sociaux, soit les programmes administrés par les provinces et territoires, mais dont les frais sont partagés avec l'administration fédérale, de 6 à 7 % de la population du Canada ont bénéficié des programmes de bien-être social à frais partagés, et ces pourcentages sont demeurés, assez constants depuis 1968. Les prestations versées au titre de ces programmes correspondaient à un peu moins de 2 % du P.N.B. au cours de ces années.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec:

Hideo Minoto Health Division (613) 995-9544

ou

Marcel Préfontaine Relations avec les médias (613) 593-7444





For immediate release
July 14, 1982

Social Security Facing Crisis

Current demographic trends are exerting increasing pressure on Canada's social security system, especially on programs directed to the older population.

A series of Statistics Canada publications entitled <u>Social Security (National Programs)</u>, 1982, of which three were released today, not only take a look at the current status of social security programs but provide an historical overview.

According to Volume 5, which deals with Old Age Security, Guaranteed Income Supplement and Spouse's Allowance, pensioners now make up 10 per cent of the total population as against 5.5 per cent in 1966. Total net payments to these pensioners amounted to \$7.5 billion in 1980-81, a figure corresponding to nearly 3 per cent of the 1980 Gross National Product (GNP). The corresponding payment in 1966-67 was \$1.1 billion or 1.7 per cent of the 1966 GNP.



On the other hand, Volume 4, Family Allowances and Related Programs, shows that the number of children on whose behalf allowances are paid has been declining steadily since 1973 from 7.5 million that year to 6.8 million in 1981.

Nevertheless, total net cost of the Family Allowances and Child Tax Credit programs combined came to \$3.0 billion in 1978-79 and \$2.7 billion the following year.

Volume 6 on Social Allowances and Services, an area covering programs administered by provinces and territories but cost-shared with the federal government, shows that 6 to 7 per cent of the Canadian population have been clients of cost-shared social welfare programs and that these percentages have been quite steady since 1968. Payments to and on behalf of these clients have corresponded to somewhat less than 2 per cent of GNP in these years.

For further information, contact: Hideo Mimoto

Health Division

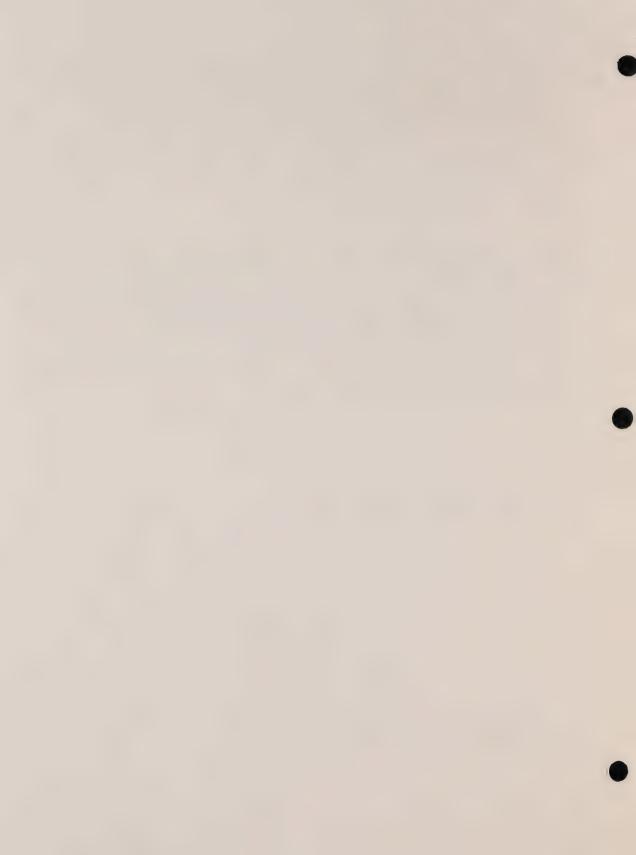
(613) 995-9544

or

Kathy Kennedy

Media Relations

(613) 593-7444





For immediate release
June 4, 1982

STATISTICAL "PAST" MASTER

When the Dominion Bureau of Statistics published **Size Factor in One-room Schools** in 1938, little did it realize that 40 years later it would be producing complex educational forecasts such as those contained in **Out of School - Into the Labour Force, Trends and Prospects for Enrolment, School Leavers, and the Labour Force in Canada - the 1960's Through the 1980's.**

Looking back over our very diversified statistical history, we also find studies such as **Children in Gainful Occupations** (1929) and **Statistics Relating to Labour Supply Under War Conditions** (1941), which are not currently relevant, but are still of significant historical value.

A Statistics Canada publication, <u>Historical Catalogue of Statistics Canada</u>

<u>Publications, 1918-1980</u> provides the key to locating these and other reports from the Bureau. The <u>Catalogue</u> also provides insights into the significant cultural, social and economic changes that have taken place in Canada throughout the years.



What type of data did the Bureau collect for its report **Some Characteristics of Husbands and Wives** (1950)? Consult the Statistics Canada **Historical Catalogue** - a
statistical "past" master!

For information, contact: Pauline Ford

Provincial and Business Relations

Statistics Canada (613) 992-1585

or

Kathy Kennedy Media Relations (613) 593-7444





FOR RELEASE DECEMBER 17, 1981

WEIGHTING OF CONSUMER PRICE INDEX TO BE UPDATED

OTTAWA -- Statistics Canada today announced that the expenditure weights used to calculate the Consumer Price Index (CPI) will be updated to reflect 1978 family spending patterns. The implementation of the updated weights will take place with the April 1982 Consumer Price Index, to be released in May 1982.

The Consumer Price Index will continue to use 1971 = 100 as its time reference point.

The updated weights will affect the measurement of consumer price changes only from March 1982 onwards. Thus, the updated weights will be reflected for the first time in the Consumer Price Index percentage change from March to April, to be released in May 1982. The indexes for the period up to and including March 1982 will utilize weights currently in use. The new Consumer Price Index series reflecting 1978 family expenditure patterns will be linked to the previously published series upon their introduction.

The currently used expenditure weights, relative to 1974 family expenditure patterns, were implemented with the October 1978 Consumer Price Index. At that time, Statistics Canada adopted the practice of implementing such updates every four years, reflecting the availability of survey data on family expenditures.

Periodic household surveys are conducted using a scientifically selected sample of Canadian families and unattached individuals. These surveys provide detailed information on goods and services actually being bought by consumers in a given period, and the amounts of money spent on them. This information is then used to determine the relative importance, or weight, of each expenditure category or component in the index.





The updated Consumer Price Index will reflect spending habits reported by approximately 11,000 families and individuals living in private households in the 65 urban centres which, according to the 1976 Census, had populations of 30,000 or more.

The following table shows the 1974 and 1978 family expenditure shares (weights) for the components of the Consumer Price Index.

Components	1974 Expenditure Share	1978 Expenditure Share
Food At home Away from home	21.5 16.9 4.6	21.1 15.5 5.6
Housing Shelter Household operation Household furnishings and equipment	34.1 19.1 8.6 6.4	35.4 20.7 8.7 5.9
Clothing	10.1	9.6
Transportation	15.8	16.2
Health and personal care	4.0	3.7
Recreation, reading and education	8.3	8.6
Tobacco and alcohol	6.2	5.4

(Numbers may not add because of rounding.)

The selection of goods and services for monitoring will also be modified to reflect further the array of consumer goods and services now available. Among the new items being introduced are wall units, 35 mm cameras and private daycare services.

Food prices, which are often volatile over short periods of time, will be collected twice a month instead of once. The averaging of the two prices is expected to yield more representative monthly price changes.

For further information, contact:

D. Desjardins
Director, Prices Division
Statistics Canada
Ottawa, Ontario
KlA 0T6
(613) 995-5717





For immediate release

CORRECTIONAL SERVICES IN CANADA

Ottawa - The average daily cost of keeping an inmate at a federal correctional facility was \$69.45 in 1979-80, up from \$63.03 the previous year. The average daily cost for those on parole or under mandatory supervision was \$4.62.

Correctional Services in Canada, a report completed over the past year by a federal-provincial work group on justice information and statistics, shows that Canadians spent \$723.8 million on correctional services in 1979-80 or \$30.58 per capita.

Commenting on the report released today by Statistics Canada, Gaylen A. Duncan of the Canadian Centre for Justice Statistics, said: "On any one day, the various federal and provincial correctional departments supervise between 80,000 and 90,000 offenders and, while only one-quarter are in custody, they account for 80 per cent of public spending on correctional services."



"Spending on community supervision services has risen 21.4 per cent in 1979-80," he said, "but it still comprises only 12.6 per cent of all provincial correctional spending."

"Increased usage of community-based correctional programs for minor offences merits further study. For example, offenders who have defaulted on paying a fine account for between 20 and 50 per cent of admissions to provincial institutions."

Mr. Duncan added that there are many examples of alternatives to institutional sentences, at least from a cost point of view. These include alternative non-custodial sentencing programs, intermittent (weekend) sentences, temporary absence programs and cutbacks in construction plans.

For futher information, contact: Dennis Conly (613) 995-0855

Ce communiqué est aussi disponible en français: Micheline Reed (613) 995-0855



Some highlights of the findings reported in Correctional Services in Canada are:

- in 1979-80, total federal spending on correctional services increased 1.3 per cent over the previous year while provincial expenditures increased 10.3 per cent;
- per capita cost of federal correctional services was \$15.56 in 1979-80 and ranged from \$9.06 (New Brunswick) to \$22.09 (British Columbia) for provincial services (with the exception of the Yukon and Northwest Territories);
- the average daily inmate count has remained stable over the past three fiscal years at approximately 23,000;
- admissions to federal institutions decreased slightly to 4,623 in 1979-80 from 4,863 the previous year; provincial remand admissions (persons awaiting trial or sentence) increased moderately except in New Brunswick, Ontario and the Yukon where decreases occurred; total sentenced admissions to provincial institutions remained relatively stable over the two-year period;
- on an average day, 6,758 individuals were on parole or under mandatory supervision in 1979-80; the average probation supervision count increased to approximately 57,000 in 1979-80 from 52,000 in the previous year;
- at the end of March 1980, half of all federal inmates were between 20 and 30 years of age;
- Quebec was identified as the province of residence for 29 per cent of all federal inmates; 24 per cent were from Ontario;
- the number of escapes from federal and provincial institutions rose to 739 in 1979-80 from 674 in the previous year; decreases occurred at the provincial level in Prince Edward Island (from 7 to 4), Ontario (from 114 to 97), and British Columbia (from 273 to 247);
- the total number of inmate deaths declined to 70 from 78 over the two-year period and suicides decreased to 22 from 33.

A copy of <u>Correctional Services in Canada, 1978/79 - 1979/80</u> is available from the Canadian Centre for Justice Statistics (613-995-0855),19th floor, R.H. Coats Building, Statistics Canada, Ottawa KIA OT6.





FOREIGN-CONTROLLED FIRMS
DOMINATE CANADIAN IMPORTS

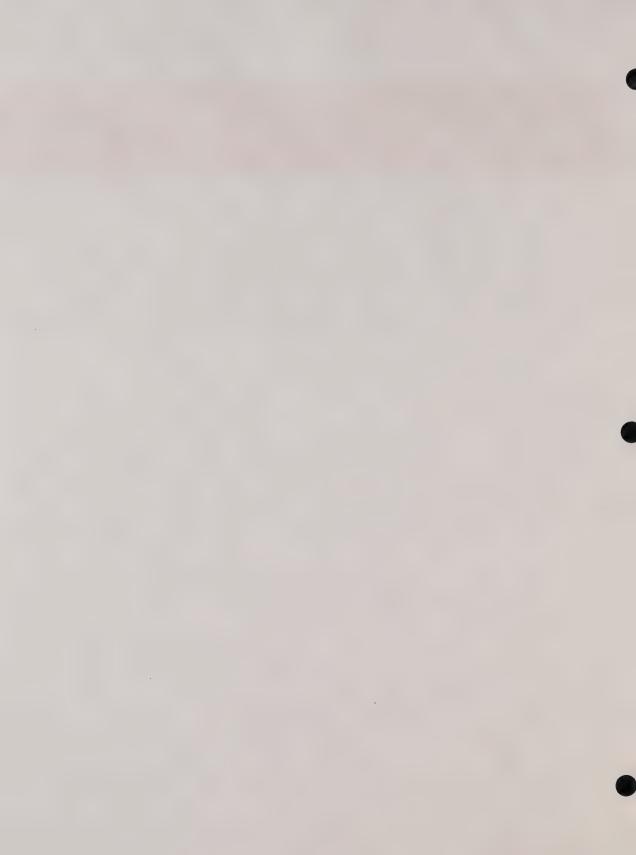
FOR IMMEDIATE RELEASE OCT 13 1981

Ottawa -- Statistics Canada today released a study that shows that foreign-controlled firms dominate Canadian imports and are considerably more import-oriented than their Canadian-controlled counterparts.

The report, Canadian Imports by Domestic and Foreign-Controlled Enterprises, 1978, is the first comprehensive study in which the country of control of each importing firm is identified. Some \$44.5 billion, or 90 per cent of total Canadian imports, was categorized in this fashion. Seventy-two per cent of the \$44.5 billion in goods was found to have been brought in by foreign-controlled firms, and American-controlled firms accounted for fully 80 per cent of all foreign-controlled imports. Of goods brought in by American-controlled firms, almost 90 per cent came from the United States, while other foreign-controlled firms brought almost 75 per cent of their imports from countries other than the United States.

...2



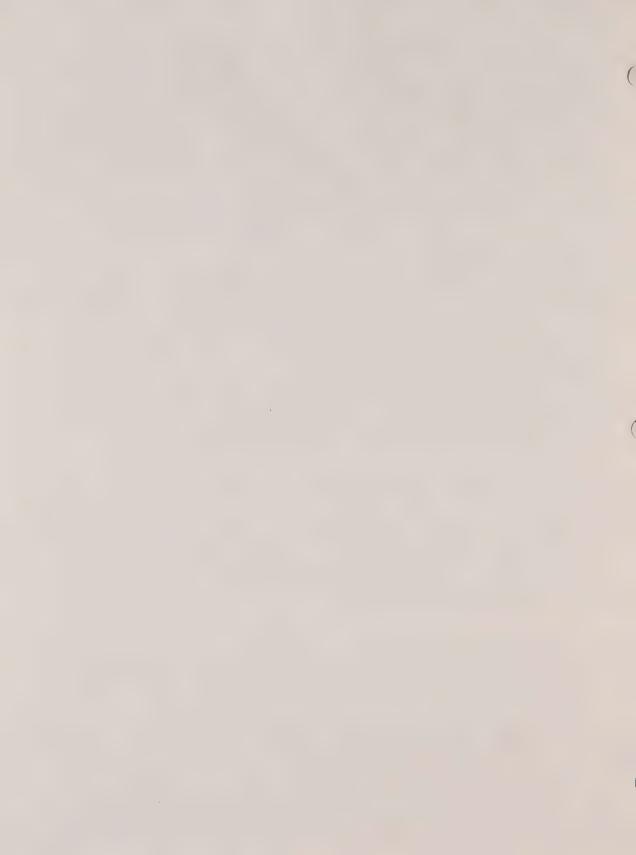


In manufacturing, which accounted for two-thirds of all imports, foreign-controlled firms were found to be considerably more import-oriented than their Canadian-controlled counterparts. The foreign-controlled manufacturers' ratio of imports to sales, almost 30 per cent, was nearly four times larger than that of domestically-controlled firms. Even after excluding the highly foreign-dominated automotive sector with its almost 60 per cent import-sales ratio, the remaining foreign manufacturers' ratio was still more than double that of similar Canadian-controlled firms.

The study suggests that there may be a substantial volume of non-arms-length import transactions which are probably relatively unresponsive to such traditional corrective influences on the balance of trade as changes in the exchange rate. Furthermore, widespread tied trade means that there is considerable scope for transfer pricing, which may work to undermine tax revenues in Canada. However, the present study does not permit any specific measurement of the degree of tied trade since the new data do not distinguish arms-length transactions from those between affiliates.

The report cautions against over-simplification in reaching conclusions as to causes and effects in international trade. It is noted that, while it is often argued that Canada's trade deficit in manufactured goods is too high, imports are also defended as a positive force in the Canadian economy since they may provide a source of efficient inputs and increased domestic competition.

The study details the degree of import concentration in Canada. In 1978, the leading 50 importers accounted for almost one-half of all goods brought in, and the leading 500 importers accounted for more than 70 per cent. Thirty-five of the top 50 and 71 of the top 100 importing enterprises were foreign-controlled. Of the 71 leading foreign importers, 49 were controlled in the United States and these 49 firms accounted for more than 70 per cent of all imports by American-controlled companies in Canada. Thus, Canadians controlled only 15 of the top 50 importers and 29 of the top 100 importers.



When imported goods were classified by the 182 different manufacturing industries that would otherwise have produced them in Canada, the leading four and eight importers in each category were found on average to account for 45 per cent and 55 per cent of imports in each category. In 32 of the 182 industries, four-firm concentration levels exceeded 50 per cent.

The import concentration measures furnish new insights into the structure of detailed import markets and could be of assistance to domestic producers wishing to compete to replace the high level of imports in Canada.

The study also cautions that additional information would permit a more conclusive interpretation of the results. For example, while the study analyses the import orientation of foreign and Canadian-controlled firms, it does not indicate to what extent these firms also differ in their propensity to export. Furthermore, the data do not identify whether imports by foreign-controlled firms are destined ultimately for a Canadian company.

-30-

For further information, contact: John McVey (613)995-1073

Ce communiqué est aussi disponible en français.



For immediate release August 12, 1981

FOREIGN FIRMS DOMINATE IN MANUFACTURING,

CANADIANS IN OIL AND GAS

OTTAWA — Foreign controlled enterprises will account for 53 per cent of new capital expenditure in the manufacturing sector in 1981, indicating a spending growth three times stronger than that of their Canadian counterparts. At the same time, however, the foreign controlled share of spending in mining will decline to 46 per cent, giving Canadian controlled firms dominance in capital spending in this sector.

These projections are contained in <u>Capital expenditures of domestic and foreign</u> <u>controlled establishments in manufacturing, mining and forestry, 1981</u>, a Statistics Canada publication released today. Statistics Canada produces a number of series which indicate the degree of foreign control of various sectors of the Canadian economy. The present measure is based on establishments and it may differ from those measures based on companies or enterprises.



The report says new capital expenditures by all sectors of the Canadian economy will reach \$76,523 million in 1981, a 17 per cent increase over 1980. The sectors of manufacturing, mining and forestry under study represent almost 30 per cent of all industrial capital expenditure and are expected to increase their capital outlays in 1981 by about 23 per cent, 24 per cent and 15 per cent respectively.

Capital expenditures by American controlled manufacturing enterprises are expected to reach \$4,998 million in 1981, a 36 per cent increase over the 1980 level.

Canadian controlled firms show only a 12 per cent planned increase to \$5,553 million. The continuing high expenditure of foreign controlled firms thus gives these enterprises spending dominance in the manufacturing sector for the first time with a projected 52.5 per cent of expenditures in 1981. This is an increase of more than six percentage points in two years.

In manufacturing, the increase in spending by Canadian controlled firms is concentrated mainly in the paper and chemical industries, with expected growth of 36 per cent and 26 per cent respectively over 1980. American increases are mainly in petroleum and coal products with planned increases of 190 per cent and in chemicals with planned increases of 61 per cent.

Canadian controlled enterprises are expected to dominate capital spending in the mining sector with expenditures of \$5,485 million in 1981, a 49 per cent increase over 1980. American controlled enterprises in this sector forecast expenditures of \$3,427.8 million, a two per cent decline from last year. The gas and oil industry accounts for nearly three-quarters of all capital spending by firms in the mining



sector. Canadian oil and gas firms expect a 51 per cent of \$1,326.1 million increase in spending over 1980, compared with a forecast decline of 6.9 per cent for American controlled enterprises. This will give Canadian firms dominance in capital spending in oil and gas with a 53.5 per cent share of expenditures. Increased participation by Canadian controlled firms, according to the report, is due both to major expansion of capital programs by some firms and to changes in country of control classification of some foreign controlled companies because of takeovers.

In forestry, Canadian controlled firms forecast an increase of 21 per cent or \$41 million to \$239 million in 1981. American controlled enterprises projected a small increase of three per cent to \$97 million.

- 30 -

Additional information is contained in <u>Capital expenditures of domestic and</u>

<u>foreign controlled establishments in manufacturing, mining and forestry, 1981,</u>

Statistics Canada Catalogue no. 61-215. Questions should be directed to Duncan Lusick,

Construction Division, Statistics Canada, Ottawa KIA OT6, telephone (613) 995-9013.

Ce communiqué est aussi disponible en français.



Pour publication immédiate le 12 août 1981

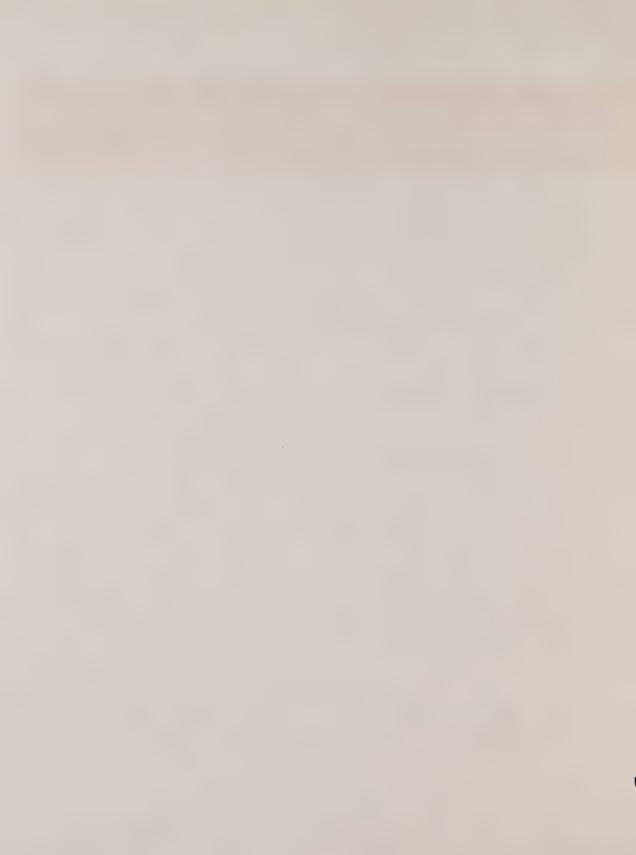
LES ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE ÉTRANGER DOMINENT LE SECTEUR MANUFACTURIER;

CELLES SOUS CONTRÔLE CANADIEN, LE PÉTROLE ET LE GAZ NATUREL

OTTAWA — En 1981, les entreprises sous contrôle étranger rendront compte de 53% des nouvelles dépenses en immobilisations dans le secteur manufacturier; la croissance de leurs dépenses sera donc trois fois supérieure à celle de leurs homologues canadiens. Cependant, la part du total des dépenses des entreprises sous contrôle étranger dans le secteur minier descendra à 46%, ce qui permettra aux firmes sous contrôle canadien de dominer les dépenses en immobilisations de ce secteur.

Ces projections figurent dans la publication de Statistique Canada, <u>Les immobilisations des établissements manufacturiers</u>, <u>miniers et forestiers sous contrôle</u>

<u>national et étranger</u>, <u>1981</u>, qui paraît aujourd'hui. Statistique Canada produit un certain nombre de séries portant sur l'importance du contrôle étranger dans divers secteurs de l'économie canadienne. Les chiffres donnés ici sont basés sur les établissements et peuvent ne pas correspondre à ceux basés sur les sociétés ou les entreprises.



Selon la publication, les nouvelles dépenses en immobilisations de tous les secteurs de l'économie canadienne atteindront \$76,523 millions en 1981, soit une augmentation de 17% par rapport à 1980. Les secteurs manufacturier, minier et forestier étudiés représentent presque 30% de toutes les dépenses en immobilisations du secteur industriel. De plus, les dépenses des trois secteurs susmentionnés devraient augmenter d'environ 23%, 24% et 15% respectivement en 1981.

Les dépenses en immobilisations des entreprises manufacturières sous contrôle américain devraient accuser une hausse de 36% par rapport à 1980 pour se fixer à \$4,998 millions en 1981. Les firmes sous contrôle canadien prévoient une augmentation de seulement 12% de leurs dépenses en immobilisations, lesquelles se situeront à \$5,553 millions. La croissance supérieure persistante des dépenses des entreprises sous contrôle étranger permettra à celles-ci de dominer le secteur manufacturier pour la première fois. Leur part des dépenses totales dans ce secteur s'élèvera à 52.5% en 1981, soit une hausse de plus de six points en deux ans.

Dans le secteur manufacturier, l'augmentation des dépenses en immobilisations des firmes sous contrôle canadien touche surtout les industries du papier et des produits chimiques, dont les dépenses devraient augmenter de 36% et de 26% respectivement par rapport à 1980. Les hausses des dépenses des entreprises sous contrôle américain se concentrent surtout dans les industries suivantes: produits du pétrole et du charbon (190%) et produits chimiques (61%).

Dans le secteur minier, les entreprises sous contrôle canadien devraient dominer les dépenses en immobilisations; leurs dépenses devraient s'accroître de 49% par rapport à 1980 pour se fixer à \$5,485 millions en 1981. Les firmes sous contrôle



américain prévoient des dépenses de \$3,427.8 millions, soit une baisse de 2% comparativement à l'année précédente. L'industrie du pétrole et du gaz naturel compte pour près des trois quarts des dépenses en immobilisations dans le secteur minier. Les entreprises sous contrôle canadien de cette industrie prévoient une hausse de 51% ou \$1,326.1 millions par rapport à 1980, et les firmes sous contrôle américain, une baisse de 6.9%; par conséquent, les entreprises sous contrôle canadien y domineront avec une part des dépenses en immobilisations de 53.5%. Selon la publication, la hausse de la participation des firmes sous contrôle canadien est attribuable à l'importante augmentation des programmes d'investissement entrepris par certaines firmes. De plus, à la suite de rachats, certaines sociétés ont été reclassifiées comme étant désormais sous contrôle canadien.

Dans le secteur forestier, les établissements sous contrôle canadien prévoient une hausse de 21% ou \$41 millions de leurs dépenses, qui passeront à \$239 millions en 1981; les entreprises sous contrôle américain devraient marquer pour leur part une faible progression de 3% pour s'établir à \$97 millions.

- 30 -

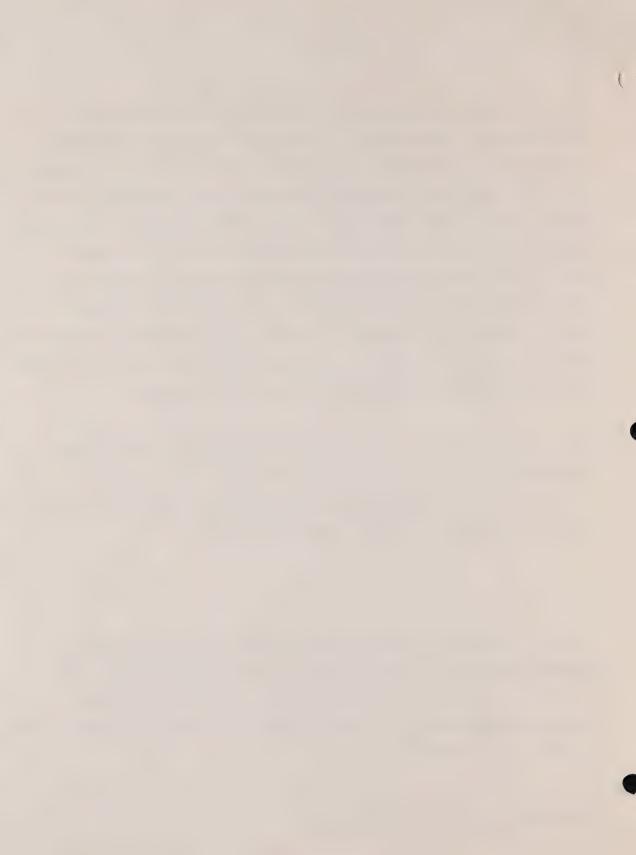
D'autres renseignements figurent dans <u>Les immobilisations des établissements</u>

manufacturiers, miniers et forestiers sous contrôle national et étranger, 1981,

n^o 61-215 au catalogue. Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à

Duncan Lusick de la Division de la construction, Statistique Canada, Ottawa, K1A OT6,

au numéro: (613) 995-9013.





2 1981

Information

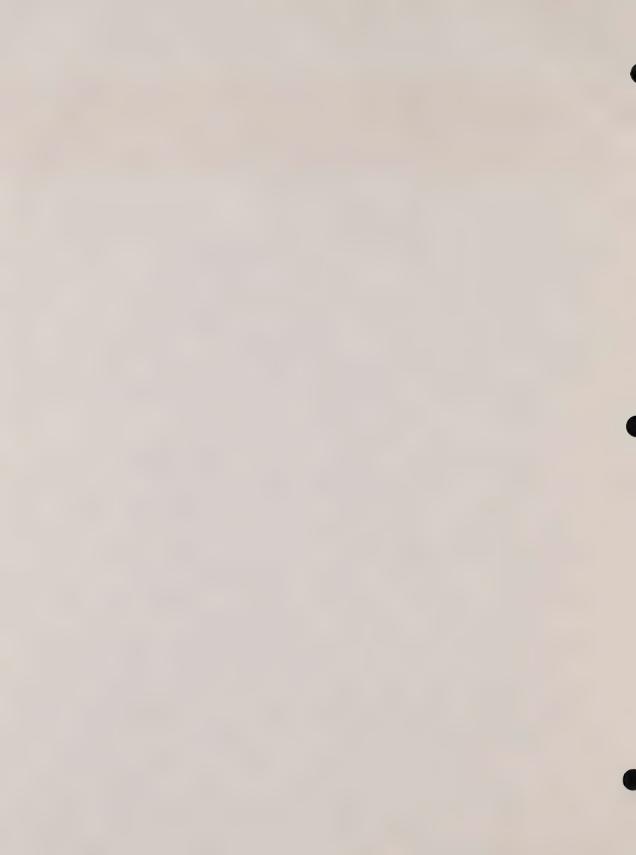
August 4, 1981 For immediate release

LEGAL AID SPENDING AMOUNTS TO \$89 MILLION IN 1978-79

OTTAWA — Spending on legal aid plans totalled \$89 million in 1978-79, with 90 per cent of these funds coming from government sources, according to <u>Legal Aid</u>, <u>1981</u>, a Statistics Canada publication released today.

It is estimated that 320,000 persons or two per cent of adult Canadians came to legal aid offices for professional help with one or more legal problems in 1978-79. The majority consisted of family and other civil law cases, such as bankruptcy proceedings, drawing up documents, negotiating settlements and appealing court or administrative decisions. Criminal cases represented 45 per cent of legal aid cases during the year.

Legal Aid, 1981 provides a profile of provincial and territorial legal aid plans and discusses similarities and differences among Canadian jurisdictions. Statistics are presented for 1975-76 to 1978-79 on services provided to the public and amounts spent on legal aid.



Some highlights of data presented in Legal Aid, 1981 are:

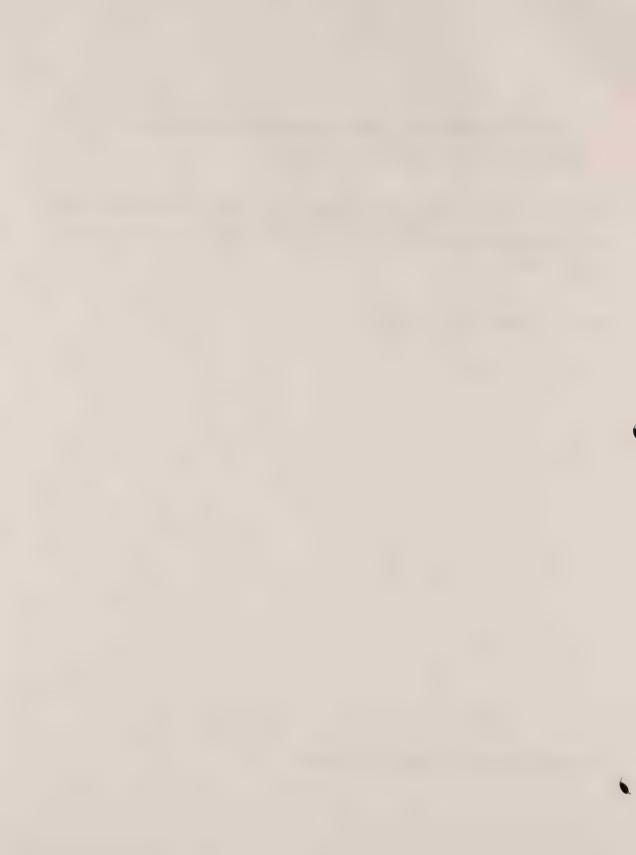
- total spending on legal aid plans amounted to \$89 million in the fiscal year 1978-79, a per capita expenditure of \$3.81; this compares with total expenditures of \$62 million and a per capita expense of \$2.71 in 1975-76;
- per capita spending has varied considerably among provinces and territories; it has tended to be lower in the Atlantic provinces and Alberta, above average in Quebec and close to the national average in Ontario and most western provinces;
- compared with 1975-76, per capita spending declined in New Brunswick, remained the same in Manitoba and increased in all other provinces and territories;
- ninety per cent of the funds for legal aid came from government; other sources included interest from lawyers' trust accounts, client contributions and recoveries and other unclassified income; the proportion of funds from government was higher than average in the Atlantic provinces, Quebec, Saskatchewan and the two territories; it was much lower in Ontario at 83 per cent in 1978-79;
- theft, break and enter was probably the largest single category of criminal offense for which legal aid was given; other important categories were



drunk and impaired driving, assault and narcotics offenses; homicide accounted for one per cent of criminal cases.

Priced at \$7 a copy in Canada, \$8.40 elsewhere, <u>Legal Aid, 1981</u> (Catalogue number 85-507) may be obtained from Publications Sales and Services, Statistics Canada, Ottawa K1A OV7.

Contact: H. Mimoto (613) 995-9544





le 4 août 1981 Pour publication immédiate

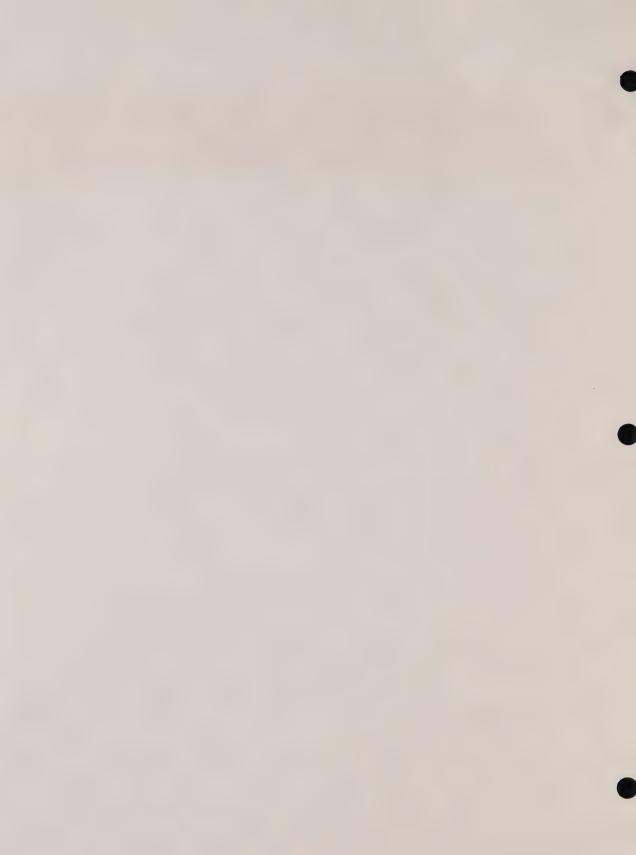
LES DÉPENSES AU TITRE DE L'AIDE JURIDIQUE
ATTEIGNENT \$89 MILLIONS EN 1978-1979

OTTAWA — Selon la publication intitulée <u>Aide juridique</u>, <u>1981</u> de Statistique Canada, qui paraît aujourd'hui, l'ensemble des dépenses engagées au titre des régimes d'aide juridique s'est élevé à \$89 millions pour l'année financière 1978-1979; quatre-vingt-dix pour cent de ce montant a été versé par l'État.

On estime que 320,000 personnes ou deux pour cent des adultes du Canada se sont présentés aux bureaux d'aide juridique pour régler un ou plusieurs problèmes d'ordre juridique en 1978-1979. La plupart de ces problèmes concernaient des affaires de droit de la famille et autres affaires civiles, comme les procédures de faillite, la préparation de documents, la négociation de règlements hors cour et les appels interjetés par suite de décisions administratives ou de jugements de la Cour. Les causes criminelles représentaient 45 pour cent des cas d'aide juridique durant cette même année.

... 2





La publication Aide juridique, 1981 présente une analyse des régimes d'aide juridique des provinces et des territoires et indique les similitudes et les différences entre les juridictions canadiennes. Elle contient des statistiques sur les services fournis au public et sur les montants versés aux régimes d'aide juridique, pour la période allant de 1975-1976 à 1978-1979.

Voici quelques faits saillants tirés de la publication Aide juridique, 1981.

- L'ensemble des dépenses engagées au titre des régimes s'est élevé à \$89 millions pour l'année financière 1978-1979, ce qui représente une dépense de \$3.81 par habitant. En 1975-1976, l'ensemble des dépenses engagées à ce titre se chiffrait à \$62 millions ou \$2.71 par habitant.
- Le coût par habitant a beaucoup varié d'une province et d'un territoire à l'autre. Il a baissé dans les provinces de l'Atlantique et en Alberta; il a dépassé la moyenne nationale au Québec; en Ontario ainsi que dans la plupart des provinces de l'Ouest, il était près de la moyenne établie pour l'ensemble du pays.
- Comparativement à celui de 1975-1976, le coût par habitant a diminué au
 Nouveau-Brunswick, est demeuré le même au Manitoba et a augmenté dans toutes
 les provinces et territoires.
- Quatre-vingt-dix pour cent des sommes dépensées au titre des régimes d'aide juridique provenaient de l'État. Les autres sources de fonds étaient:



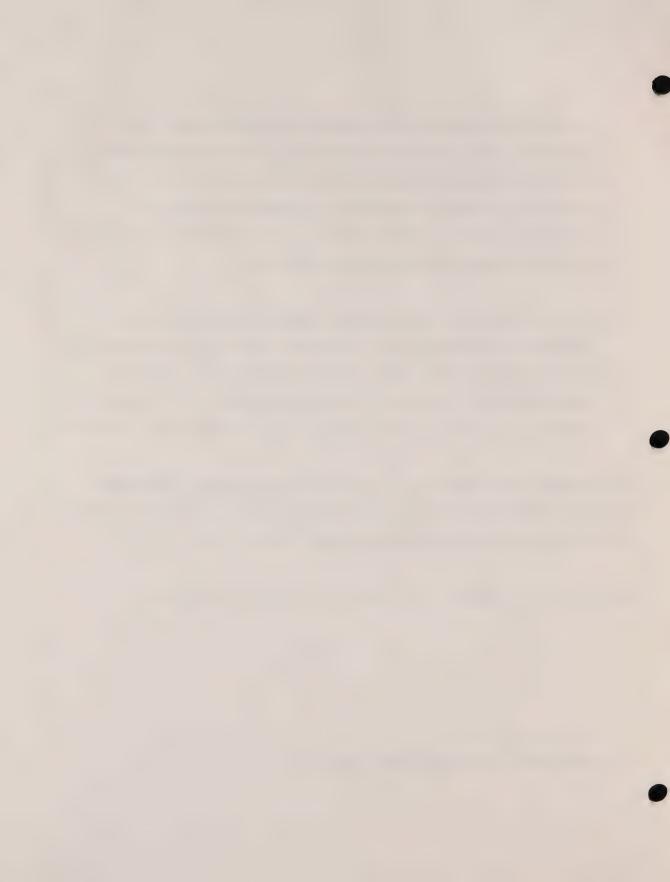
les intérêts que produisaient les comptes de fiducie des avocats, les contributions des clients et recouvrements, et autres revenus non classés. La proportion de fonds d'origine gouvernementale était supérieure à la moyenne nationale dans les provinces de l'Atlantique, au Québec, en Saskatchewan et dans les deux territoires. Elle était beaucoup plus faible en Ontario, c'est-à-dire 83 pour cent en 1978-1979.

- Le vol et l'introduction par effraction figuraient probablement dans la catégorie d'actes criminels pour laquelle on a fourni le plus d'aide juridique. Les autres catégories importantes étaient: l'ivresse et la capacité de conduire affaiblie, les voies de fait et les infractions à la Loi sur les stupéfiants. Les homicides constituaient un pour cent des causes criminelles.

On peut obtenir des exemplaires de la publication <u>Aide juridique, 1981</u> (numéro 85-507 au catalogue, \$7 au Canada, \$8.40 aux autres pays) de la Section des ventes et services de publications, Statistique Canada, Ottawa, KIA OV7.

Pour plus de renseignements: communiquer avec H. Mimoto (613-995-9544).

This press release is also available in English.



Ottawa, le 10 juillet 1981 DIFFUSION IMMÉDIATE

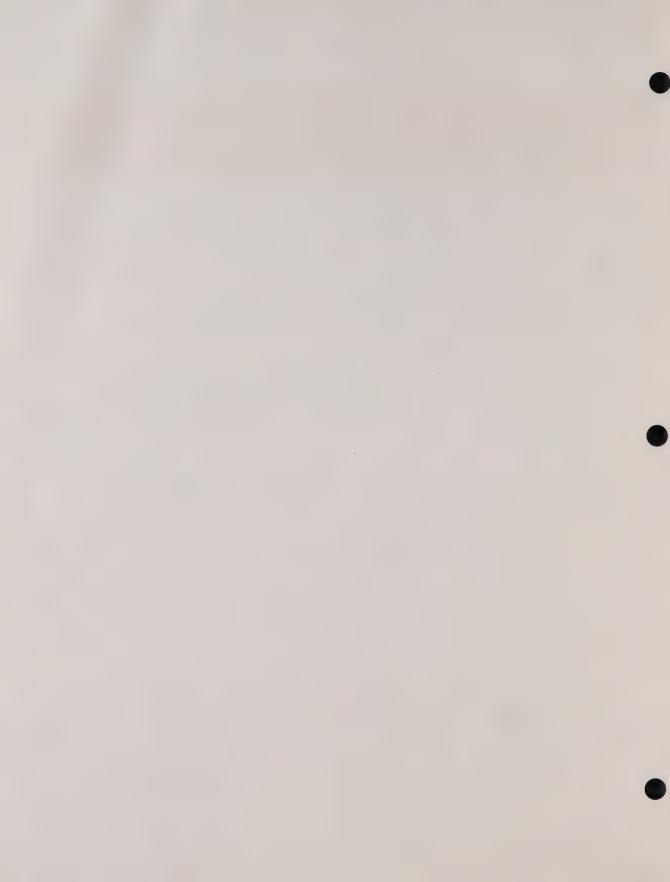
UN PROJET DE LOI RÉDUISANT LA PAPERASSERIE POUR PLUS DE 96,000 SOCIÉTÉS APPARTENANT À DES CANADIENS REÇOIT LA SANCTION ROYALE

Le Bill S-10, Loi modifiant la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA), a reçu la sanction royale aujourd'hui. Il a franchi l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes et au Sénat plus tôt cette semaine.

Selon l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre responsable de Statistique Canada, il y aura une réduction appréciable du fardeau de réponse pour plus de 96,000 sociétés appartenant à des Canadiens. Le Bill S-10 va relever le seuil de déclaration en vertu de CALURA de \$250,000 à \$10 millions dans le cas de l'actif, et de \$500,000 à \$15 millions dans le cas des recettes.

"Je suis heureux de constater que l'allègement du fardeau de réponse touchera les industries qui comptent le plus de petites sociétés de propriété canadienne.

Il y aura des exemptions généreuses pour les secteurs de la construction, du commerce de gros et de détail et des services, ainsi que pour ceux de l'agriculture, des forêts et de la pêche."



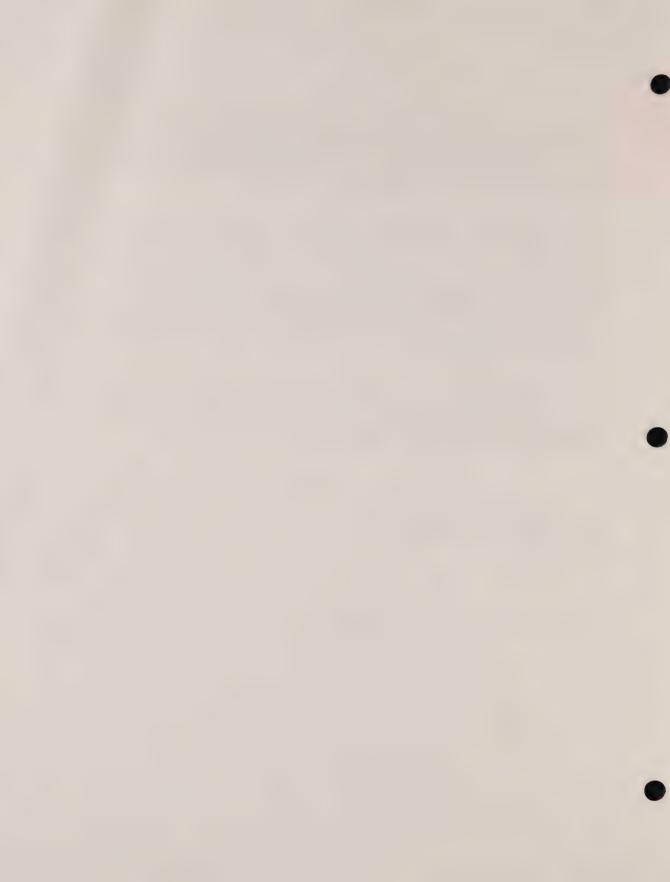
Malgré ces exemptions, l'intégrité de CALURA ne sera pas compromise. Nous estimons qu'en termes d'actif, le questionnaire CALURA pourra saisir plus de 81% de l'ensemble de l'activité des sociétés au Canada, et 85% de l'actif total du secteur de la fabrication.

Le Bill S-10 autorise également le gouvernement fédéral à recueillir des renseignements sur les transferts de technologie de l'étranger, l'importance de la propriété et du contrôle étranger et la concentration du pouvoir des entreprises. D'autres dispositions visent à donner une image plus complète de l'activité des syndicats au Canada grâce à l'extension de la définition d'un syndicat et par la présentation de rapports plus complets sur leur activité financière.

"Nous disposons maintenant d'un texte législatif efficace et à jour qui nous fournit les renseignements dont nous avons besoin avec le moins de paperasserie possible", devait ajouter M. Blais.

POUR D'AUTRES RENSEIGNEMENTS: M. A.S. Foti (613) 996-2565

This release is also available in English.





Ottawa, July 10, 1981 FOR IMMEDIATE RELEASE

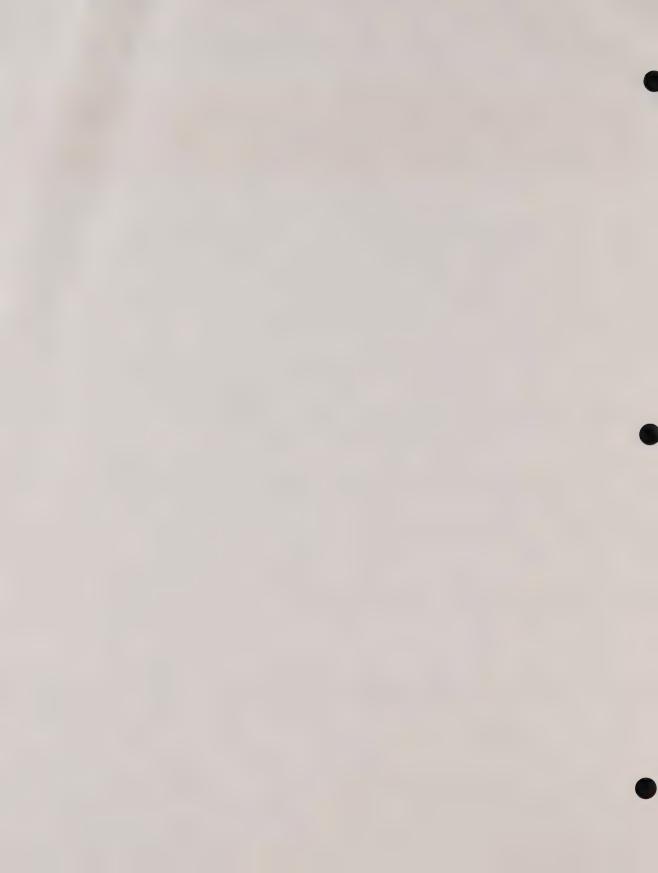
BILL REDUCING PAPERWORK FOR OVER 96,000 CANADIAN-OWNED CORPORATIONS RECEIVES ROYAL ASSENT

Bill S-10, an act to amend the Corporations and Labour Unions Returns Act (CALURA), today received Royal Assent. The bill passed third reading in both the Commons and the Senate earlier in the week.

"There will be a significant reduction in paperwork for more than 96,000 Canadian-owned corporations," said the Honourable Jean-Jacques Blais, minister responsible for Statistics Canada. "Bill S-10 raises the reporting liability under CALURA from \$250,000 in assets to \$10 million and from \$500,000 in revenues to \$15 million.

"It is source of satisfaction to me that the greatest relief from reporting will take place in those industries where the smaller, Canadian-owned corporations are most prevalent. Generous exemptions will prevail in the construction, wholesale, retail and services industries as well as in the agriculture, forestry and fishing segment.

...2



"Despite these exemptions, the integrity of CALURA will not be compromised. We estimate that in terms of assets, more than 81 per cent of all corporate activity in this country will be captured by the CALURA questionnaire, with a significant 85 per cent of all manufacturing assets, "Mr.Blais said.

Bill S-10 also authorizes the federal government to collect information on technology transfers from abroad, the extent of foreign ownership and control, and the concentration of corporate power. There are further provisions to provide a more complete picture of labour union activity in Canada through the broadening of the definition of a labour union and the presentation of more comprehensive reports on their financial activity.

"We now have a streamlined, up-to-date piece of legislation, providing us with the information we need with the least possible amount of paperwork," Mr. Blais said.

FOR FURTHER INFORMATION: Mr. A.S. Foti (613) 996-2565

Ce communiqué est aussi disponible en français.





Ottawa DIFFUSION IMMÉDIATE

JUN 23 1981

LE PROJET DE LOI VISANT LA SURVEILLANCE DE LA TECHNOLOGIE EN PROVENANCE DE L'ÉTRANGER EST ADOPTÉ EN DEUXIÈME LECTURE AUX COMMUNES

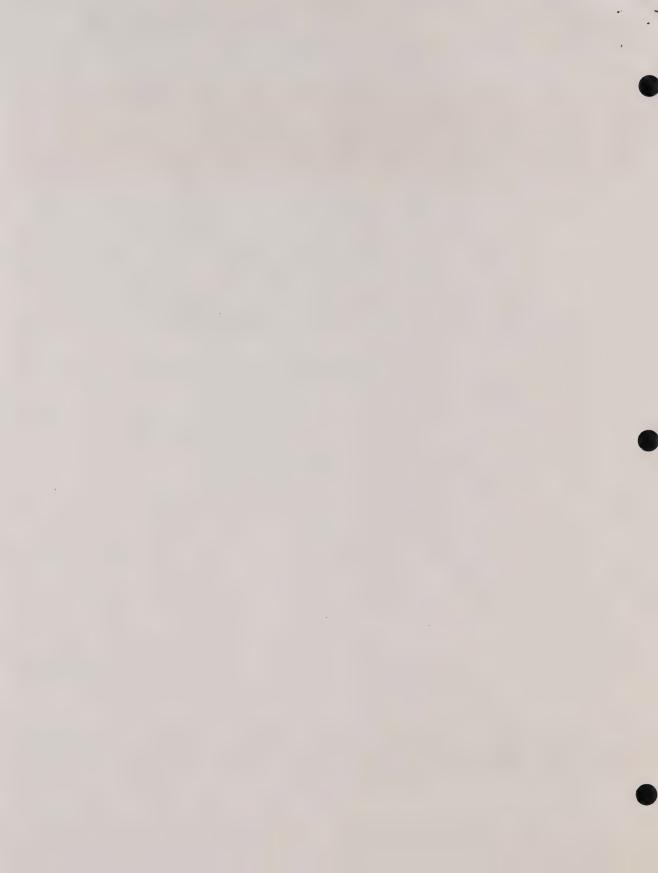
La Chambre des Communes a adopté aujourd'hui en deuxième lecture un projet de loi autorisant le gouvernement fédéral à recueillir des renseignements détaillés sur les transferts de technologie en vertu de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA).

Adoptée en 1962, CALURA s'est révélée un outil de référence unique et inestimable pour connaître la portée et les répercussions de la propriété et du contrôle des corporations au Canada par des non-résidents et l'association des Canadiens avec les syndicats ouvriers internationaux.

D'après l'honorable Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services et ministre responsable de Statistique Canada, les modifications rehausseront la

. . . 2





qualité des renseignements sur les transferts de technologie en provenance de l'étranger, ainsi que sur le contrôle étranger et la concentration du pouvoir des sociétés.

En réponse aux préoccupations des entreprises et du gouvernement au sujet du fardeau de réponse, le projet de loi S-10 permettra de rationnaliser le processus de collecte et de diffusion des renseignements sur les entreprises et les syndicats ouvriers. Plus de 70,000 petites entreprises canadiennes seront libérées de l'obligation de présenter une déclaration en vertu de CALURA et les huit questionnaires actuels seront regroupés en un seul.

Le projet de loi donnera aussi une image plus complète de l'activité syndicale au Canada en élargissant la définition d'un syndicat ouvrier et en exigeant des syndicats internationaux qu'ils déclarent toutes leurs recettes provenant directement de filiales canadiennes et toutes leurs dépenses directement attribuables à leurs activités au Canada.

POUR RENSEIGNEMENTS: A.S. Foti

Division des finances des entreprises

Statistique Canada

Ottawa

(613) 996-2565 995-9547

This release is also available in English.



POINTS SAILLANTS DU BILL S-10 LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES DÉCLARATIONS DES CORPORATIONS ET DES SYNDICATS OUVRIERS (CALURA)

Un projet de loi du Sénat destiné à modifier la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers (CALURA) a franchi l'étape de la seconde lecture à la Chambre des communes aujourd'hui.

Le projet de loi contient notamment les propositions suivantes:

Sociétés

- Plus de 70,000 petites sociétés canadiennes seront libérées de l'obligation de produire une déclaration aux termes de la Loi; en effet, le seuil de déclaration obligatoire sera multiplié par 20, ce qui le portera de \$250,000 à \$5 millions pour l'avoir et de \$500,000 à \$10 millions pour le chiffre d'affaires. Les sociétés ayant une participation étrangère donnée devront également soumettre une déclaration.
- . Afin d'éviter toute double demande de renseignements financiers, on recueillera des états financiers consolidés des entreprises, et ces états seront mis à la disposition des fonctionnaires autorisés aux fins d'analyse seulement. Un seul questionnaire remplacera huit questionnaires existants.



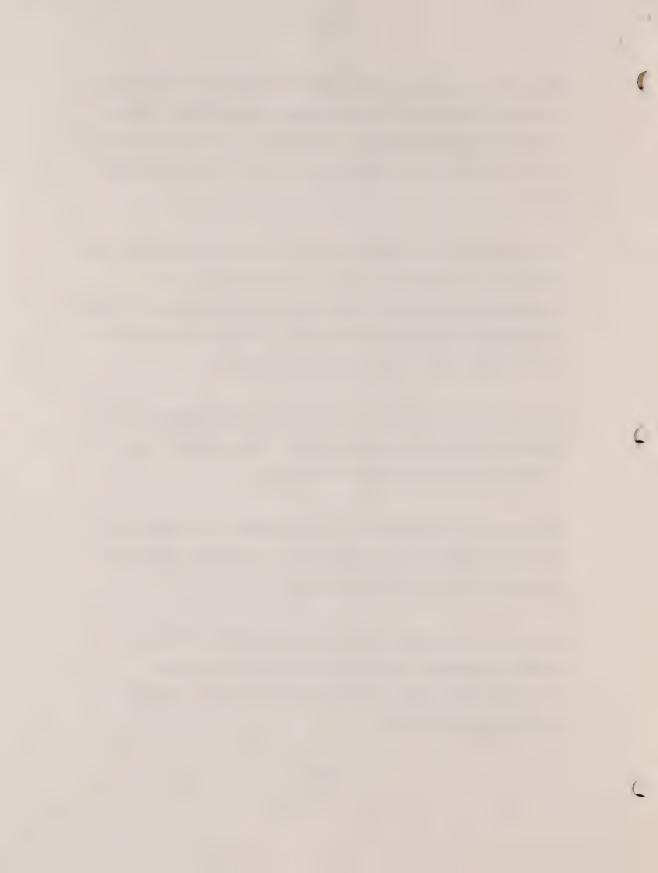
- Afin que le gouvernement puisse mieux comprendre le mouvement de technologie en provenance de l'étranger, on recueillera auprès des entreprises et on mettra à la disposition des fonctionnaires autorisés à des fins d'analyse seulement certaines données sur les transferts de technologie, à l'exclusion des descriptions scientifiques ou techniques de tout produit ou procédé. Les données qui devront être recueillies feront l'objet de discussions préalables avec les entreprises.
- Afin de faciliter la mesure de l'ampleur de la propriété et du contrôle étrangers, les sociétés ayant au maximum 50 actionnaires devront donner la liste des personnes possédant 10 % ou plus de toute catégorie d'actions, de même que les vrais actionnaires bénéficiaires dans le cas des sociétés. Les sociétés ayant plus de 50 actionnaires peuvent se servir de leurs registres pour déclarer les actions détenues.
- . Afin de permettre la présentation des rapports annuels au Parlement dans l'année qui suit la période de référence, toutes les sociétés visées par la Loi devront présenter leur déclaration avant le 31 mars qui suit l'année sur laquelle porte la déclaration.

Syndicats ouvriers

. Afin d'avoir une image plus complète de l'activité syndicale au Canada, la définition d'un syndicat a été étendue de façon à inclure toute association dont l'un des buts est la réglementation des relations entre l'employeur et les employés.



- Afin d'obtenir une image plus complète de l'activité financière des syndicats au Canada, les syndicats internationaux devront déclarer toutes leurs recettes provenant directement de filiales canadiennes et toutes leurs dépenses directement attribuables à leurs activités au Canada.
- Afin d'améliorer la qualité de l'analyse de l'activité financière des syndicats dans le rapport annuel déposé au Parlement, les renseignements financiers sur les caisses spéciales, comme les caisses de retraite et les fonds de grève, feront l'objet d'une déclaration distincte des recettes et des dépenses générales.
- . Afin d'améliorer l'utilité des données à des fins analytiques, les syndicats devront déclarer les données de leurs effectifs selon l'année civile et non l'exercice financier.
- . Afin d'éviter toute double collecte des données, les données sur les effectifs syndicaux seront communiquées aux ministères fédéraux et provinciaux pour analyse et publication.
- . Afin de réduire le temps nécessaire à la présentation du rapport annuel au Parlement, les syndicats devront présenter leurs déclarations dans les 90 jours qui suivent l'année sur laquelle portent les déclarations.





Ottawa FOR IMMEDIATE RELEASE

JUN 23 1981

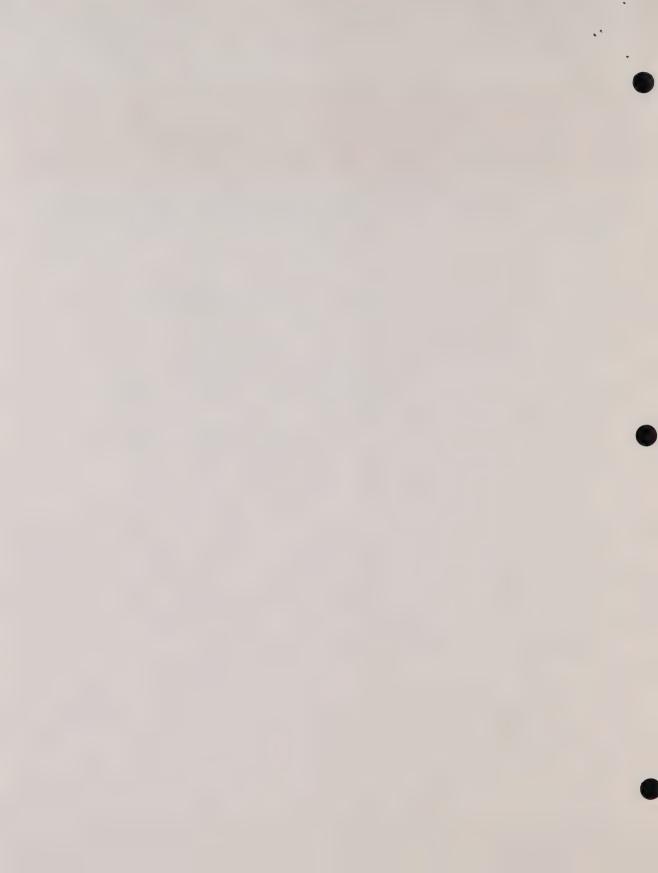
BILL TO MONITOR IMPORTED TECHNOLOGY
RECEIVES SECOND READING IN COMMONS

A bill authorizing the federal government to collect detailed information on technology transfers under the Corporations and Labour Unions Returns Act (CALURA) received second reading in the House of Commons today.

CALURA, originally passed in 1962, has been a valuable and indeed unique reference on the extent and effects of non-resident ownership and control of corporations in Canada, and of the association of Canadians with international labour unions.

"The amendments will improve the quality of information on technology flow from abroad, as well as that on foreign control and concentration of corporate power" said the Honourable Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services and Minister responsible for Statistics Canada.

... 2



In response to business and government concerns with paperburden, Bill S-10 will streamline the government's collection and dissemination of business and labour information. More than 70,000 small Canadian-owned businesses will be exempt from reporting under CALURA, and eight existing questionnaires will be integrated into one.

The bill also provides for a more complete picture of union activity in Canada by expanding the definition of a labour union and requiring international unions to report all direct receipts from their Canadian affiliates and all expenditures that are directly attributable to their operations in this country.

REFERENCE: A.S. Foti

Business Finance Division

Statistics Canada

Ottawa

(613) 996-2565

995-9547

Ce communiqué est aussi disponible en français.



HIGHLIGHTS OF BILL S-10 AN ACT TO AMEND THE CORPORATIONS AND LABOUR UNIONS RETURNS ACT (CALURA)

A Senate bill to amend the Corporations and Labour Unions Returns Act (CALURA) received second reading in the House of Commons today.

Among the bill's proposals are the following:

Corporations

- . To relieve more than 70,000 smaller Canadian-owned companies from reporting under the Act, the threshold for reporting will be raised twenty-fold to \$5 million in assets or \$10 million in annual sales, from the present \$250,000 or \$500,000 respectively. Corporations with a specified degree of foreign ownership will also report.
- . To eliminate duplication of requests for financial information, consolidated financial statements will be collected from businesses and made available to authorized government officials for policy analysis only. A single questionnaire will replace eight existing questionnaires.

...2



- . To improve the government's understanding of the flow of technology from abroad, selected data on technology transfers, excluding scientific or technical descriptions of any product or process, will be collected from businesses and made available to authorized government officials for policy analysis only. Specific data to be collected will be subject to prior discussion with business.
- . To facilitate measurement of the extent of foreign ownership and control, corporations with 50 or fewer shareholders are to specify individuals owning 10 percent or more of any share class, as well as the true beneficial shareholders in the case of corporations. Corporations with more than 50 shareholders may use their share registers to report shares held.
- . To permit annual reports to be tabled in Parliament within one year following the reference period, all corporations covered by the Act must report by March 31 following the year for which the data are reported.

Labour Unions

- . To obtain a more complete picture of union activity in Canada, the definition of a labour union will be broadened to include any association which has as one of its purposes the regulation of employer-employee relations.
- . To present a more comprehensive picture of the financial activity of unions in Canada, international unions will report all direct receipts from Canadian affiliates and all expenditures directly attributable to their Canadian operations.



- . To improve the quality of analysis of financial activity of labour unions in the annual report to Parliament, financial information on special funds such as strike and pension funds will be reported separately from general revenues and expenditures.
- . To improve the usefulness of data for analytical purposes, labour unions will report membership data by calendar year instead of fiscal year.
- . To reduce duplication of data collection, union membership data will be made available to federal and provincial government departments for analysis and publication.
- . To reduce the time required for presentation of the annual report to

 Parliament, labour unions will be required to file their returns within

 90 days following the year for which data are reported.



CAI PS - ==2

Le 22 juin 1981 POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

RÉVISION DES PRIX DES PUBLICATIONS DE STATISTIQUE CANADA

OTTAWA -- Le ministre responsable de Statistique Canada, l'honorable Jean-Jacques Blais, a annoncé aujourd'hui que les institutions d'enseignement et les bibliothèques publiques seront les principaux bénéficiaires d'un rajustement des prix pour les publications de Statistique Canada.

"Suite à l'examen des augmentations de prix appliquées il y a environ un an et demi, nous avons décidé d'accorder un rabais de 30% aux écoles, commissions scolaires, collèges et universités ainsi qu'aux bibliothèques publiques", a déclaré M. Blais.

Il a précisé que "ces rajustements mineurs de la politique d'établissement des prix ont été apportés parce que ces institutions ont demandé à plusieurs reprises d'alléger leur fardeau financier en période de restrictions budgétaires. Le Bureau a presque atteint le seuil de rentabilité en ce qui a trait au coût d'impression, de manutention et d'expédition par la poste des publications. Nous sommes donc mieux placés pour réagir aux besoins de ceux qui jouent un rôle important dans la rediffusion de l'information publiée par Statistique Canada".

M. Blais a également annoncé une réduction de prix rétroactive au début de la nouvelle année financière, c'est-à-dire au ler avril, pour deux publications qui servent en partie à des fins de promotion.



L'abonnement au Quotidien de Statistique Canada, qui sert à la diffusion initiale de la plupart des données du Bureau, sera de \$75.00 par année au lieu de \$120.00 au Canada. À l'étranger, le prix passera de \$144.00 à \$90.00 par année.

L'abonnement à Infomat, un résumé hebdomadaire des données diffusées, se vendra maintenant \$25.00 par année au lieu de \$60.00 au Canada. Le nouveau prix à l'étranger sera de \$30.00 par année, au lieu de \$72.00. Les personnes qui désirent passer les prendre aux centres de consultation régionaux ou au siège du Bureau, pourront continuer d'obtenir Infomat et Le Quotidien gratuitement.

"Ce changement de prix découle des résultats obtenus suite à un examen continu des méthodes de diffusion du Bureau. Nous continuerons de suivre de près l'évolution des coûts, la demande et les progrès techniques, et d'autres rajustements seront apportés, s'il y a lieu", d'ajouter M. Blais.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements:

M. Ellis Drover Directeur Division de l'assistance-utilisateurs (613) 996-5841



) CAI BS - IS2

Information

June 22, 1981 FOR IMMEDIATE RELEASE

PRICING ADJUSTMENTS ANNOUNCED FOR STATISTICS CANADA PUBLICATIONS

OTTAWA -- Educational institutions and public libraries will be the principal beneficiaries of new pricing adjustments for Statistics Canada publications announced today by the Honourable Jean-Jacques Blais, Minister responsible for Statistics Canada.

"After reviewing the price increases put into effect about a year and a half ago, we have decided to allow schools, school boards, colleges and universities a 30 per cent discount on all purchases. Public libraries will also be entitled to the discount," Mr. Blais said.

"These marginal adjustments to the pricing policy are in response to many requests from such institutions for some relief during a period of tight budgets," Mr. Blais added. "The bureau is approaching the break-even point in covering the cost of printing, handling and mailing its publications and we are therefore in a better position to respond to the needs of those who play an important role as secondary distributors of Statistics Canada information."

Mr. Blais also announced that two "partly promotional" publications will be sold at reduced prices, retroactive to the start of the new fiscal year in April 1981.

The Statistics Canada Daily, the vehicle of first release for most of the bureau's information, will be \$75.00 a year in Canada instead of \$120.00. Outside Canada the cost will be \$90.00 instead of \$144.00.

..../2



Infomat, a weekly digest of recently released data, will now be priced at \$25.00 a year in Canada, reduced from \$60.00. It will cost \$30.00 a year outside Canada, reduced from \$72.00. Both Infomat and the Statistics Canada Daily will continue to be available without charge to individuals who wish to pick them up at one of the bureau's regional reference centres or from headquarters.

"This price adjustment is part of an ongoing review of the bureau's dissemination performance and techniques. Changing cost patterns, market demand and technical innovations will continue to be watched closely and further adjustments will be made, as required," Mr. Blais said.

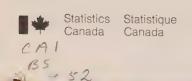
- 30 -

For further information:

Mr. Ellis Drover Director User Services Division (613) 996-5841

Ce communiqué est aussi disponible en français





National Volunteer Week, April 27-May 3

April 29, 1981 For immediate release

STATISTICS CANADA SHEDS LIGHT ON VOLUNTEER WORKERS

Ottawa--Some 2.7 million Canadians or 15.2 per cent of the country's working-age population performed volunteer work between February, 1979 and February, 1980.

This estimate, highlighted by Statistics Canada in the context of National Volunteer Week, is based on a survey of 18,745 households representing 43,000 persons.

According to the sample survey, the largest ever conducted on this topic in Canada, the volunteers put in a total of 374 million hours of work. The equivalent, in terms of paid employment, would be about 212,000 persons working a 40-hour week for a full year.

Results of the survey also indicate that about 54 per cent of the volunteers were women and about 46 per cent men.

An estimated 49 per cent of the volunteers were between the ages of 25 and 44; another 36 per cent were 45 years of age or older with the remaining 15 per cent divided about equally between the 20 to 24 and 15 to 19 age groups.



During the year examined by Statistics Canada, an average of about 137 hours, almost three hours a week, was spent on volunteer work.

Results of the survey also show that most volunteer workers have steady part-time or full-time jobs and that the participation rate of persons with university degrees is four times that of persons with less than a grade 8 education.

Of the many categories of activities, 31.5 per cent of the volunteers worked in the field of social welfare; 25.5 per cent for religious associations; 16.3 per cent in the field of education and 7.9 per cent in the area of health.

The survey summary points out that political organizations attracted only 4.4 per cent of the volunteer population despite the fact that a federal election and four provincial elections were held during the year studied.

Broken down by provinces, the statistics reveal that 26.9 per cent of the workingage population of Saskatchewan participated in volunteer work. The figure was 20.7 per cent in Manitoba; 19.3 in Alberta; 18.8 in Prince Edward Island; 17.1 in British Columbia; 16.8 in Nova Scotia; 16 in Newfoundland; 15 in Ontario; 14.1 in New Brunswick; and 10.6 per cent in Québec.

CONTACT: D. Hibbard

Information Division Statistics Canada (613) 593-7644

Ce communiqué est aussi disponible en français.





Semaine nationale du bénévolat - 27 avril-3 mai

le 29 avril 1981 Pour publication immédiate

STATISTIQUE DU BÉNÉVOLAT

Ottawa — Quelque 2.7 millions de Canadiens, ou 15.2 % de la population en âge de travailler, ont fait du travail bénévole entre février 1979 et février 1980.

Cette estimation, rendue publique par Statistique Canada dans le cadre de la semaine nationale de bénévolat, s'appuie sur une enquête auprès de 18,745 ménages, représentant 43,000 personnes.

Selon cette enquête, la plus importante jamais faite sur ce sujet au Canada, les bénévoles ont consacré au total 374 millions d'heures de travail. En termes d'emploi rénuméré, cela représente environ 212,000 personnes travaillant une semaine de 40 heures pendant une année entière.

L'enquête montre également qu'environ 54 % des bénévoles étaient des femmes et environ 46 % des hommes.



On estime que 49 % des bénévoles étaient âgés de 25 à 44 ans, que 36 % étaient âgés de 49 ans et plus et que les 15 % restant se partagent à peu près également entre les groupes d'âge 20 à 24 ans et 15 à 19 ans.

Au cours de l'année enquêtée, le bénévolat a absorbé en moyenne 137 heures de travail environ, soit presque trois heures par semaine.

L'enquête révèle également que la plupart des bénévoles ont un travail à temps partiel ou à plein temps permanent et que le taux de participation des diplomés universitaires est quatre fois supérieur à celui des personnes qui n'ont pas atteint la $8^{\rm e}$ année.

Sur les nombreuses catégories d'activité, 31.5 % des bénévoles ont travaillé dans le demaine du bien-être social, 25.5 % pour des associations religieuses, 16.3 % dans le secteur de l'enseignement et 7.9 % dans celui de la santé.

Le résumé de l'enquête souligne que les organisations politiques n'ont attiré que 4.4 % seulement de l'ensemble des bénévoles, même si au cours de la période étudiée il y a eu une élection fédérale et quatre élections provinciales.

Par province, on constate que 26.9 % de la population en âge de travailler de la Saskatchewan a participé au bénévolat, 20.7 % de celle du Manitoba, 19.3 % de celle de l'Alberta, 18.8 % de celle de l'Ile-du-Price-Édouard,



17.1 % de celle de la Colombie-Britannique, 16.8 % de celle de la Nouvelle-Ecosse, 16 % de celle de Terre-Neuve, 15 % de celle de l'Ontario, 14.1 % de celle du Nouveau-Brunswick et 10.6 % de celle du Québec.

Contact: G. Lamoureux-Gadoury

Division de l'information

Statistique Canada

(613) 593-7444



Embargo: 10 a.m. EST, March 25, 1981

STATSCAN REPORT DOCUMENTS JOB MARKET REALITIES OF POSTSECONDARY GRADUATES

Ottawa---One-quarter of Canadian university and college graduates questioned in 1978 after two years in the labor force wished they had chosen a different course of study.

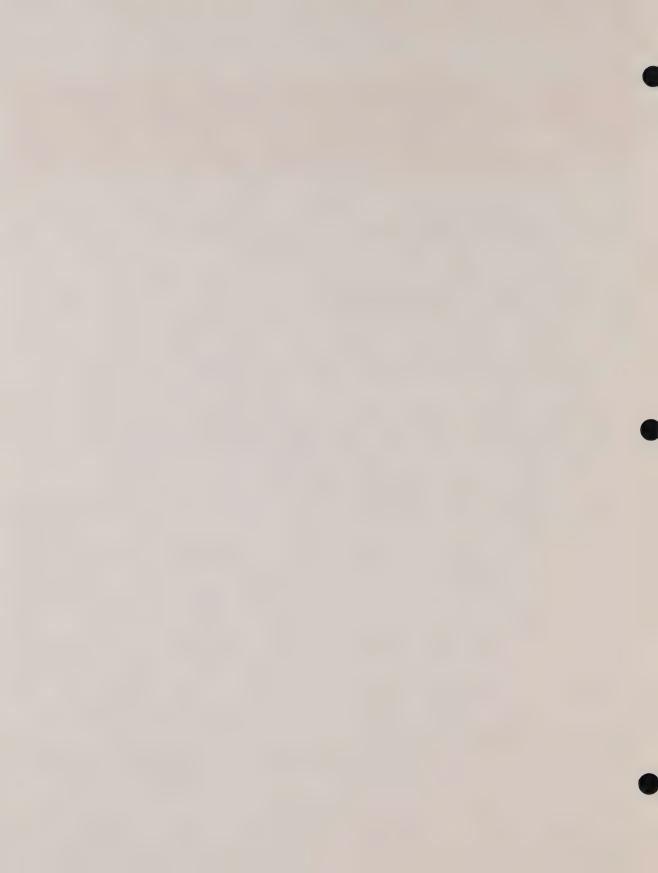
Among graduates of general programs, this proportion was often much higher.

These are among findings detailed in <u>Job Market Reality for Postsecondary Graduates</u>,

Employment Outcome by 1978, Two Years after Graduation, a Statistics Canada publication released today. The report was prepared by Warren Clark and Zoltan Zsigmond following a June 1978 survey of former postsecondary students. It is the first comprehensive survey of its type in Canada.*

The authors stress that "the goals of postsecondary education are more than simply meeting the needs of the job market". They indicate how demography and the laws of supply and demand strongly affected job market prospects. But the stated intent of the report was to document what the graduates experienced - what they saw as the reality of their first two years after graduation.

With the exception of graduates of the more job-oriented fields of study, the reality was not always pleasant for many of the degree- and diploma-holders in more than 60 fields. In many cases they faced long periods of unemployment or underemployment and, in some instances, salaries lower than those of tradespeople with less formal education.



Forty-five percent of the graduates said they planned to resume their studies.

"Results of the 1978 survey consistently show that graduates favoured career-oriented studies," according to the report. "Graduates with disappointing work experience were not the only ones to feel this way; most of the relatively successful ones considered it important to have a job related to their education."

The authors cite the need for ongoing rather than one-shot surveys of this sort.

"A large proportion of students who felt that they studied the wrong discipline return to school and everyone pays; education institutions, government, employers, and of course, students themselves. With more information students could have made a better choice in the first place. This definitely translates into dollar savings, far in excess of the cost of a regular survey."

The report shows that job-oriented studies such as engineering, teacher training, most health disciplines, business, computer science and some technologies brought the best results, with low rates of unemployment and underemployment, high salaries and satisfaction with both job and choice of education.

Demand was low for the large number of graduates of fine and applied arts, humanities, social sciences and some of the sciences.

Two years after graduation, according to the report, only 42 percent of university graduates and 66 percent of college graduates had jobs directly related to their field.

One-quarter of college graduates and more than one-third of university graduates described themselves as underemployed.



Overall, women were paid \$2,000 a year less than men with the same qualifications. The income gap was greater at the college level than among university graduates.

The comprehensive report, based on a 45 percent sampling, details the graduates' frustrations and/or successes in a wide variety of occupations and industries. Also given are provincial comparisons and interprovincial migration and, perhaps for the first time, a statistical breakdown of the "brain drain", the Canadian graduates who left the country after completing their education.

Within Canada, Newfoundland was found to offer the most advantages for university graduates, with little underemployment, the highest average salary and high job satisfaction. British Columbia gained the most college graduates from other provinces and Alberta the most university students. Ontario was the biggest loser of both types of graduates, but still had more than any other province.

"Despite widespread agreement regarding its importance, the state of knowlege in this country on the linkages between education and employment is still rather premature," Economic Council Chairman Dr. David W. Slater writes in his foreword to the report.

"The Postsecondary Graduates Survey constitutes a very impressive start towards reducing this unawareness."

-30-

FURTHER INFORMATION: W. Clark or Z. Zsigmond (English)
Pamela Cullum (French)
Projections Section
Education, Science and Culture Division
Statistics Canada, Ottawa KIA 0T6

Telephone: (613) 995-9692



Embargo 10 a.m. HNE le 25 mars 1981

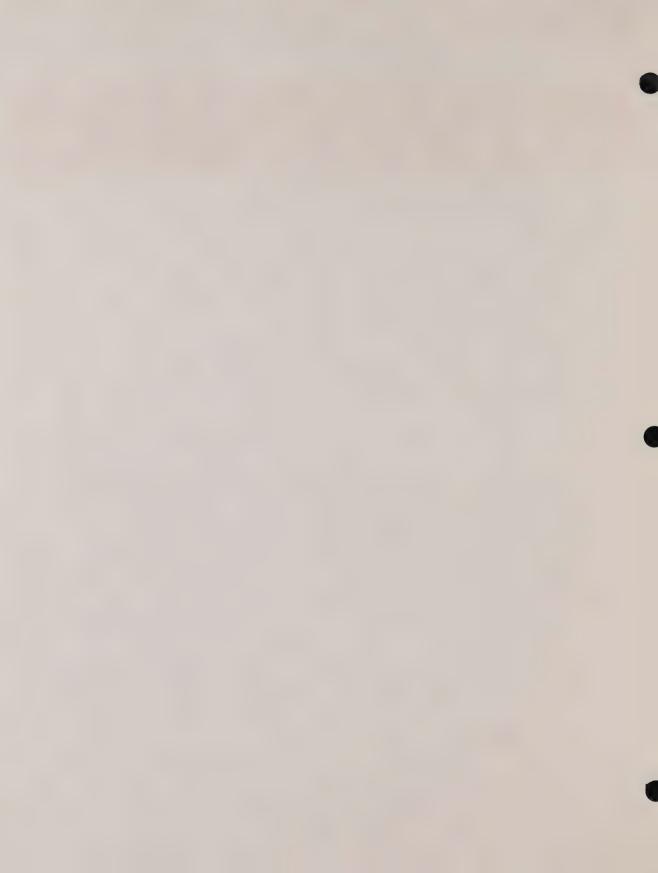
NOUVEAUX DOCUMENTS DE STATISTIQUE CANADA CONCERNANT LES DIPLÔMÉS DU POSTSECONDAIRE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Ottawa -- Interrogés en 1978 après deux années sur le marché du travail, un quart des diplômés sortis des universités et collèges canadiens en 1976 ont déclaré qu'ils regrettent leur choix de domaine d'études. Cette proportion était souvent beaucoup plus élevée chez les diplômés des programmes généraux.

Ce sont certaines des constatations exposées dans "Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail, Situation d'emploi en 1978, deux ans
après l'obtention du diplôme", une étude que Statistique Canada a publié
aujourd'hui. La publication a été rédigée par MM. Warren Clark et Zoltan
Zsigmond, à la suite d'une enquête menée en juin 1978 auprès d'anciens
étudiants du postsecondaire. Il s'agissait de la première enquête complète
du genre au Canada.*

Les auteurs rappellent au lecteur que "les études postsecondaires n'ont pas pour seul objet de répondre aux besoins du marché du travail" et signalent comment la démographie et la loi de l'offre et de la demande influent fortement sur les perspectives d'emploi. Mais le but déclaré de l'étude

^{*}Neuf provinces. Le Québec avait déjà entrepris sa propre étude en 1978.



de recueillir l'expérience des diplômés, la façon dont ils ont perçu leur situation durant les deux premières années après l'obtention du diplôme.

A l'exception des diplômés des domaines plus directement axés sur l'emploi, la situation n'était pas toujours agréable pour nombre de diplômés de plus de 60 domaines. Dans bien des cas, ces diplômés ont traversé de longues périodes de chômage ou de sous-emploi et, dans certains cas, touché des salaires inférieurs à ceux de personnes dont le métier exige moins de scolarité. Quarante-cinq pourcent des diplômés ont déclaré qu'ils se proposent de retourner aux études.

Selon le rapport, les résultats de l'enquête de 1978 indiquent que les diplômés préféraient des études axées sur une carrière et cela ne s'applique pas seulement à ceux qui ont connu des expériences décevantes sur le marché du travail; en effet, la plupart de ceux dont la situation était relativement intéressante estimaient que le rapport entre l'emploi et la formation est un facteur important.

Les auteurs du rapport soulignent qu'il serait important de procéder à une telle enquête périodiquement.

"Une grande proportion des diplômés qui regrettent le choix de leur domaine d'études retournent à l'école, aux frais de tout le monde: les établissements d'enseignement, les gouvernements, les employeurs et les étudiants eux-mêmes. S'ils avaient eu plus d'informations, leur premier choix aurait été plus judicieux. D'où de véritables économies, sans commune mesure avec le coût d'une enquête périodique".



Selon la publication, ce sont les diplômés de domaines axés dur une carrière, comme le génie, l'enseignement, la plupart des disciplines de la santé, la gestion des affaires, l'informatique et certaines techniques qui ont connu le plus de succès sur le marché de travail; ils avaient en effet de faibles taux de chômage et de sous-emploi, un traitement élévé et se disaient satisfaits tant de leur emploi que du choix de leur domaine d'études

La demande était faible à l'égard des nombreux diplômés des beaux-arts et des arts appliqués, des sciences humaines, des sciences sociales et de certaines autres sciences.

Deux ans après l'obtention de leur diplôme, seulement 42% des diplômés des universités et 66% des diplômés des collèges travaillaient dans des domaines directement liés à leur formation. Le quart des diplômés des collèges et plus du tiers des diplômés des universités estimaient qu'ils étaient sous-employés.

Dans l'ensemble, les femmes gagnaient \$2,000 de moins que les hommes qui avaient les mêmes qualifications. Cet écart était plus important au niveau collégial qu'au niveau universitaire.

Ce rapport détaillé, basé sur un échantillon de 45%, fait état des frustrations des diplômés ou de leur succès dans une grande variété de professions et de secteurs d'activité. On y trouve également une comparaison des données provinciales, des chiffres sur la migration



interprovinciale des diplômés et, peut-être pour la première fois, une ventilation statistique de "l'exode des cerveaux", c'est-à-dire du nombre de diplômés canadiens qui ont quitté le pays après leurs études.

Au Canada, pour les diplômés des universités, c'est Terre-Neuve qui offrait les meilleurs perspectives: peu de sous-emploi, traitement moyen le plus élevé et fort degré de satisfaction face à l'emploi.

La Colombie-Britannique a accueilli le plus grand nombre de diplômés de collège venant d'autres provinces, et l'Alberta, le plus grand nombre de diplômés d'université.

L'Ontario a perdu le plus grand nombre de diplômés aux deux niveaux, mais n'en comptaient pas moins encore plus que toute autre province.

Dans l'avant-propos du rapport, M. David W. Slater, président du Conseil économique du Canada, note entre autres que "même s'il y a consensus sur l'importance du rapport entre l'éducation et l'emploi, on ne possède que bien peu de renseignements à ce sujet au Canada".

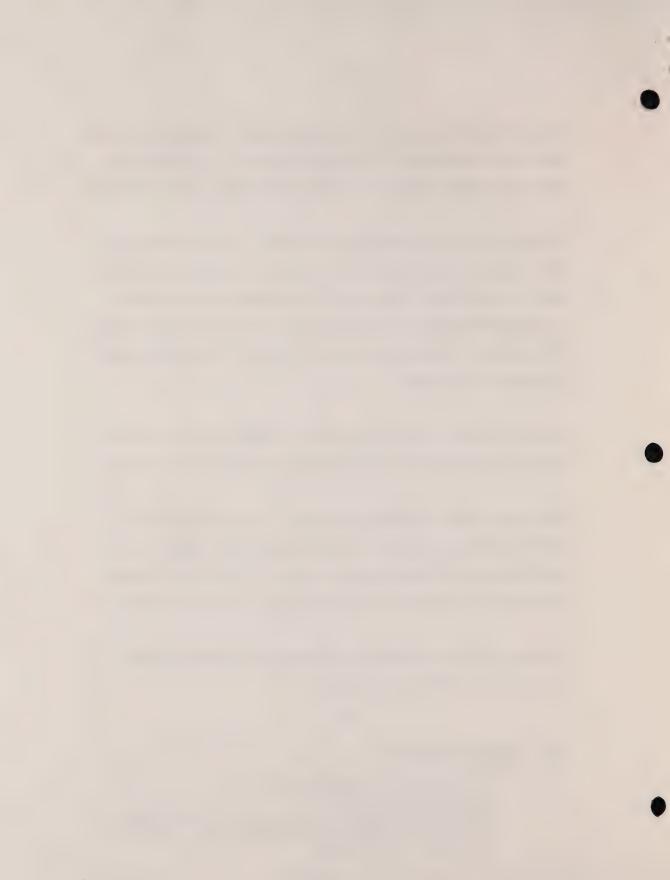
"L'enquête auprès de diplômés du postsecondaire constitue un début prometteur pour combler cette lacune".

- 30 -

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS:

W. Clark ou Z. Zsigmond (en anglais)
Pamela Cullum (en français)
Section des projections
Division de l'éducation, des sciences et de la culture
Statistique Canada, Ottawa KIA OT6
Téléphone: (613) 995-9692

This release is also available in English.



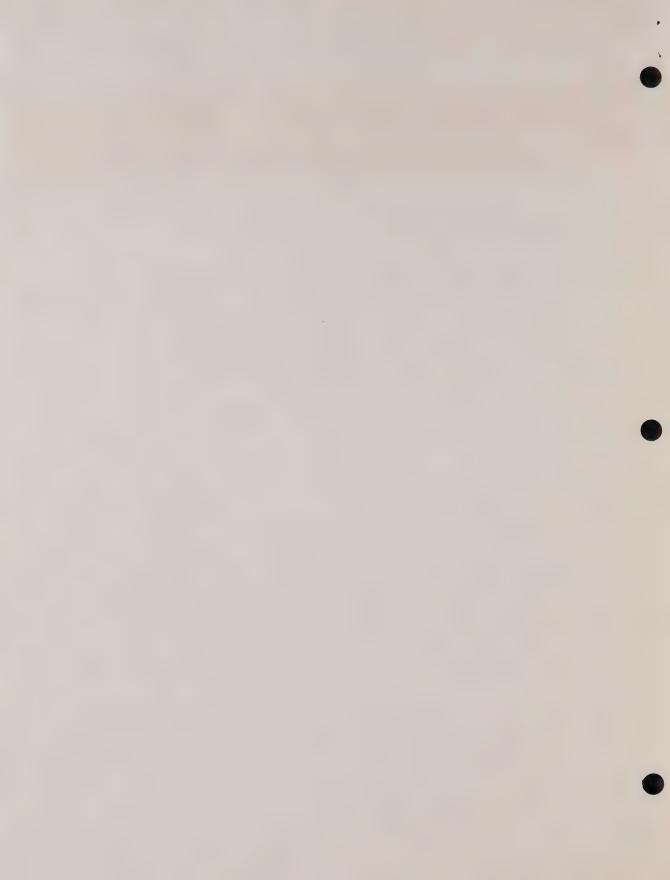
UNE NOUVELLE ÉTUDE SUR LES EFFECTIFS COMPARE LA CROISSANCE AU PAYS ET A L'ÉTRANGER DES FIRMES SOUS CONTRÔLE CANADIEN

De nouvelles données permettent de conclure que les effectifs des compagnies multinationales contrôlées au Canada augmentent plus rapidement à l'étranger qu'au pays même.

C'est ce qui ressort d'une nouvelle étude de Statistique Canada intitulée Les effectifs au Canada et à l'étranger des grandes entreprises transnationales sous contrôle canadien et portant sur la période 1975-1978. C'est une étude de nature expérimentale qui utilise des données émanant de Statistique Canada et d'autres sources publiques. Les conclusions sont donc moins définitives que celles utilisant des données seulement de Statistique Canada.

52 MULTINATIONALES

La publication porte sur 52 entreprises multinationales non financières sous contrôle canadien dont les effectifs à l'étranger étaient d'au moins 300 personnes en 1978. Cette année-là, les 52 entreprises employaient 420,500 personnes à l'étranger, soit 38.9% de leur main-d'oeuvre totale.



En moyenne, ces entreprises ont accusé entre 1975 et 1978 une augmentation de 12% des effectifs à l'étranger, comparativement à une hausse de 2.3% des effectifs au Canada.

Au cours de la même période le taux de croissance des effectifs au Canada pour toutes les autres compagnies canadiennes a été de 7.2%.

Trente-huit des multinationales canadiennes, représentant 61% de la main-d'oeuvre des 52 entreprises sélectionnées, ont accusé une croissance plus forte à l'étranger qu'au Canada.

La plus grande partie de cette croissance à l'étranger depuis 1975 n'est pas imputable aux multinationales déjà fortement concentrées à l'étranger mais aux entreprises qui comptent plus de 50% de leurs effectifs au Canada.

La moitié des 52 entreprises étudiées fonctionnait principalement en Ontario. Trente-six étaient avant tout des fabricants.

CROISSANCE AUX ÉTATS-UNIS ET AU ROYAUME-UNI.

La plus grande partie des effectifs ainsi localisés à l'étranger par les multinationales canadiennes s'est concentrées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

Cette étude des multinationales visait à obtenir une certaine idée de l'importance relative et de la croissance des effectifs des multinationales au Canada et à l'étranger.

Elle tente également d'apporter quelques précisions sur l'évolution des effectifs imputable aux investissements à l'étranger des compagnies canadiennes à cause de



considérations telles que la faiblesse de la croissance économique au Canada, les coûts de main-d'oeuvre élevés et la sous-utilisation de la capacité installée au pays, ainsi que les restrictions au commerce et les accords d'achat préférentiels conclus à l'étranger.

On a retenu les années 1975 et 1978 aux fins de comparaison en raison de l'existence de renseignements pertinents plutôt que de l'importance économique des deux années en cause.

On peut se procurer la publication Les effectifs au Canada et à l'étranger des grandes entreprises transnationales sous contrôle canadien - 1978 (\$1.00) auprès de la Distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa KIA OV7.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à:

Justin Lacroix, Section des entreprises multinationales. Division

des flux financiers et des entreprises multinationales (613) 995-1073.

(Ce communiqué est disponible en anglais)



MAR 12 1981

NEW EMPLOYMENT STUDY COMPARES

DOMESTIC AND FOREIGN GROWTH

OF CANADIAN-CONTROLLED FIRMS

New evidence suggests that employment by multinational companies controlled in Canada is growing at a faster rate abroad than within this country.

The development is pinpointed in a new Statistics Canada study, Employment in Canada and Abroad by Leading Canadian-Controlled Transnational Enterprises, for the four-year period 1975-78. The study is experimental in nature and blends both Statistics Canada data and other published material so that the findings are more tentative than those based solely on bureau survey data.

52 MULTINATIONALS

The report covers 52 Canadian-controlled, non-financial multinationals each with employment abroad of 300 or more in 1978. That year the 52 employed 420,500 abroad -- 38.9 per cent of their total manpower.

On average these enterprises recorded between 1975 and 1978 a 12-per-cent increase in employment abroad, compared with a 2.3-per-cent increase in employment within Canada.



The domestic job growth rate for all other Canadian companies for the same period was 7.2 per cent.

Thirty-eight of the Canadian multinationals, representing 61 per cent of the manpower of the 52 selected enterprises, had stronger growth abroad than inside Canada.

The major thrust of this expansion abroad since 1975 did not come from multinationals already heavily concentrated abroad but from enterprises with more than 50 per cent of their manpower within Canada.

One half of the 52 enterprises operated mainly in Ontario. Thirty-six were primarily manufacturers.

GROWTH IN U.S., U.K.

The greater part of the employment located abroad by the Canadian multinationals was concentrated in the United States and the United Kingdom.

The study of the multinationals was conducted to provide some assessment of the relative importance and growth of employment in Canada and abroad by the multinationals.

It attempts to shed some factual light on the employment pattern resulting from foreign investment abroad by Canadian companies because of such factors as slow domestic economic growth, high labour costs and under-utilization of



plant capacity at home, and trade restrictions and preferential buying agreements initiated abroad.

The years 1975 and 1978 were selected for comparison because of the availability of source material rather than the economic significance of the two years.

Employment in Canada and Abroad by Leading Canadian-Controlled Transnational Enterprises, 1978, (\$1.00) is available from Publications Distribution, Statistics Canada, Ottawa KIA OV7.

Further information: Justin Lacroix, Multinational Enterprises Section,

Financial Flows & Multinational Enterprises Division.

(613) 995-1073.

(This release is also available in French)





JAN 2 1 1000

CONTRIBUTION DES 500 PREMIERES ENTREPRISES A L'ESSOR ECONOMIQUE

Les 500 premières entreprises non financières au Canada ont accaparé 53% des ventes, 66% des bénéfices et 65% de l'actif total en 1977. Les chiffres sur les ventes et l'actif représentent une hausse négligeable par rapport à 1976, mais la part des bénéfices marque une progression de 2 points.

Les 500 premières entreprises constituent moins de un quart de 1% de l'ensemble des entreprises non financières en activité au Canada. Le secteur sous contrôle étranger domine avec 280 entreprises sur 500, contre 275 en 1976.

Ces chiffres sont tirés de la publication <u>Loi sur les déclarations des corporations</u> <u>et des syndicats ouvriers, partie I</u>, parue aujourd'hui à Ottawa. Elle porte sur les activités de 249,337 entreprises non financières.

Les 500 premières entreprises ont largement contribué à l'essor économique réalisé au cours de l'année, surtout celles du secteur étranger. En effet, les 280 entreprises de ce secteur ont représenté 90% de la croissance de l'actif, 90% de l'augmentation des ventes et 101% de la hausse des bénéfices réalisées par les entreprises sous contrôle étranger. Au sein du secteur sous contrôle canadien, les 220 entreprises restantes sont responsables du 65%, 39% et 92% des hausses respectives au chapitre de l'actif, des ventes et des bénéfices.

L'écart entre les entreprises sous contrôle canadien et celles sous contrôle étranger est particulièrement évident parmi les 25 premières. Dans ce groupe, qui



s'approprie 21% des ventes totales, 29% de l'actif et 25% des bénéfices, le secteur sous contrôle étranger a un ratio de rotation de l'actif total plus de deux fois supérieur à celui du secteur canadien et sa rentabilité est plus élevée.

Parmi les 75,646 entreprises dont la propriété est connue, 3,573 appartiennent au secteur étranger. Ces groupes de sociétés sous contrôle étranger sont responsables de 34.7% de toutes les ventes canadiennes, de 30.4% de l'actif, de 44.7% des bénéfices et de 78.3% des paiements aux non-résidents.

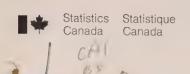
Au sein du secteur étranger, les sociétés sous contrôle américain ont maintenu leur position de force, s'accaparant 75% de l'actif, 80% des ventes et 85% des bénéfices (en hausse de 1 point sur 1976).

Le numéro de 1977 de la publication <u>Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers</u>, partie I - Corporations (n⁰ 61-210 au catalogue) coûte \$15. Pour l'obtenir, s'adresser à la Distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0Z6.

Pour plus de renseignements, communiquer avec:

Peter Blitt ou Ross Vani Division des finances des entreprises Statistique Canada Ottawa K1A OZ6 (613) 995-9804





JAN 21 1980

TOP 500 LEAD ECONOMIC ADVANCE

The leading 500 non-financial enterprises accounted for 53% of sales, 66% of profits and 65% of total assets in 1977. The sales and asset figures were up marginally from 1976 while the profit share represented a 2 percentage point improvement.

The leading 500 represent less than $\frac{1}{4}$ of one percent of all such enterprises operating in Canada. The foreign-controlled sector was dominant and accounted for 280 of the 500, up from 275 in 1976.

The figures are contained in the Corporations and Labour Unions Returns Act Report for 1977, Part I, released today in Ottawa. The report covers the activity of 249,337 non-financial enterprises.

Much of the year's economic advance could be attributed to the activity of the 500 leading enterprises, especially the foreign sector. Within the foreign sector, the 280 enterprises within the top 500 accounted for 90 per cent of the growth in assets, 90 per cent of the increase in sales and 101 per cent of the increase in profits. Within the Canadian-controlled sector, the 220 remaining enterprises within the top 500 accounted for 65 per cent of the year's increase in assets, 39 per cent of the growth in sales and 92 per cent of the increase in profits.



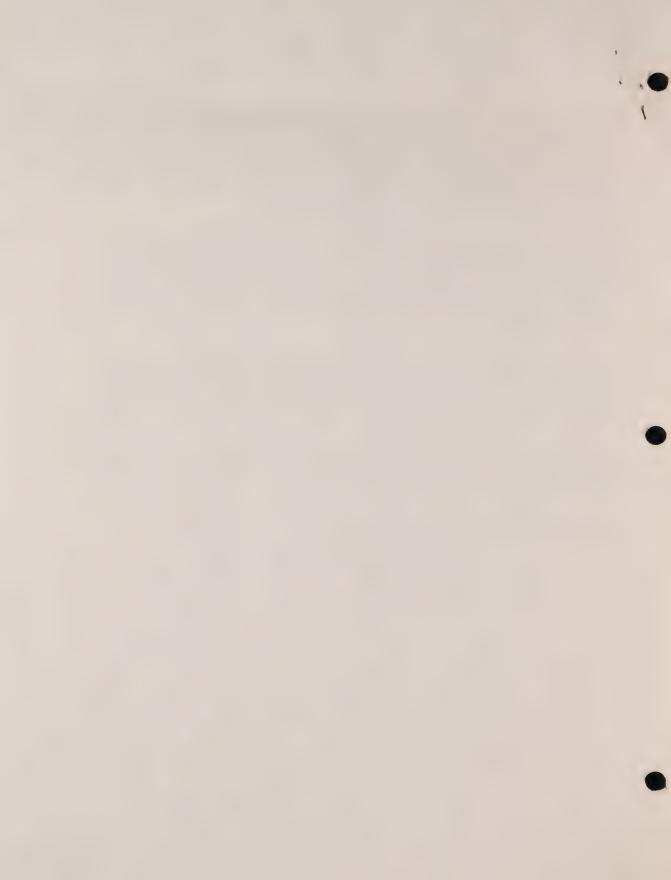
Differences between Canadian- and foreign-controlled enterprises were particularly evident in the leading 25. Within this group, which accounted for 21 per cent of total sales, 29 per cent of assets, and 25 per cent of profits the foreign-controlled sector had a turnover ratio more than twice as high as its Canadian counterpart and was more profitable.

Among the 75,646 enterprises for whom ownership information was available, the foreign-controlled sector numbered 3,573. These foreign-controlled groups of companies accounted for 34.7 per cent of all Canadian sales, 30.4 per cent of assets, 44.7 per cent of profits and 78.3 per cent of payments to non-residents.

Within the foreign sector United States-controlled corporations maintained their dominant position, accounting for 75 per cent of assets, 80 per cent of sales and 85 per cent of profits (an increase of one percentage point from 1976).

Corporations and Labour Unions Returns Act, Report for 1977, Part I - Corporations (Catalogue Number 61-210) is available for \$15 from Publications Distribution, Statistics Canada, Ottawa, K1A 0Z6.

Further Information: Peter Blitt or Ross Vani, Business Finance Division, Statistics Canada, Ottawa, KIA 0Z6 (613) 995-9804



July 16, 1980 FOR IMMEDIATE RELEASE

HIGHLIGHTS OF BILL S-10 AN ACT TO AMEND THE CORPORATIONS AND LABOUR UNIONS RETURNS ACT (CALURA)

A bill to amend the Corporations and Labour Unions Returns Act (CALURA) has been tabled in the Senate.

Originally introduced in the 30th Parliament, the amendments underwent study in the House of Commons Standing Committee on Finance, Trade and Economic Affairs before dissolution. They were re-introduced in the 31st Parliament but consideration of the bill was not completed.

"I expect strong support for this bill in Parliament because we have had the opportunity to consider the views of all interested groups," stated the Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services and Minister responsible for Statistics Canada.

"The amendments will provide relief to tens of thousands of small Canadian-owned businesses that now spend considerable time and money in reporting to the federal government on their operations. Other provisions of the bill will enhance the government's understanding of the flow of technology into Canada, supply vital information on the extent of foreign ownership and control and provide a better picture of union activity," Mr. Blais added.

Part I of the Act - Corporations

. More than 70,000 small Canadian-owned corporations will be exempt from reporting under the Act by raising the requirement to report twenty fold, from the current \$250,000 in assets or \$500,000 in annual sales to \$5 million and \$10 million, respectively.



- . Consolidated financial statements will be obtained directly from enterprises through questionnaires. Eight existing questionnaires will be integrated into one to reduce the overall response burden and to provide data that are consistent and of high quality.
- . Information will be collected on technology transfers to Canada from abroad. This will assist in the understanding of the technology transfer process and in the formulation of effective industrial policies.
- . Access to data from corporations reporting under the Act will be granted to selected government officials for policy purposes, thereby reducing duplication of requests for data.

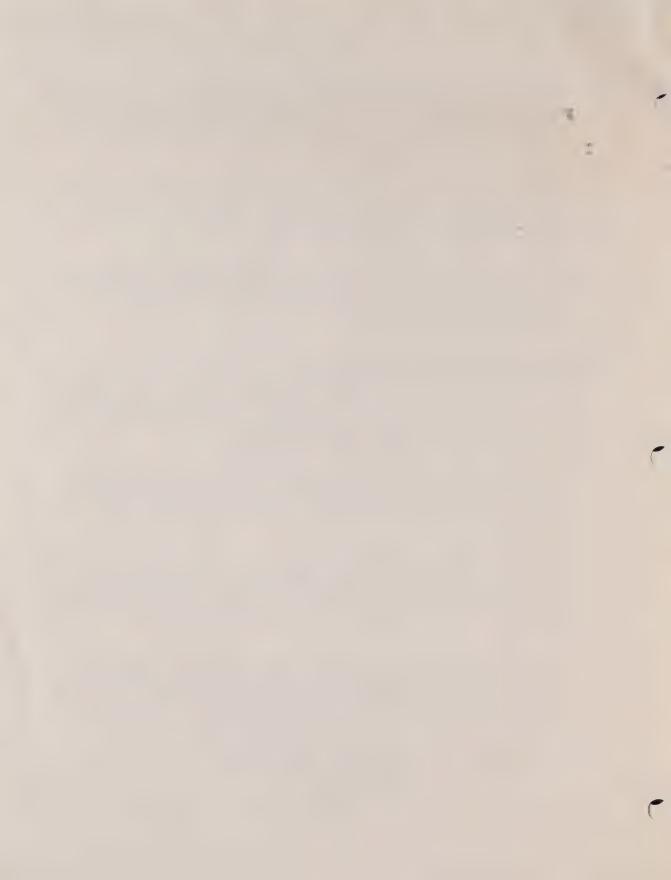
Part II of the Act - Labour Unions

- . The current definition of a labour union liable to report under the Act has been improved to cover <u>all</u> labour unions in Canada with 100 members or more resident in Canada. This will ensure the widest possible coverage and hence completeness of data on labour unions.
- . International unions will report all direct receipts from their Canadian affiliates and all expenditures directly attributable to their operations in Canada.
- . All unions will report information separately on each of their special funds, such as pension and strike funds. This will broaden the reporting of financial data and will permit a better presentation and analysis of union finances.
- . Membership data reported by individual unions will be made available to federal and provincial government departments for analysis and publication purposes, reducing possible duplication of reporting by union locals.

For further information: A.S. Foti, Business Finance Division Statistics Canada, Ottawa

(613) 996-2565

(613) 995-5947





BS

JAN 6 1981

LES FERMETURES D'USINES DÉPASSENT TRÈS LÉGÈREMENT LES

OUVERTURES DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

ET MINIÈRES DU CANADA

Un cinquième des usines manufacturières et minières du Canada exploitées par certaines grandes compagnies et entreprises ont fermé ou ont changé d'activité et se sont installées dans d'autres secteurs industriels au cours d'une période de six ans, mais ces chiffres ont été presque comblés par des usines nouvelles, selon une nouvelle étude de Statistique Canada intitulée Fusions, ouvertures et fermetures d'usines des grandes entreprises transnationales et autres, 1970-1976.

L'étude porte sur plus de 26,000 usines, représentant près de 98% de la valeur totale de la production des industries manufacturières et minières pour les six années considérées.

Sur les 26,419 usines en cause, 5,230 ont fermé ou ont servi à d'autres utilisations dans les deux secteurs étudiés. Il y a eu par ailleurs 4,641 ouvertures d'usines nouvelles ou transferts d'usines en provenance d'autres secteurs.



La valeur de la production en 1976 est attribuable à 82% aux usines qui sont restées auprès de la même entreprise pendant toutes la période étudiée; 9% sont attribuables aux usines qui ont changé de propriétaire et 9% sont imputables aux nouvelles usines.

Un quart des 16,064 compagnies possédant des usines dans ces deux secteurs en 1976 étaient des firmes nouvelles depuis 1970, et même si leur part de la production totale de toutes les industries étudiées n'est que de 5%, elles ont compté pour 40% de toutes les créations et 20% de toutes les acquisitions d'usines entre 1970 et 1976.

On peut se procurer la publication Fusions, ouvertures et fermetures d'usines des grandes entreprises transnationales et autres, 1970-1976 (n° 67-507 au catalogue, Canada \$7.00/Autres pays \$8.40) auprés de la Distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa, KIA OV7, ou auprès des agents autorisés du gouvernement ou d'autres librairies.

Pour d'autres renseignements, s'adresser à: John McVey, Chef, Section des entreprises multinationales, Division des flux financiers et des entreprises multinationales, (613) 995-1073.

(Ce communiqué est disponible en anglais)



CAI SS JAN 6 1981

CANADIAN-CONTROLLED FIRMS MORE ACTIVE THAN FOREIGN CONCERNS IN PLANT TAKEOVERS

Takeovers of manufacturing and mining plants in Canada by Canadian-controlled companies outstripped those by foreign-controlled from 1970 to 1976, particularly during the latter half of this period.

This picture emerges in a new Statistics Canada study, Mergers, Plant Openings and Closings of Large Transnationals and Other Enterprises, 1970-1976.

The study covers more than 26,000 plants representing close to 98 percent of the total value of production in the manufacturing and mining sectors for the six years.

FIRA A FACTOR?

In the three years 1974-1976, 428 manufacturing or mining plants were acquired by Canadian-controlled companies, as against 286 in the previous three years. In contrast, 313 plants were purchased by foreign-controlled interests in 1974-1976, only four more than in the previous three years.



The changing pattern of Canadian versus foreign acquisitions co-incides with the creation of the Foreign Investment Review Agency. The Statistics Canada study suggests that at least part of the change may be due to the introduction of the investment review legislation.

Further evidence of this trend is seen by looking at the size of the plant acquisitions. The 1976 production value of the plants acquired between 1971-1973 by Canadian-controlled enterprises amounted to \$1,980 million in contrast to the \$3,778 million for those plants acquired between 1974-76. Production of those plants purchased by foreign interests in the period 1970-73 was valued in 1976 at \$1,911 million, against \$1,486 million for those acquired between 1974-76.

In terms of number of plants, some shift in balance towards foreign control was evident from the net divestment of plants. Canadian-controlled firms divested themselves of 920 plants and acquired 714, foreign firms sold 416 and acquired 622. Growth due to new plant openings and transfers from other industries, however, was significantly in favour of Canadian-controlled firms.

THE IMPACT OF CHANGE ON CONTROL

Over the period 1970 to 1976 the sectors with the highest levels of foreign control grew the fastest and sectors with the lowest levels grew the least.

In Ontario, which accounted for about half the value of production in 1976 of those firms included in this study, and which had the highest proportion of foreign control, plant openings and acquisitions were relatively less important



than in other regions, particularly for the foreign-controlled firms. Of the openings and acquisitions in the Atlantic region and Quebec, over half the value of their production was attributable to firms new to the region; this was very pronounced in the Atlantic region.

Foreign control grew the most between 1970 and 1976 in the West and Quebec, which were the two areas where it was the lowest in 1970. It grew the least in Ontario, the area where it was the highest in 1970. As a result the rates of foreign control among the four regions were less divergent in 1976, though that of Ontario continued to be considerably higher than those of the other three regions.

The growth over the period 1970 to 1976 measured by employment, to eliminate the inflationary element present in using value of production, reveals foreign-controlled firms in mining and manufacturing growing by five percent, compared with seven percent for Canadian-controlled.

Mergers, Plant Openings and Closings of Large Transnationals and Other Enterprises, 1970-1976, (Cat. No. 67-507, \$7 in Canada) is available from Publications Distribution, Statistics Canada, Ottawa, KIA OV7 or from authorized government agents or other booksellers.

Further information: John McVey, Chief, Multinational Enterprises Section,

Financial Flows and Multinational Enterprises Division,

(613) 995-1073.

(This release is also available in French)



JAN 6 1981

LES FIRMES SOUS CONTRÔLE CANADIEN SONT PLUS ACTIVES

QUE LES GROUPES ÉTRANGERS POUR CE QUI EST DU

NOMBRE DE PRISES DE CONTRÔLE

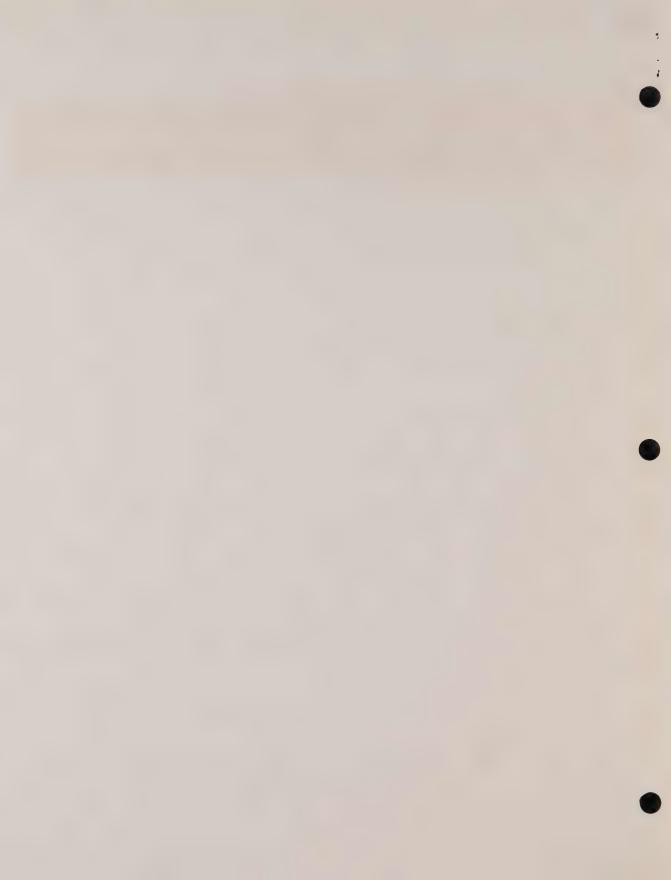
Les prises de contrôle au Canada d'usines manufacturières et minières par les compagnies sous contrôle canadien ont dépassé celles par des firmes sous contrôle étranger entre 1970 et 1976, en particulier au cours de la deuxième moitié de cette période.

C'est l'image d'ensemble qui se dégage d'une nouvelle étude de Statistique Canada intitulée Fusions, ouvertures et fermetures d'usines des grandes entreprises transnationales et autres, 1970-1976.

L'étude porte sur plus de 26,000 usines, qui représentent près de 98% de la valeur totale de la production des industries manufacturières et minières au cours de cette période de six ans.

RÔLE DE LA LOI SUR L'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

De 1974 à 1976, les compagnies sous contrôle canadien ont acquis 428 usines manufacturières ou minières, comparativement à 286 au cours des trois années



précédentes. Par contre, les intérêts sous contrôle étranger ont acheté 318 usines en 1974-1976, soit quatre de plus seulement qu'au cours de la période triennale précédente.

L'évolution des acquisitions par des intérêts canadiens et des intérêts étrangers coîncide avec la création de l'Agence de l'examen de l'investissement étranger. L'étude de Statistique Canada laisse entendre qu'au moins une partie de cette évolution peut s'expliquer par l'introduction de la Loi.

Une autre preuve de cette tendance est fournie par l'examen de la taille des acquisitions d'usines. La valeur de la production de 1976 des usines acquises entre 1971 et 1973 par des entreprises sous contrôle canadien a atteint \$1 980 millions, comparativement à \$3 778 millions pour les usines acquises entre 1974 et 1976. La production des usines achetées par des intérêts étrangers au cours de la période 1970-1973 était évaluée en 1976 à \$1 911 millions, comparativement à \$1 486 millions pour les acquisitions faites entre 1974 et 1976.

En ce qui concerne le nombre d'usines, les aliénations nettes d'usines permettent de faire ressortir une certaine évolution de l'équilibre vers le contrôle étranger. Les firmes sous contrôle canadien ont aliéné 920 usines et en ont acquis 714, tandis que les firmes étrangères devaient vendre 416 usines et en acquérir 622. La croissance imputable à l'ouverture et au transfert de nouvelles usines en provenance d'autres secteurs, toutefois, penche manifestement en faveur des firmes sous contrôle canadien.



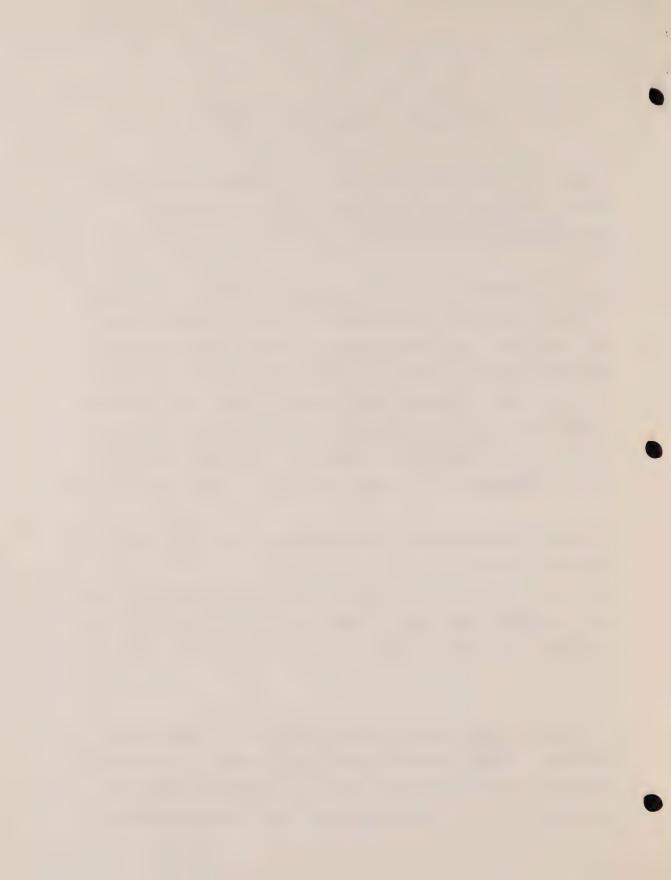
LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT DE CONTRÔLE

De 1970 à 1976, ce sont les secteurs où le contrôle étranger était le plus élevé qui ont accusé la plus forte croissance, et les secteurs où ce niveau était le moindre qui ont accusé la croissance la plus faible.

En Ontario, province qui compte pour la moitié de la valeur de la production en 1976 dans le cas des firmes étudiées et où le degré de contrôle étranger est le plus élevé, les créations et les acquisitions d'usines ont été relativement moins importantes que dans les autres régions, en particulier pour les firmes sous contrôle étranger. Dans le cas des créations et des acquisitions d'usines dans la région de l'Atlantique et au Québec, plus de la moitié de la valeur de leur production est attribuable aux firmes nouvelles dans la région; ce phénomène est très prononcé dans le cas de la région de l'Atlantique.

Le contrôle étranger a accusé de fortes progressions entre 1970 et 1976 dans l'Ouest et au Québec, régions où il était le plus faible en 1970. Il a progressé le moins en Ontario, région où il était le plus élevé en 1970. Les taux de contrôle étranger entre les quatre régions sont par conséquent moins divergents en 1976, même si l'Ontario continue à dépasser de loin les autres régions.

La croissance au cours de la période 1970-1976 mesurée par l'emploi, afin d'éliminer l'élément inflationniste présent dans la valeur de la production, montre que les firmes sous contrôle étranger des industries manufacturières et minières ont crû de 5%, comparativement à 7% dans le cas des firmes sous



contrôle canadien.

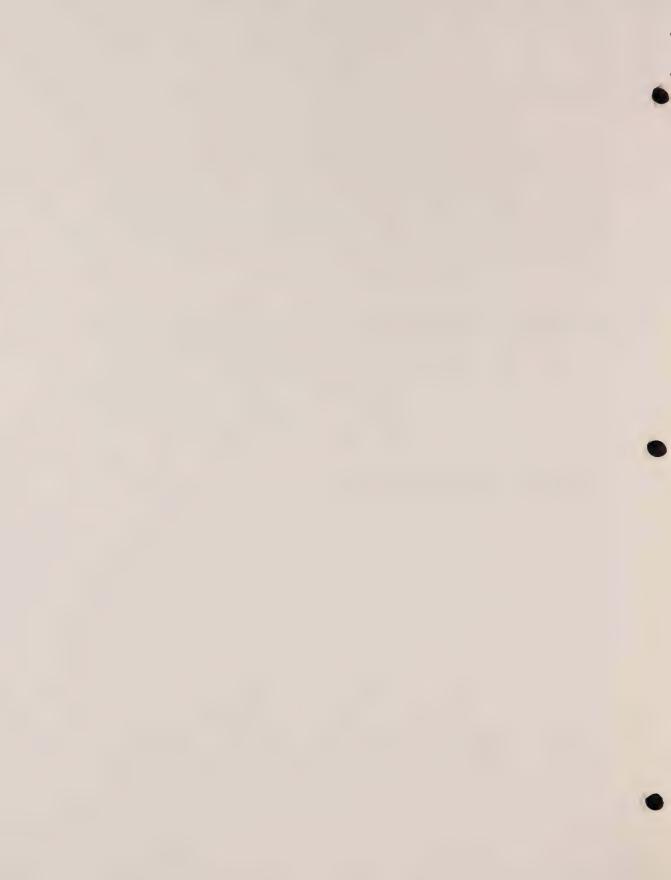
On peut se procurer la publication Fusions, ouvertures et fermetures d'usines des grandes entreprises transnationales et autres, 1970-1976 (n° 67-507 au catalogue, Canada \$7.00/Autres pays \$8.40) auprès de la Distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa KIA OV7, ou auprès des agents autorisés du gouvernement et des autres librairies.

Pour d'autres renseignements, s'adresser à: John McVey, Chef, Section des entreprises multinationales,

Division des flux financiers et des entreprises multinationales,

(613) 995-1073.

(Ce communiqué est disponible en anglais)





271 PS -1521 JAN 6 1981

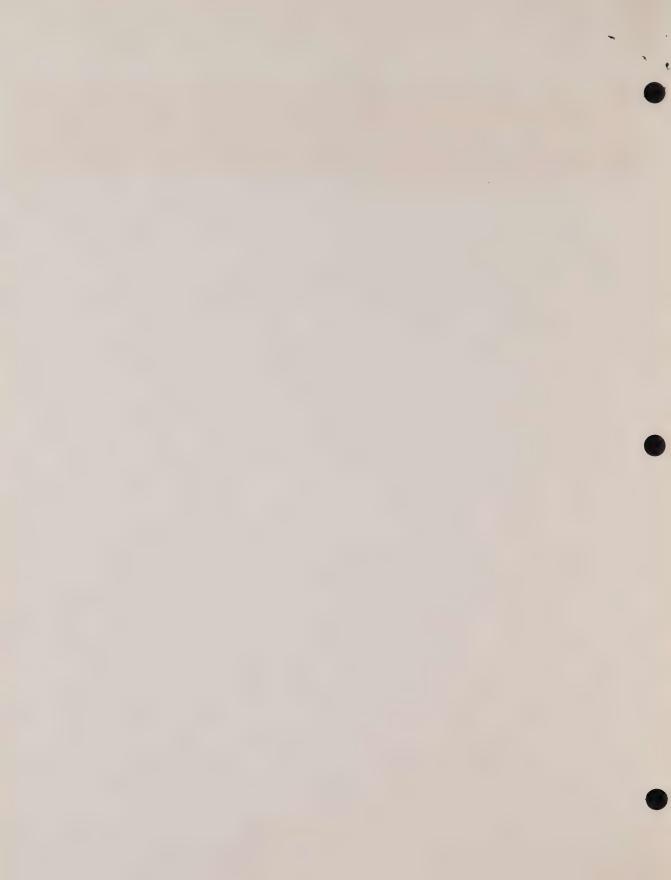
PLANT CLOSINGS NARROWLY OUTNUMBER PLANT OPENINGS
IN CANADA'S MANUFACTURING AND MINING INDUSTRIES

One fifth of Canada's manufacturing and mining plants operated by selected larger companies and enterprises closed down or transferred operations to other industries during a six-year period but these numbers were almost made up by added plants, according to a new Statistics Canada study, Mergers, Plant Openings and Closings of Larger Transnationals and Other Enterprises, 1970-1976.

The study covers more than 26,000 plants representing close to 98 per cent of the total value of production in the manufacturing and mining industries for the six years.

Of 26,419 plants, 5,230 closed down or were put to different uses outside the two industries. Another 4,641 were new plants opened, or plants transferring from other industries.

The value of production in 1976 was 82 per cent attributable to plants that remained within the same enterprises over the entire six-year period, a further nine per cent to plants which underwent changes of ownership and



another nine per cent to new plants.

Fully one quarter of the 16,064 companies owning plants in these two industries in 1976 were new to the manufacturing and mining industries since 1970. Although their output accounted for just five per cent of the total for these industries, the newcomers were responsible for 40 per cent of all additional plants and 20 per cent of plant acquisitions over the six years.

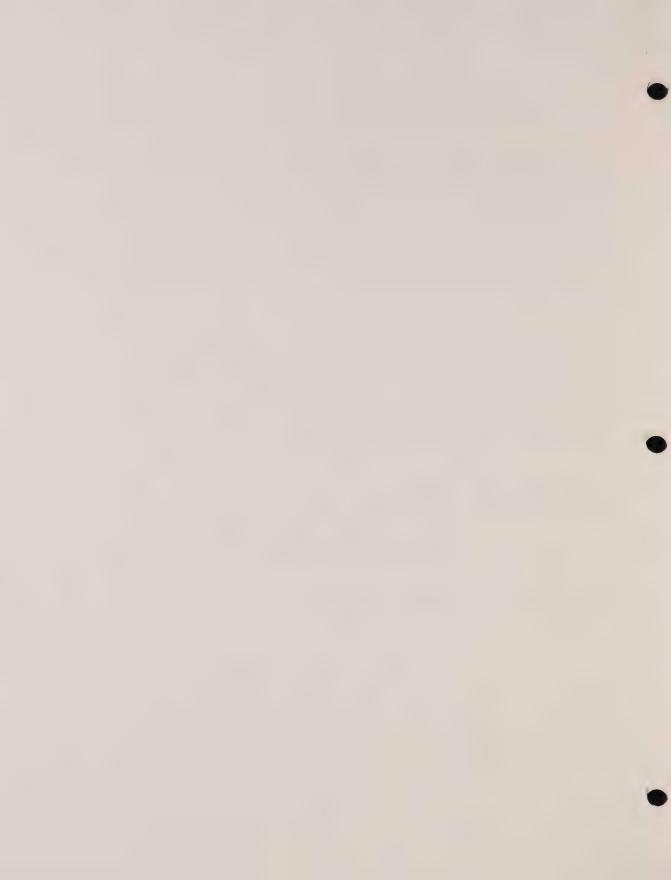
Mergers, Plant Openings and Closings of Large Transnationals and Other Enterprises, 1970-1976, (Cat. No. 67-507, \$7 in Canada) is available from Publications Distribution, Statistics Canada, Ottawa, K1A OV7 or from authorized government agents or other booksellers.

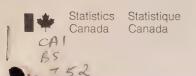
Further information: John McVey, Chief, Multinational Enterprises

Section, Financial Flows and Multinational

Enterprises Division, (613) 995-1073.

(This release is also available in French)

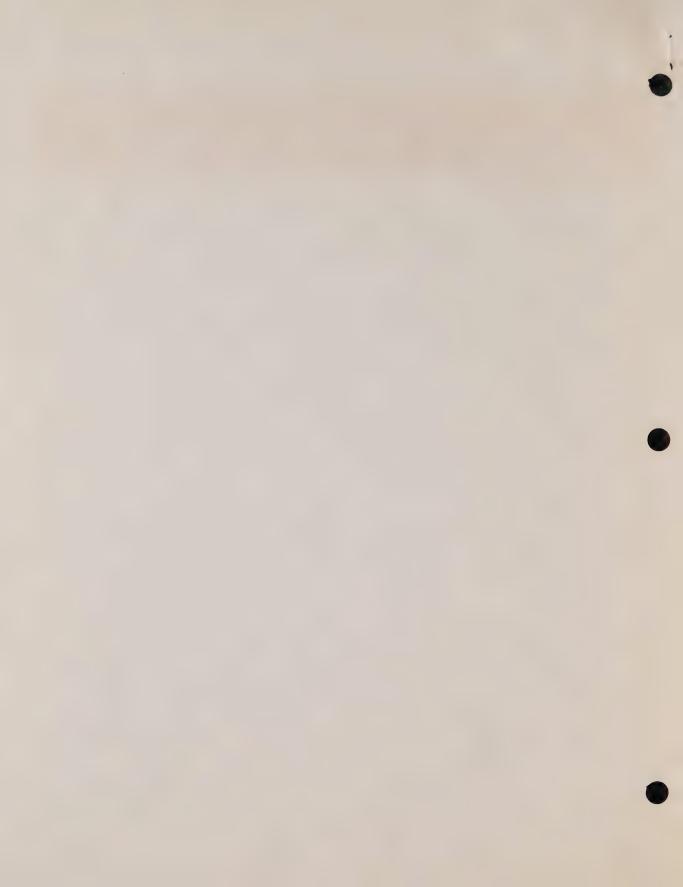




January 3, 1980.

The Honourable Sinclair Stevens, Minister responsible for Statistics Canada, announced today that Sir Claus Moser, recently retired Head of the Central Statistical Office in the United Kingdom, and a team of four renowned statistical experts from the United States will conduct a study of the methodology used in the production of certain key statistical series published by Statistics Canada. The intention to proceed with such a professional review was originally announced by Mr. Stevens in the House of Commons on December 10th when he discussed various steps to address recent criticisms of the national statistical agency and to reaffirm confidence in its products.

The review is to address the statistical practices of Statistics Canada in relation to appropriate international standards. The scope of the study is to include the System of National Accounts and its various inputs, international trade statistics, the consumer price index and labour force statistics. The review will be concluded with a report on the matters addressed to be submitted by mid-February 1980.



Sir Claus Moser is to initiate, direct and conclude the study while the other team members are each to address specific areas of concern. Dr. Richard Ruggles, Professor Emeritus in Economics at Yale University, will be concentrating on the system of National Accounts with particular reference to the difficulties experienced in estimating labour income in the 1970s. Mr. Joel Popkin, who was Assistant Commissioner of the Bureau of Labor Statistics in charge of price statistics, as well as a senior staff member of the President's Council of Economic Advisers and the National Bureau of Economic Research, will focus on the Consumer Price Index. Dr. Margaret Martin, currently President of the American Statistical Association, who for much of her career was the Co-ordinator of Labor Statistics within the entire U.S. statistical system, will examine and address issues relating to statistics on the labour force, both those produced through the employment surveys and the household labour force survey. Finally, Mr. Joe Waksberg, past Associate Director of the Bureau of Census, in charge of all survey design and methodological work, will review import and export statistics and serve as an adviser on methodology.

Mr. Stevens repeated that while many of Statistics Canada's alleged problems appeared to be concerned with human relationships and attitudes and not with the basic methodologies used by the agency, a full and constructive review is necessary at this time to ensure that users can continue to have the faith and confidence in the agency's products that are critical to so many programs and decisions throughout Canada.





FOR IMMEDIATE RELEASE
December 16, 1980

HIGHLIGHTS OF THE
CORPORATIONS AND LABOUR UNIONS RETURNS ACT
REPORT FOR 1978, PART I — CORPORATIONS

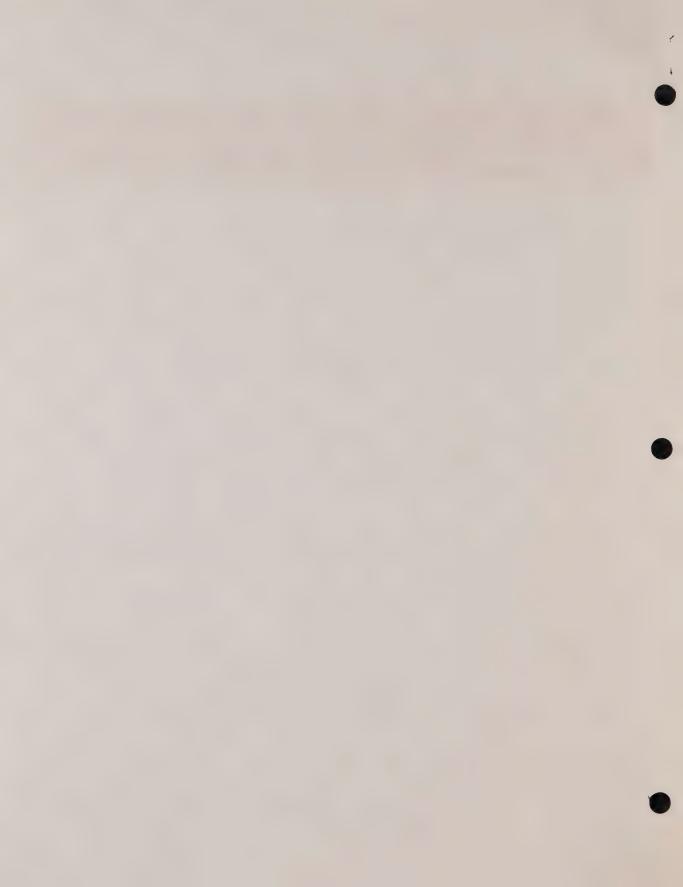
The leading 500 non-financial enterprises in Canada accounted for 53 per cent of sales, 66 per cent of profits, 66 per cent of assets and 72 per cent of payments to non-residents in 1978. The foreign-controlled sector was dominant within the leading 500, in financial terms, and accounted for 274 enterprises.

Differences between Canadian-and foreign-controlled enterprises were particularly evident in the leading 25 enterprises. Within this group, which accounted for 22 per cent of total sales, 31 per cent of assets, and 27 per cent of profits, the foreign-controlled sector had a turnover ratio (sales/assets) over twice as high as its Canadian counterpart and was more profitable.

The figures are contained in the Corporations and Labour Unions Returns Act Report for 1978, Part I — Corporations, tabled in Parliament by the Hon. Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services and Minister responsible for Statistics Canada. The report covers the activity of 264,940 non-financial enterprises.

Some of the highlights of the report:

. In 1978, assets of foreign-controlled non-financial corporations rose by 7.0 per cent to \$99.2 billion while those of Canadian-controlled corporations



advanced 15.5 per cent to \$231.1 billion. The share of total assets held by the foreign-controlled group declined by 1.5 percentage points to 28.9 per cent.

- . Foreign-controlled non-financial corporations reported sales in 1978 of \$136.0 billion, up 10.6 per cent from 1977, while sales of Canadian-controlled corporations increased 16.7 per cent to \$244.3 billion. The foreign-controlled share declined by a full percentage point in 1978 to 33.8 per cent.
- . Profits earned by foreign-controlled corporations rose by 7.4 per cent in 1978 to \$9.8 billion while those of corporations identified as Canadian-controlled rose by 47.6 per cent to \$15.7 billion. The share of profits of foreign-controlled corporations, at 37.2 per cent, was down by 7.6 percentage points from 1977.
- . Within the foreign sector, corporations classified to United States control maintained their dominant position in 1978, accounting for 74.2 per cent of the assets, 78.4 per cent of the sales and 83.7 per cent of the profits of foreign-controlled, non-financial firms.
- . Payments to non-residents totalled \$4,899 million in 1978, up \$881 million from 1977: interest payments increased by \$126 million to \$1,008 million; dividend payments rose by \$400 million to \$1,860 million and business service payments were up \$353 million to \$2,030 million.
- . Takeovers, acquisitions, mergers, amalgamations and other corporate re-organizations had a significant impact on the extent of foreign control in several industries in 1978. The most notable of these was Petro-Canada's acquisition of Pacific Petroleums Ltd.

Corporations and Labour Unions Returns Act, Report for 1978, Part I — Corporations (catalogue number 61-210) is available for \$15 from Publications Distribution, Statistics Canada, Ottawa K1A OV7.

Further information: Peter Blitt or Ross Vani,
Business Finance Division,
Statistics Canada,
Ottawa KIA OZ6

(613) 995-9804



POUR PUBLICATIONS IMMÉDIATE le 16 décembre 1980

FAITS SAILLANTS CONCERNANT LA

LOI SUR LES DÉCLARATIONS DES CORPORATIONS ET DES SYNDICATS OUVRIERS
RAPPORT POUR L'ANNÉE 1978, PARTIE 1 - CORPORATIONS

En 1978, les 500 plus importantes entreprises non financières ont rendu compte de 53 % des ventes, de 66 % des bénéfices, de 66 % de l'actif et de 72 % des paiements versés aux non-résidents. En termes financiers, le secteur sous contrôle étranger dominait le groupe des 500 entreprises plus importantes et comptait 274 d'entre elles.

Les différences entre les entreprises canadiennes et les sociétés sous contrôle étranger ressortent encore plus à l'examen des 25 entreprises les plus importantes. Dans ce dernier, qui était responsable de 22 % des ventes totales, de 31 % de l'actif et de 27 % des bénéfices, le secteur sous contrôle étranger a enregistré un ratio chiffre d'affaires/actif plus de deux foix supérieur à celui du secteur canadien ainsi qu'un meilleur taux de rentabilité.

Ces chiffres figurent à la partie 1 (Corporations) du rapport de 1978 sur la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, déposé en Chambre par l'Hon. Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services et ministre responsable de Statistique Canada. Le rapport étudie l'activité de 264,940 entreprises non financières.

Voici quelques-uns des points saillants du rapport:

- En 1978, l'actif des sociétés non financières sous contrôle étranger s'est accru de 7 % pour passer à \$99.2 milliards tandis que celui des sociétés sous



contrôle canadien a progressé de 15.5 % et a atteint \$231.1 milliards. La part de l'actif total détenu par le groupe sous contrôle étranger a fléchi de 1.5 point pour s'établir à 28.9 %.

- En 1978, les sociétés non financières sous contrôle étranger ont déclaré des ventes de \$136 milliards, une hausse de 10.6 % par rapport à 1977, alors que les ventes des sociétés sous contrôle canadien ont augmenté de 16.7 % et sont passées à \$244.3 milliards. La part du secteur étranger a baissé d'un point et s'est stabilisée à 33.8 %.
- En 1978, les bénéfices réalisés par les sociétés contrôlées à l'étranger ont grimpé de 7.4 % pour se chiffrer à \$9.8 milliards, tandis que ceux des sociétés classées sous contrôle canadien ont crû de 47.6 % pour se situer à \$15.7 milliards. La part des bénéfices des sociétés sous contrôle étranger s'établissait à 37.2 %, une baisse de 7.6 points par rapport à 1977.
- Dans le secteur étranger, les sociétés classées sous contrôle des États-Unis ont continué à dominer en 1978, rendant compte de 74.2 % de l'actif, de 78.4 % des ventes et de 83.7 % des bénéfices des entreprises non financières sous contrôle étranger.
- En 1978, les paiements versés aux non-résidents se sont élevés à \$4,899 millions, une augmentation de \$881 millions par rapport à 1977: les paiements d'intérêts ont connu une hausse de \$126 millions et se sont fixés à \$1,008 millions; les paiements de dividendes se sont accrus de \$400 millions pour passer à \$1,860 millions et les paiements au titre des services commerciaux ont progressé de \$353 millions pour s'établir à \$2,030 millions.
- En 1978, prises de contrôle, acquisitions, fusions et autres réorganisations de sociétés ont eu des incidences significatives sur le niveau de participation étrangère dans plusieurs industries. L'acquisition de Pacific Petroleums Ltd. par Pétro-Canada a été la plus notable.



On peut se procurer le "Rapport de 1978 sur la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Partie 1 - Corporations" (n^0 61-210 au catalogue) pour la somme de \$15 en s'adressant à la Section de la distribution des publications, Statistique Canada, Ottawa KIA OV7.

Pour plus de renseignements s'adresser à: Peter Blitt ou Ross Vani,
Division des finances des entreprises,
Statistique Canada,
Ottawa K1A OZ6
(613) 995-9804

(Ce communiqué est disponible en anglais)



Information

SELECTED FINANCIAL AND OPERA-TIONAL RATIOS - SPECIAL TRADE CONTRACTORS.

1979

Special Trade Contractors comprise one component of the Construction Industry census program being conducted by Statistics Canada. This program was initiated in response to various governmental and non-governmental demands to substantially improve the quality and quantity of statistical information on the Construction Industry. For census purposes the industry has been delineated into seven sectors comprising some 40 sub-industry groups. The seven sectors are:

Catalogue

64 - 204	The Mechani	ical Contracting	Industry
0 1 20 1	Yare Tive Court	Garriage Constitution Constitution	ALL COULD'S

64 - 205 The Electrical Contracting Industry

64 - 206 The Highway, Road, Street and Bridge Contracting Industry

64 - 207 The Non-Residential General Building Contracting Industry

The Residential General Building Con-64 - 208 tracting Industry

The Heavy Engineering Contracting In-64 - 209 dustry

The Special Trades Contracting Industry. 64 - 210

For each of these sectors, a separate census has been developed.

A common core of statistical data is being collected for each census. Included is financial information relating to the profit and loss and balance sheet statements; "labour data" such as manhours worked, number of salaried employees and operational and organizational data such as - types of construction performed by province and size group, structure, type of work and legal entity.

The data can be used by private industry in market studies and in cost and profitability analyses. In addition, it will provide governments with information for the development and improvement of

QUELOUES PROPORTIONS FINANCIÈRES ET D'EXPLOITATIONS - ENTREPRENEURS MÉTIERS SPÉCIALISÉS

1979

Le recensement des entrepreneurs en métiers spécialisés est un élément du programme de recensement de l'industrie de la construction que Statistique Canada mène actuellement. Ce programme a été lancé pour donner suite aux différentes demandes des secteurs publics et privés en vue d'améliorer de façon appréciable la qualité et la quantité des données statistiques recueillies sur l'industrie de la construction. Aux fins du recensement, l'industrie a été divisée en sept secteurs comportant quelque 40 sous-groupes. Ces sept secteurs sont:

Catalogue

Les entrepreneurs d'installations mécaniques

64 - 205 Les entrepreneurs d'installations électriques

64 - 206 Les entrepreneurs de grande route, chemin, rue et pont

64 - 207 Les entrepreneurs généraux en bâtiments nondomiciliaires

64 - 208 L'industrie des entreprises générales en construction domiciliaire

64 - 209 L'industrie des entrepreneurs en gros travaux de

64 - 210 L'industrie des entrepreneurs en métiers spécialisés.

Un recensement distinct de chacun de ces secteurs a été effectué.

On recueille présentement un noyau commun de données statistiques pour chaque recensement. On y trouve les données financières contenues dans les états de profits et pertes et les bilans, les données sur la main-d'oeuvre telles que le nombre d'heures-hommes travaillées, le nombre d'employés salariés ainsi que des données d'exploitation et structurelles comme le genre de construction exécutée par province et par tranche de taille, la structure, la nature des activités et les formes juridiques.

Les données pourront être utilisées par l'entreprise privée dans des études de marché et des analyses de coûts et de rentabilité. De plus, elles fourniront aux administrations publiques les renseignements nécessaires à l'élaboration

January 1981

economic measures such as productivity, prices, output and national product. This information, coupled with other data, will help governments and industry assess the impact of monetary and fiscal policies on the industry in terms of employment, capital investment, industry cyclical patterns, regional expansion and prices.

This release provides information from a sample of some 2,319 establishments primarily engaged in special trades construction during 1979. The sample, which contains businesses having gross business income of \$500,000 or more during 1979 reported total operating revenue of \$4,565 million. It is anticipated that full census data for this sector will be available by mid-1981. It is felt, however, that the sample from which the information in the accompanying tables is derived, is large enough to permit the release of ratios which will not vary appreciably from those based on the completed census. It should be mentioned that similar historical data is currently available for the Mechanical sub-group of Special Trade Contractors covering the period 1967 to 1978 (Statistics Canada, annual, Catalogue 64-204), for Electrical Contractors covering the period 1969 to 1978 (annual, Catalogue 64-205), and for other Special Trade Contractors covering the period 1975 to 1978 (annual, Catalogue 64-210).

Table 1 of this bulletin presents a series of financial ratios by trade specialization based on data collected from the profit and loss and balance sheet statements. Table 2, provides additional operational information in ratio form related to revenues, costs, profit and loss classified by trade specialization. Also included in this table are distributions of output by principal and other trade work performed, by type of construction, and by type of work.

For the purpose of this census, the Special Trade Contracting Industry is defined as all businesses whose principal revenue arises from the provision of specialized construction services or inputs (typically, but not always, under sub-contracts to General Contractors). In addition to construction work on new structures, this industry is engaged in additions, renovations, alterations and repairs to structures. The information provided relates to the calendar year 1979, but for companies not using the calendar year for accounting purposes, fiscal periods ending between April 1, 1979 and March 31, 1980 are included.

Further information. Requests for further information or suggestions, should be addressed to RZ. Dubeau, Construction Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0Z6 (telephone 995-8192, area code 613).

The co-operation of contractors in the Special Trade Contracting Industry is gratefully acknowledged. Their early response to the census made this publication possible.

et à l'amélioration de mesures économiques comme la productivité, les prix, la production et le produit national. Ces données, combinées à d'autres, aideront les administration publiques et l'industrie de la construction à évaluer l'impact des politiques monétaires et fiscales sur l'emploi, les immobilisations et le comportement cyclique de l'industrie, ainsi que sur son expansion régionale et ses prix.

On trouvera ici des renseignements fondés sur un échantillon de 2,319 entreprises intéressées principalement par les métiers spécialisés de la construction. L'échantillon regroupe des entreprises dont le revenu brut a été de \$500,000 ou plus en 1979 et dont le revenu d'exploitation total s'est élevé à \$4,565 millions. Les données complètes du recensement de ce secteur devraient paraître vers la mi-1981. On crois toutefois que l'échantillon utilisé pour recueillir les données des tableaux annexés est suffisamment grand pour qu'on puisse publier ces données sous forme de ratios financiers sans craindre qu'elles s'écartent trop de celles qui seront fondées sur le recensement complet. Il convient de signaler qu'il existe des données chronologiques samblables sur les entrepreneurs d'installations mécaniques, un sous-ensemble du groupe des entrepreneurs spécialisés, pour la période allant de 1967 à 1978 (publication annuelle nº 64-204 au catalogue de Statistique Canada), sur les entrepreneurs d'installations électriques pour la période de 1969 à 1978 (publication annuelle no 64-205 au catalogue), et sur les entrepreneurs en métiers spécialisés pour la période de 1975 à 1978 (publication annuelle nº 64-210 au catalogue de Statistique Canada).

Le tableau 1 du présent bulletin présente une série de ratios financiers calculés d'après les données recueillies des états des profits et pertes et des bilans, selon les spécialisations professionnelles. Le tableau 2 présente des données d'exploitation supplémentaires sous forme de ratios financiers portant sur les revenus, les coûts, les bénéfices et les pertes classés par spécialisation. Ce tableau fournit aussi la répartition de la production selon le principal genre de travail spécialisé et les autres genres de travaux exécutés selon le genre de construction et selon le genre d'activité.

Aux fins de ce recensement, on entend par "industrie des métiers spécialisés" toutes les entreprises dont le revenu principal provient de fournitures ou de services spécialisés de construction (généralement, mais pas toujours, en vertu de contrats avec des entrepreneurs généraux). Ces entreprises s'occupent non seulement de construire de nouvelles structures mais aussi d'effectuer des rajouts, des rénovations, des modifications et des réparations à des structures existantes. Les données publiées se rapportent à l'année civile 1979, mais on a aussi pris en compte les données des périodes fiscales se terminant entre le 1er avril 1979 et le 31 mars 1980 pour les entreprises qui ne fondent pas leur comptabilité sur l'année civile.

Autres renseignements. Adresser toute demande de renseignement ou toute suggestion à: R.Z. Dubeau, Division de la construction, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0Z6 (téléphone: 995-8192, indicatif régional 613).

Nous remercions les entrepreneurs en métiers spécialisés de leur collaboration. Leur promptitude à nous répondre nous a permis de faire paraître ce document.

TABLE 1. Summary of Financial Ratios for Special Trade Contractor Establishments Reporting Balance Sheet Information, Classified by Trade, Canada, 19791

TABLEAU 1. Sommaire des proportions financières des établissements des entrepreneurs de métiers spécialisés fournissant des données relatives au bilan, classés suivant le genre de travaux, Canada 1979¹

	Total	Mechanical tr	ades – Métiers mé	caniques			
Item — Détail		Plumbing	Dry heating and gas piping	Wet heating and air con- ditioning	Sheet metal and other duct work	Process piping	Automatic sprinkler systems
		Plomberie	Chauffage par voie sèche et conduites de gaz	Chauffage par voie hu- mide et cli- matisation	Conduites d'air en tôle et autres	Conduites industrielles	Systèmes d'extinction automatiqu d'incendie
	number -	- nombre					
Establishments – Total – Établissements	2,095	283	25	77	104	29	9
	per cent	- pourcentage					
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Equity — Capital	24.7	16.2	19.8	29.9	21.8	32.0	13.8
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Capital employed2 — Total — Capital investi ²	18.3	12.9	15.2	24.0	16.1	26.6	13.3
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte)							
Working capital ³ – Fonds de roulement ³	37.8	21.9	22.8	45.1	26.8	45.2	20.7
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Assets — Total — Actif	8.7	5.1	4.8	10.2	7.1	10.8	4.9
Fixed assets – Immobilisations Equity – Capital	50.3	35.0	33.0	40.3	40.5	41.6	34.6
Current liabilities – Passif à court terme Equity – Capital	150.2	190,9	281.9	169.2	171.7	175,5	177.6
Accounts receivable — Comptes à recevoir Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation	21.7	24.1	22.6	21.9	24.9	15.9	27.2
Current assets – Actif à court terme Assets – Total – Actif	75.7	83.8	89.3	80.2	82.5	83.3	86.8
Long-term liabilities – Passif à long terme Capital employed ² – Total – Capital investi ²	25.7	20.2	23.5	19.7	26.0	16.8	3.7
Capital Olipioyota - I Olia Capital Brook	timos f	'ain					
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Equity — Capital	times – f	7.1	10.5	7.2	7.0	11.6	6.7
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Capital employed ² — Total — Capital investi ²	4.7	5.7	8.0	5.8	5.2	9.6	6.4
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Working capital ³ – Fonds de roulement ³	9.7	9.6	12.1	10.9	8.6	16.4	10.0
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Fixed assets — Immobilisations	12.6	20.2	31.7	18.0	17.2	27.8	19.4
Current assets – Actif à court terme Current liabilities – Passif à court terme	1.4	1.4	1.3	1.4	1.5	1.4	1.4
Liabilities – Total – Passif Equity – Capital	1.8	2.2	3.1	1.9	2.1	2.0	1.8
Assets - Total - Actif	1.5	1.5	1.3	1.5	1.5	1.5	1.6

TABLE 1. Summary of Financial Ratios for Special Trade Contractor Establishments Reporting Balance Sheet Information, Classified by Trade, Canada, 19791 — Continued

TABLEAU 1. Sommaire des proportions financières des établissements des entrepreneurs de métiers spécialisés fournissant des données relatives au bilan, classés suivant le genre de travaux, Canada, 19791 – suite

	Mechanical trac	les – Métiers méca	niques		Electrical work	Water well drilling Creusage de puits arté- siens	Excavating and grading Excavation et nivellement
Item Détail	Commercial refrigeration	Environ- mental controls	Mill- wrighting and rigging	Thermal insulation	Travaux en électricité		
	Réfrigération commerciale	Systèmes de régulation automatique de l'environ-nement	Chantiers et montage de câbles	Isolation thermique			
	number - nom	bre					
Establishments - Total - Établissements	20	2	17	27	378	11	91
New years for the form that the first the firs	per cent - pour	centage					
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Equity — Capital	31.6	х	39.8	42.3	23.9	14.4	28.6
Net profit before tax (after loss) – Bénéfice net avant impôt (après perte)	26.9	x	27.1	39,9	17.8	8.4	15.3
Capital employed ² - Total - Capital investi ²				0,1,5		0.4	13.3
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Working capital ³ — Fonds de roulement ³	37.7	х	190.6	59.7	28.8	47.5	1,220.8
Net profit before tax (after loss) – Bénéfice net avant impôt (après perte)							
Assets – Total – Actif	14.1	х	10.0	18.4	8.0	4.8	8.7
Fixed assets – Immobilisations	21.5	x	96.1	24.4	34.8	127.8	162.1
Equity - Capital			70.1	24.4	37.0	127.6	102.1
Current liabilities – Passif à court terme Equity – Capital	106.3	x	249.7	124.2	163.3	128.8	140.4
Accounts receivable — Comptes à recevoir							
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	21.9	х	20.1	22.4	23.4	16.8	19.7
Current assets – Actif à court terme Assets – Total – Actif	84.9	x	68.3	84.7	82.8	53.2	43.6
Assets – Iotai – Actii							
Long-term liabilities – Passif à long terme Capital employed ² – Total – Capital investi ²	15.0	x	31.8	5.6	25.6	41.3	46.6
	times – fois						
Operating revenue — Total – Revenus d'exploitation Equity – Capital	5.3	x	9.2	5.4	7.2	4.9	5.0
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Capital employed ² — Total — Capital investi ²	4.5	х	6.3	5.1	5.3	2.8	2.7
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation							
Working capital ³ - Fonds de roulement ³	6.3	х	44.2	7.6	8.6	16.0	213.6
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	24.6	x	9.6	22.2	20.6	2.0	2.5
Fixed assets – Immobilisations			7.0	dia dare dar	20.6	3.8	3.1
Current assets – Actif à court terme Current liabilities – Passif à court terme	1.8	x	1.1	1.6	1.5	1.2	1.0
Liabilities – Total – Passif Equity – Capital	1.2	x	3.0	1.3	2.0	2.0	2.3
Assets - Total - Actif	1.8	v	1.2	1.0	1.0		
iabilities - Total - Passif	1.0	х	1.3	1.8	1.5	1.5	1.4

TABLE 1. Summary of Financial Ratios for Special Trade Contractor Establishments Reporting Balance Sheet Information, Classified by Trade, Canada, 19791 — Continued

TABLEAU 1. Sommaire des proportions financières des établissements des entrepreneurs de métiers spécialisés fournissant des données relatives au bilan, classés suivant le genre de travaux, Canada, 19791 — suite

	Pile driving, shoring, un- derpinning and caisson	Form work	Steel reinforcing	Concrete pouring and finishing	Damp- proofing	Structural steel erection	Masonry
Item — Détail	Battage de pieux, étayage, reprise en sous-oeuvre et caisson	Coffrage	Armature d'acier	Placement et finition de béton	Imperméa- bilisation	Érection de charpentes en acier	Maçonneri
	number - nor	nbre					
Establishments — Total — Établissements	12	37	14	80	3	26	99
	per cent - po	urcentage					
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Equity — Capital	22.4	9.1	2.0	9.8	24.9	22.1	28.6
Net profit before tax (after loss) – Bénéfice net avant impôt (après perte) Capital employed ² – Total – Capital investi ²	16.1	6.9	1.5	6.6	22.1	16.5	19.0
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Working capital ³ — Fonds de roulement ³	32.0	15.9	2,6	19.6	34.9	37.0	42.3
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Assets — Total — Actif	8.0	2.7	0.8	3.5	14.7	7.7	10.5
Fixed assets – Immobilisations Equity – Capital	61.6	58.0	34.2	54.2	38.8	61.5	61.5
Current liabilities — Passif à court terme Equity — Capital	141.1	199.5	131.7	134.8	57.1	153.7	122.7
Accounts receivable — Comptes à recevoir Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation	23.9	22.7	16.1	22.3	27.9	23.5	22.5
Current assets – Actif à court terme Assets – Total – Actif	75,3	77.3	78.9	65.5	75.8	74.2	69.7
Long-term liabilities – Passif à long terme Capital employed ² – Total – Capital Investi ²	28.2	24.5	24.4	32.1	11.0	25.4	33.5
Occasion annual Table Banana displainting	times - fois						
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation Equity - Capital	5.4	8.0	5.3	5.2	3.3	6.2	5.7
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Capital employed ² – Total – Capital investi ²	3.9	6.1	4.0	3.5	2.9	4.6	3.8
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Working capital ³ — Fonds de roulement ³	7.7	14.1	6.9	10.4	4.6	10.4	8.4
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Fixed assets — Immobilisations	8.7	13.9	15.4	9.6	8.4	10.1	9.2
Current assets – Actif à court terme Current liabilities – Passif à court terme	1.5	1.3	1.6	1.4	2.2	1.4	1.6
Liabilities – Total – Passif Equity – Capital	1.8	2.3	1.6	1.8	0.7	1.9	1.7
Assets - Total - Actif Liabilities - Total - Passif	1.6	1.4	1.6	1.5	2.4	1.5	1.6

TABLE 1. Summary of Financial Ratios for Special Trade Contractor Establishments Reporting Balance Sheet Information, Classified by Trade, Canada, 19791 Continued

TABLEAU 1. Sommaire des proportions financières des établissements des entrepreneurs de métiers spécialisés fournissant des données relatives au bilan, classés suivant le genre de travaux, Canada, 1979 1 — suite

	Tiling and terrazzo	Carpentry: rough and finishing	Insulation	Roofing: shingling, sheet metal, built-up,	Ornamental and miscel- laneous fabricated	Metallic and other siding	Glass and glazing
tem – Détail	Carrelage et terrazzo	Menuiserie et charpen- terie	Isolation	etc. Toiture: bardeaux, tôle, gou- dron et gravier, etc.	metal Métaux or- nementaux et autres métaux ouvrés	Revêtements exté- rieurs en métaux et autres	Verre et vitrerie
	number - no	ombre					
Stablishments – Total – Établissements	37	57	17	121	9	43	45
	per cent - pe	ourcentage					
let profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Equity — Capital	25.5	24.0	42.9	30.4	11.2	25.4	22.4
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Capital employed ² — Total — Capital investi ²	20.7	18.5	32.9	24.5	9.8	16.8	17.9
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Working capital ³ — Fonds de roulement ³	34.8	45.1	68.9	45.8	14.8	43.4	23.5
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Assets — Total — Actif	11.0	9.5	16.6	10.3	6.4	7.1	8.9
Fixed assets – Immobilisations Equity – Capital	32.3	42.7	53.4	37.7	24.2	52.8	26.2
Current liabilities — Passif à court terme Equity — Capital	108.9	121.6	128.0	170.7	60.9	208.4	125.2
Accounts receivable — Comptes à recevoir Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation	20.8	15.3	20.0	22.8	24.2	16.5	29.3
Current assets – Actif à court terme Assets – Total – Actif	78.4	69.6	73.6	80.5	77.9	74.2	87.9
Long-term liabilities — Passif à long terme Capital employed ² — Total — Capital investi ²	19.1	22.7	23.4	19.3	12.8	33.8	20.4
	times – fois						
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Equity – Capital	5.2	5.9	6.6	7.4	2.9	9.8	5.1
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Capital employed ² — Total — Capital investi ²	4.2	4.5	5,0	6.0	2.5	6.5	4.0
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Working capital ³ — Fonds de roulement ³	7.1	11.0	10.6	11.1	3,8	16.7	5.3
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Fixed assets – Immobilisations	16.1	13.7	12.3	19.6	11.9	18.5	19.4
Current assets – Actif à court terme Current liabilities – Passif à court terme	1.7	1.4	1.5	1.4	2.2	1.3	1.8
Liabilities – Total – Passif Equity – Capital	1.3	1.5	1.6	1.9	0.8	2.6	1.5
Assets – Total – Actif Liabilities – Total – Passif	1.8	1.7	1.6	1.5	2.3	1.4	1.7

TABLE 1. Summary of Financial Ratios for Special Trade Contractor Establishments Reporting Balance Sheet Information, Classified by Trade, Canada, 19791 - Concluded

TABLEAU 1. Sommaire des proportions financières des établissements des entrepreneurs de métiers spécialisés fournissant des données relatives au bilan, classés suivant le genre de travaux, Canada, 19791 - fin

	Drywall, plastering and stucco	Flooring: hardwood, resilient and carpet	Painting and decorating	Elevators and escalators	Asphalt paving	Fencing	Other trac
Item – Détail	Mur sec, plâtrage et application de stuc	Revête- ments de plancher: bois dur, tuiles et tapis	Peinture et décoration	Ascenseurs et escaliers roulants	Pavage en asphalte	Clôturage	Autres travaux spécialisés
	number - non	ibre					-
Establishments – Total – Établissements	109	68	68	18	40	7	112
	per cent - pou	rcentage					
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Equity — Capital	20.4	23.2	26.3	33.1	43.0	19.9	19.6
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Capital employed ² - Total — Capital investi ²	16.0	18.5	16.7	28.6	25.8	12.3	11.6
Net profit before tax (after loss) — Bénéfice net avant impôt (après perte) Working capital ³ — Fonds de roulement ³	29.1	30.7	44.1	49.2	209.3	31.6	66.3
Net profit before tax (after loss) – Bénéfice net avant impôt (après perte) Assets – Total – Actif	7.3	9.5	9.1	17.6	13.2	5.8	5.8
Fixed assets - Immobilisations Equity - Capital	34.5	39.0	75.2	23.6	122.1	96.1	121.1
Current liabilities — Passif à court terme Equity — Capital	151.0	119.6	130.0	72.0	159.6	180.1	170.0
Accounts receivable — Comptes à recevoir Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation	20.8	16.7	21.5	19.7	13.8	15.1	19.9
Current assets – Actif à court terme Assets – Total – Actif	79.3	79.6	65.9	74.2	55.2	71.1	58.9
Long-term liabilities – Passif à long terme Capital employed ² – Total – Capital investi ²	21.7	20.3	36.7	13.6	40.0	38.1	40.6
	times – fois						
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Equity – Capital	7.1	6.5	5.8	2.8	7.7	7.3	5.9
Operating revenue – Total – Revenus d'exploitation Capital employed ² – Total – Capital investi ²	5.5	5.2	3.7	2.4	4.6	4.5	3.5
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation Working capital ³ - Fonds de roulement ³	10.1	8.7	9.8	4.2	37.4	11.7	20.1
Operating revenue — Total — Revenus d'exploitation Fixed assets — Immobilisations	20.5	16.7	7.8	12.0	6.3	7.6	4.9
Current assets — Actif à court terme Current liabilities — Passif à court terme	1.5	1.6	1.5	1.9	1.1	1.3	1.2
Liabilities – Total – Passif Equity – Capital	1.8	1.5	1.9	0.9	2.3	2.4	2.4
Assets – Total – Actif Liabilities – Total – Passif	1.6	1.7	1.5	2.1	1.4	1.4	1.4

¹ This table is derived from a sub-sample of reporting establishments which provided balance sheet information.
1 Les données de ce tableau sont fondées d'un sous-échantillon des établissements fournissant des informations au sujet de leur bilan.
2 "Cotal capital employed" is the sum of long-term liabilities and equity.
2 "Capital total investi" est la somme obtenue lorsqu'on additionne les passifs à long terme avec le capital.
3 "Working capital" is defined as the excess of current sasets over current liabilities.
3 "Fonds de roulement" est défini par l'excès de l'actif à court terme sur le passif à court terme.
x confidential to meet secrecy requirements of the Statistics Act.
x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.

TABLE 2. Summary of Operating Ratios of Special Trade Contractors Classified by Trade, Canada, 1979

TABLEAU 2. Sommaire des proportions des opérations des entrepreneurs de métiers spécialisés classés par métier, Canada, 1979

		Mechanical trades – Métiers mécaniques									
tem – Détail		Plumbing	Dry heating and gas piping	Wet heating and air con- ditioning	Sheet metal and other duct work	Process piping	Automatic sprinkler systems				
rem – Persu		Plomberie	Chauffage par voie sèche et conduites de gaz	Chauffage par voie hu- mide et cli- matisation	Conduites d'air en tôle et autres	Conduites industrielles	Systèmes d'extinction automati- que d'in- cendie				
	number -	nombre									
Establishments — Total — Établissements	2,319	289	25	85	108	44	21				
	per cent -	- pourcentage									
Value of construction output 1 - Total - Valeur du produit de la construction 1	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0				
Detailed by type of construction — Détaillé suivant le genre de construction:											
Residential (single, duplex, semi-detached) – Domiciliaires (simples, duplex, semi-détachées)	10.9	17.2	18.6	7.0	7.5	0.2	0.4				
Residential (triplex, row housing, apartment) — Domiciliaires (triplex, en rangée, appartements)	10.2	14.5	6.1	2.8	7.0	0.1	-				
Non-residential buildings ² – Bâtiments non-domiciliaires ²	62.3	62.0	63.9	87.7	82.0	23.2	95.6				
Engineering ³ – Travaux de génie ³	16.6	6.3	11.4	2.5	3.5	76.5	4.0				
Detailed by type of work – Détaillé suivant le genre de travail:											
New construction ⁴ - Construction neuve ⁴	77.7	84.0	82.5	71.7	83.5	52.1	80.5				
Repair construction – Réparations	22.3	16.0	17.5	28.3	16.5	47.9	19.5				
Detailed by trade - Détaillé suivant le genre de métier:											
Principal trade ⁵ – Métier principal ⁵	83.4	59.4	47.2	58.7	68.4	86.3	100.0				
Other trades – Autres métiers	16.6	40.6	52.8	41.3	31.6	13.7	-				
Income statement – État des profits et pertes:											
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0				
Revenue from construction - Revenus de construction	96.7	98.0	98.1	97.8	97.5	98.3	97.8				
Other revenue – Autres revenus	3.3	2.0	1.9	2.2	2.5	1.7	2.2				
Operating costs - Total - Coûts d'exploitation	96.0	97.7	98.1	96.5	97.0	97.2	95.7				
Payments to sub-contractors — Paiements aux sous-traitants	7.9	18.4	15.5	17.5	7.3	7.6	2.6				
Materials – Matériaux	37,5	40.2	36.9	39.4	43.3	16.7	37.7				
Wages — Salaires	31.3	24.5	26.4	23.0	29.3	56.2	30.6				
Salaries - Traitements	7.5	6.3	7.7	7.8	7.8	6.7	10.3				
Repairs to machinery and equipment – Réparations des machines et de l'équipement	0.9	0.2	0.3	0.4	0.3	0.5	0.4				
Repairs to buildings and other structures – Réparations des bâtiments et d'autres structures	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1				
Depreciation – Amortissement	1.5	0.9	0.8	0.8	0.9	1.0	0.7				
Other costs — Autres coûts	9.3	7.1	10.4	7.5	8.0	8.4	13.3				
Net operating profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) nets d'exploitation avant impôts	4,0	2.3	1.9	3.5	3.0	2.8	4.3				
Profit – Bénéfices	4.7	3.5	2.2	3.7	3.5	2.9	4.5				
Loss – Pertes	0.7	1.2	0.3	0.2	0.5	0.1	0.2				

TABLE 2. Summary of Operating Ratios of Special Trade Contractors Classified by Trade, Canada, 1979 - Continued

TABLEAU 2. Sommaire des proportions des opérations des entrepreneurs de métiers spécialisés classés par métier. Canada. 1979 - suite

	Mechanical trade	es – Métiers mécanio	lues		Electrical work	Water well drilling	Excavating and gradin
Item – Détail	Commercial refrigeration	Environ- mental controls	Mill- wrighting and rigging	Thermal insulation	Travaux électriques	Creusage de puits arté- siens	Excavation et nivellemen
	Réfrigération commerciale	Systèmes de régulation automatique de l'environ- nement	Travaux de chantiers et montage de câbles	Isolation thermique			
	number - nomb	ге					
Establishments — Total — Établissements	29	2	23	30	396	14	95
Value of annual in annual Trans. Value & annual in	per cent – pour	entage					
Value of construction output 1 - Total - Valeur du produit de la construction 1	100.0	x	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Detailed by type of construction – Détaillé suivant le genre de construction:							
Residential (single, duplex, semi-detached) – Domiciliaires (simples, duplex, semi-détachées)	1.3	х	0.2	_	8.2	14.7	9.8
Residential triplex, row housing, apartment) – Domiciliaires (triplex, en rangée, appartements)	0.4	74		0.2	7.0		£ 0
Von-residential buildings ² – Bâtiments non-domiciliaires ²	94.2	x x	55.4	0.2 46.9	7.9 72.0	22.0	5.8 21.3
Engineering ³ — Travaux de génie ³	4.1	x	44.4	52.9	11.9	63.3	63.1
Detailed by type of work – Détaillé suivant le genre de travail:							
lew construction ⁴ – Construction neuve ⁴	63.5	х	64.8	85.8	80.1	91.3	86.2
Repair construction - Réparations	36.5	х	35.2	14.2	19.9	8.7	13.8
Detailed by trade – Détaillé suivant le genre de métier:							
Principal trade ⁵ – Métier principal ⁵	87.9	x	75.6	82.9	96.6	94.1	79.1
Other trades - Autres métiers	12.1	x	24.4	17.1	3.4	5.9	20.9
ncome statement – État des profits et pertes:							
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	100.0	x	100,0	100.0	100.0	100.0	100.0
Revenue from construction - Revenus de construction	93.4	x	93.6	93.9	97.2	99.9	96.1
Other revenue — Autres revenus	6.6	х	6.4	6.1	2.8	0.1	3.9
Operating costs - Total - Coûts d'exploitation	94.1	x	96.1	91.8	96.7	97.0	94.4
ayments to sub-contractors - Paiements aux sous-traitants	4.1	x	12.2	0.6	1.9	2.8	13.9
Materials – Matériaux	56.2	x	22.4	31.3	43.6	26.4	14.8
Wages - Salaires	16.6	x	41.7	43.2	34.5	24.2	25.3
salaries - Traitements	9.5	х	7.3	7.5	7.5	9.5	4.9
Repairs to machinery and equipment — Réparations des ma- chines et de l'équipement	0.3	x	1.0	0.2	0.4	3.5	7.5
tepairs to buildings and other structures — Réparations des bâtiments et d'autres structures	0.2	x	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1
Depreciation – Amortissement	0.7	х	1.7	0.7	1.0	7.0	8.0
Other costs — Autres coûts	6.5	х	9.7	8.2	7.7	23.4	19.9
Net operating profit (loss) before taxes - Bénéfices (pertes) nets d'exploitation avant impôts	5.9	x	3.9	8.2	3.3	3.0	5.6
Profit – Bénéfices	6.2	x	4.2	8.4	4.2	4.5	6.4
Loss – Pertes	0.3	x	0.3	0.2	0.9	1.5	0.8
Miscellaneous profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) divers ayant impôts	0.8	v	0.4	0.5	0.4	0.1	1.2
uivers ayant unpots	0.8	x	0.4	0.5	0.4	0.1	1.2

TABLE 2. Summary of Operating Ratios of Special Trade Contractors Classified by Trade, Canada, 1979 - Continued

TABLEAU 2. Sommaire des proportions des opérations des entrepreneurs de métiers spécialisés classés par métier, Canada, 1979 – suite

	Pile driving, shoring, un- derpinning and caisson	Form work	Steel reinforcing	Concrete pouring and finishing	Damp- proofing	Structural steel erection	Masonry	
Item – Détail	Battage de pieux, étayage, reprise en sous-oeuvre et caissons	Coffrage	Armature d'acier	Placement et finition de béton	Imperméa- bilisation	Érection de charpentes en acier	Maçonnerie	
	number - nom	bre						
Establishments – Total – Établissements	13	43	14	83	3	36	112	
Value of construction output 1 – Total – Valeur du produit	per cent - pour	centage						
de la construction ¹	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	
Detailed by type of construction – Détaillé suivant le genre de construction:								
Residential (single, duplex, semi-detached) – Domiciliaires (simples, duplex, semi-détachées)	2.9	13.3	2.7	20.1	1.9	1.6	8.3	
Residential (triplex, row housing, apartment) – Domiciliaires (triplex, en rangée, appartements)	3.3	25.7	13.1	12.7	9.6	1.4	10.0	
Non-residential buildings ² – Bâtiments non-domiciliaires ²	82.3	49.2	52.3	51.3	68.6	64.2	80.8	
Engineering ³ — Travaux de génie ³	11.5	11.8	31.9	15.9	19.9	32.8	0.9	
Detailed by type of work – Détaillé suivant le genre de travail:								
New construction ⁴ Construction neuve ⁴	92,4	98.7	99.4	91.2	80.6	82.8	83.9	
Repair construction - Réparations	7.6	1.3	0.6	8.8	19.4	17.2	16.1	
Detailed by trade – Détaillé suivant le genre de métier:								
Principal trade ⁵ – Métier principal ⁵	93.8	91.3	96.0	88.1	80.6	89.6	97.8	
Other trades – Autres métiers	6.2	8.7	4.0	11.9	19.4	10.4	2.2	
Income statement – État des profits et pertes:								
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	
Revenue from construction - Revenus de construction	99.9	99.4	98.9	98.7	98.5	95.7	95.5	
Other revenue - Autres revenus	0.1	0.6	1,1	1.3	1.5	4.3	4.5	
Operating costs - Total - Coûts d'exploitation	95.6	98.8	99.6	98.1	92.4	90.8	94.8	
Payments to sub-contractors - Paiements aux sous-traitants	1.5	7.1	0.8	5.5	1.9	9.2	2.9	
Materials - Matériaux	34.0	28.5	54.4	34.7	31.7	35.0	31.5	
Wages – Salaires	25.4	46.8	24.3	35.6	32.5	29.8	42.3	
Salaries – Traitements	5.5	5.2	7.2	7.1	10.9	7.5	7.2	
Repairs to machinery and equipment Réparations des machines et de l'équipement	4.7	0.4	0.5	1.5	2.1	0.5	0.9	
Repairs to buildings and other structures – Réparations des bâtiments et d'autres structures	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	
Depreciation - Amortissement	3.6	1.3	0.9	2.6	2.6	1.1	1.4	
Other costs - Autres coûts	20.8	9.4	11.4	11.0	10.6	7.6	8.4	
Net operating profit (loss) before taxes - Bénéfices (pertes) nets d'exploitation avant impôts	4.4	1.2	0.4	1.9	7.6	9.2	5.2	
Profit - Bénéfices	5.5	2.5	2.3	4.4	7.6	9.3	5.9	
	1.1	1.3	1.9	2.5	_	0.1	0.7	
Loss – Pertes	1.1							

TABLE 2. Summary of Operating Ratios of Special Trade Contractors Classified by Trade, Canada, 1979 - Continued

TABLEAU 2. Sommaire des proportions des opérations des entrepreneurs de métiers spécialisés classés par métier, Canada, 1979 — suite

There Divil	Tiling and terrazzo	Carpentry: rough and finishing	Insulation	Roofing: shingling, sheet metal, built-up, etc.	Ornamental and miscel- laneous fabricated metal	Metallic and other siding	Glass and glazing
Item — Détail	Carrelage et terrazzo	Menuiserie et charpen- terie	Isolation	Toiture: bardeaux, tôle, gou- dron et gravier, etc.	Métaux or- nementaux et autres métaux ouvrés	Revête- ments exté- rieurs en métaux et autres	Verres et vitrerie
	number - nor	mbre					
Establishments – Total – Établissements	40	64	. 17	128	12	57	53
	per cent - po	urcentage					
Value of construction output ¹ – Total – Valeur du produit de la construction ¹	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Detailed by type of construction – Détaillé suivant le genre de construction:							
Residential (single, duplex, semi-detached) – Domiciliaires (simples, duplex, simi-détachées)	9.0	32.4	44.2	12.6	7.3	34.4	5.5
Residential (triplex, row housing, apartment) – Domiciliaires (triplex, en rangée, appartements)	11.3	16.9	17.3	7.9	13.1	4.4	4.7
Non-residential buildings ² — Bâtiments non-domiciliaires ²	77.3	50.7	38.5	78.1	79.6	61.2	89.6
Engineering ³ – Travaux de génie ³	2.4	_	-	1.4	-	-	0.2
Detailed by type of work – Détaillé suivant le genre de travail:							
New construction ⁴ – Construction neuve ⁴	88.3	81.7	69.3	70.4	93.5	73.8	81.1
Repair construction - Réparations	11.7	18.3	30.7	29.6	6.5	26.2	18.9
Detailed by trade – Détaillé suivant le genre de métier:							
	70.6	92.4	00.6	97.2	20.5	66.0	0.5.4
Principal trade ⁵ – Métier principal ⁵ Other trades – Autres métiers	79.6 20.4	83.4 16.6	88.6 11.4	87.2 12.8	80.5 19.5	66.2 33.8	85.4 14.6
Income statement – État des profits et pertes:							
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	100.0	100.0	100,0	100.0	100.0	100.0	100.0
Revenue from construction - Revenus de construction	96.4	96.8	95.0	99.6	98.2	95.3	90.5
Other revenue — Autres revenus	3.6	3.2	5.0	0.4	1.8	4.7	9.5
Operating costs - Total - Coûts d'exploitation	95.1	96.0	93,5	95.9	98.1	96.3	95.7
Payments to sub-contractors - Paiements aux sous-traitants	3.0	17.5	1.5	3.9	19.7	6.7	3.3
Materials – Matériaux	40.2	36.5	45.4	48.1	33.7	50,5	52.5
Wages - Salaires	31.8	25.1	22.3	26.2	20.0	23.0	20.5
Salaries Traitements	8.9	6.4	9.5	6.9	8.4	7.0	9.0
Repairs to machinery and equipment – Réparations des machines et de l'équipement	0.4	0.4	1.0	0.6	0.2	0.2	0.1
Repairs to buildings and other structures – Réparations des bâtiments et d'autres structures	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Depreciation – Amortissement	1.3	0.9	1.7	1.1	0.9	0.8	0.8
Other costs - Autres coûts	9.3	9.1	12.0	9.0	15.1	8.0	9.4
Net operating profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) nets d'exploitation avant impôts	4.9	4.0	6,5	4.1	1.9	3.7	4.3
Profit – Bénéfices	6.0	4.7	7.4	4.3	3,1	4.0	5.0
Loss - Pertes	1.1	0.7	0.9	0.2	1.2	0,3	0.7
Miscellaneous profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) divers avant impôts	0.7	0.4	0.7	4.7	0.2	0.2	0.1

TABLE 2. Summary of Operating Ratios of Special Trade Contractors Classified by Trade, Canada, 1979 - Concluded

TABLEAU 2. Sommaire des proportions des opérations des entrepreneurs de métiers spécialisés classés par métier, Canada, 1979 - fin

	Drywall, plastering and stucco		Flooring: hardwood, resilient and carpet	Painti decor	ng and ating	Elevators- and escalators	Asphalt paving	Fencing	Other trad work
tem – Détail	Mur sec, plâtrage et application de stuc	trage et ments de dication plancher:		Peinture et décoration		Ascenseurs et escaliers roulants	Pavage en asphalte	Clôturage	Autres travaux spécialisés
	number -	nombre							
Establishments – Total – Établissements	123		75	70		45	41	7	122
	per cent -	pource	ntage						
Value of construction output! — Total — Valeur du produit de la construction!	100.0		100.0	100.0		100.0	100.0	100.0	100.0
Detailed by type of construction – Détaillé suivant le genre de construction:									
Residential (single, duplex, semi-detached) – Domiciliaires (simples, duplex, semi-détachées)	22.8		38.2	11.4		0.3	5.4	17.5	10.4
Residential (triplex, row housing, apartment) - Domiciliaires (triplex, en rangée, appartements)	21.9		24.6	9.9)	42.3	6.8	3.3	5.7
Non-residential buildings ² – Bâtiments non-domiciliaires ²	54.7		37.2	61.4		54.0	36.3	47.0	56.4
Engineering ³ – Travaux de génie ³	0.6		-	17.3		3.4	51.5	32.2	27.5
Detailed by type of work – Détaillé suivant le genre de travail:									
New construction ⁴ – Construction neuve ⁴	91.1		75.1	64.3	3	46.5	68.7	87.5	77.2
Repair construction - Réparations	8.9		24.9	35.	7	53.5	31.3	12.5	22.8
Detailed by trade – Détaillé suivant le genre de métier:									
Principal trade ⁵ – Métier principal ⁵	83.6		89.7	91.	3	99.4	87.9	100.0	83.9
Other trades - Autres métiers	16.4		10.3	8.3	2	0.6	12.1		16.1
Income statement – État des profits et pertes:									
Operating revenue - Total - Revenus d'exploitation	100.0		100.0	100.)	100.0	100.0	100.0	100.0
Revenue from construction - Revenus de construction	97.8		92.5	98.	6	92.4	96.7	93.7	92.0
Other revenue — Autres revenus	2.2		7.5	1.	4	7.6	3.3	6.3	8.0
Operating costs - Total - Coûts d'exploitation	96.8		96.5	95.	5	88,6	94.4	97.3	96.7
Payments to sub-constractors - Paiements aux sous-traitants	15.7		7.8	7.	2	0.1	7.9	7.0	6.4
Materials – Matériaux	38.5		57.2	22.	8	29.8	36.8	51.4	33.3
Wages - Salaires	28.6		14.8	43.	5	33,5	20.0	17.8	27.9
Salaries - Traitements	6.8		7.9	9.	6	13.1	6.3	8.8	8.0
Repairs to machinery and equipment - Réparations des machines et de l'équipement	0.1		0.2	0.	8	0,5	4.0	1.1	2.4
Repairs to buildings and other structures – Réparations des bâtiments et d'autres structures	0.1		0.1	0.	1	0.4	0.4	0.1	0.1
Depreciation - Amortissement	0.6		0.8	1.	4	0.5	3.7	2.0	3.7
Other costs - Autres coûts	6.4		7.7	10.	1	10.7	15.3	9.1	14.9
Net operating profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) nets d'exploitation avant impôts	3.2		3.5	4.	5	11.4	5.6	2.7	3.3
Profit - Bénéfices	4.1		3.7	4.	7	11.5	6.1	2.7	. 4.5
Loss - Pertes	0.9		0.2	0.	2	0.1	0.5	-	1.2
Miscellaneous profit (loss) before taxes – Bénéfices (pertes) divers avant impôts	0.4		0.6	0.	4	1.8	1.2	(0.1)	0.7

¹ Total value of construction output is equivalent to "Revenue from construction less payments to sub-contractors".
1 Valeur globale du produit de la construction se stégale au "Revenue de construction moins paiements versés as ux sous-traitants".
2 Non-residential buildings include industrial, commercial and institutional.
2 Les bâtiments non-domiciliaires comprennent les bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels.
3 Engineering includes oil refinery and chemical field complexes, sewage treatment plants, mine shaft ventilation and other engineering structures.
3 Les travaux de génie.
4 New construction includes additions, conversions, renovations, etc.
5 New construction includes additions, conversions, renovations, etc.
6 New construction includes additions, conversions, afterations et modernisations majeures, etc.
7 Principal trade: i.e., a contractor working mainly in plumbing but also engaged in wet heating and air conditioning appears entirely within the data set for the plumbing group.
7 Principal trade: i.e., a contractor working mainly in plumbing but also engaged in wet heating and air conditioning appears entirely within the data set for the plumbing group.
8 Metire principal: par exemple, un entrepreneur effectuant surtout des travaux de plomberie mais travaillant également dans le domaine de chauffage par voie lumide et de la climatitation figure dans la série de données relatives au groupe de la plomberie.
8 x confidential to meet secrecy requirements of the Statistics Act.
8 x confidential en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.



